

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

El Mouradia prépare-t-il le sacrifice du Polisario ?



POUVOIR D'ACHAT ET AÏD AL-ADHA

LE DRAME SILENCIEUX DES FAMILLES MAROCAINES

CHRONIQUEURS

Les sondages, cet ingrédient indispensable à une démocratie en marche

EXPERTS

Regard sur les positions de Monsieur le Wali de Banque Al Maghreb sur l'immobilier et l'industrie

ROOM

Hantavirus : alerte sanitaire justifiée ou emballement médiatique ?

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

**ÉDITO
D'OUVERTURE**

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

22

**EXPERTS
INVITÉS**

48

**QUARTIER
LIBRE**

60

ROOM

76

BILLET

IDÉBATS

By Lodj



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
27
MAI | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

POUVOIR D'ACHAT ET AÏD AL-ADHA : LE DRAME SILENCIEUX DES FAMILLES MAROCAINES

À l'approche de l'Aïd al-Adha, fête de partage, de foi et de solidarité, une inquiétude grandit dans de nombreux foyers marocains. Derrière l'ambiance spirituelle et familiale de cette grande célébration, une réalité sociale plus dure s'impose : pour beaucoup de ménages, l'Aïd devient une épreuve financière de plus en plus lourde.

La hausse continue du coût de la vie, la stagnation des revenus et l'accumulation des dépenses du quotidien fragilisent déjà les familles. Alimentation, transport, logement, scolarité, soins, factures : les charges se multiplient, alors que les salaires, eux, peinent à suivre. Dans ce contexte, l'achat du mouton de l'Aïd, auquel s'ajoutent les frais annexes, devient pour certains un véritable casse-tête budgétaire.

Le problème n'est pas seulement économique. Il est aussi social et psychologique. Dans une société où l'Aïd al-Adha garde une forte dimension symbolique, ne pas pouvoir acheter un mouton peut être vécu comme une blessure intime, parfois comme une humiliation silencieuse.

Des parents se retrouvent coincés entre leur volonté de préserver la joie des enfants et leur incapacité matérielle à assumer une dépense devenue trop lourde.

Face à cette pression, de nombreuses familles recourent à l'endettement. Crédits à la consommation, avances sur salaire, emprunts auprès de proches ou de commerçants : l'Aïd se prépare parfois au prix d'un déséquilibre financier qui se prolonge bien après la fête. Ce phénomène inquiète les syndicats et plusieurs acteurs sociaux, qui alertent sur l'érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires.

Car le sujet dépasse largement la seule période de l'Aïd. Il révèle une fragilité plus profonde : celle de ménages qui vivent sans réelle marge de sécurité. Le moindre événement exceptionnel devient une charge difficile à absorber. La fête, censée rassembler et apaiser, finit alors par exposer les fractures sociales.

Les appels à des mesures durables se multiplient : soutien ciblé aux familles vulnérables, contrôle des circuits de spéculation, amélioration des revenus, protection du consommateur, renforcement des filets sociaux. Mais au-delà des réponses ponctuelles, c'est une véritable politique du pouvoir d'achat qui semble aujourd'hui nécessaire.

L'Aïd al-Adha ne devrait pas être un moment d'angoisse. Il devrait rester une fête de dignité, de solidarité et de fraternité. Or, pour de nombreuses familles marocaines, la question n'est plus seulement de célébrer. Elle est devenue beaucoup plus simple, et beaucoup plus douloureuse : comment tenir jusqu'à la fin du mois ?



Par:

La Rédaction

**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lady

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

LES SONDAGES, CET INGRÉDIENT INDISPENSABLE À UNE DÉMOCRATIE EN MARCHÉ

Au Maroc, la société est régulièrement parcourue par des courants antinomiques et les débats y font rage : code de la famille ou héritage, patrimoine historique urbain ou liberté sur internet, fiscalité, territoires, jeunes et jeunesse... Et puis, tous les cinq ans, c'est la même histoire qui se répète, avec des partis pensant conquérir la première place, et donc le paradis ! Dans la réalité, personne ne sait rien sur rien, tout le monde suppose et suppute, et au final, c'est le ministère de l'Intérieur qui détient l'info. Et on sait que qui a l'info a le reste, aussi.

L'affaire a été entendue en 2016 quand le ministre de l'Intérieur de l'époque, Mohamed Hassad, avait décidé de prohiber les sondages car, argumentait-il, cela peut influencer l'opinion publique et donc, en conséquence, biaiser l'élection.

Cela s'appelle avoir une piètre idée de l'électorat marocain et de l'intelligence collective du pays.

Et cela signifie aussi que la raison du refus de sonder est ailleurs. Il est vrai que lorsqu'on voit autant de turpitudes sur la scène politique, qu'on assiste à autant de légèreté dans la conduite de certaines affaires, on peut comprendre le refus de faire un sondage !...

Et la décision de M. Hassad est aujourd'hui confirmée, explicitement, par la nouvelle loi 55.25 relative aux listes électorales générales, aux opérations de référendums et à l'utilisation des moyens audiovisuels publics lors des campagnes électorales et référendaires ; prison, amendes et déchéance commerciale à la clé.

Mais quand on est un pays démocratique, un vrai, pas comme aux Etats-Unis, pas comme dans bien des pays d'Afrique, pas comme dans nombre de pays européens qui se réclament pourtant des libertés... quand on est un pays démocratique véritable et authentique, on n'a pas peur de la vox populi.

On ne l'oriente pas, comme ailleurs, on l'écoute ; on ne craint pas de la voir ou la savoir influencée, car c'est la voix du peuple, incarnant la souveraineté de la nation.

Et puis, interdire les sondages, aujourd'hui, est inutile et même contre-productif, sauf à interdire internet dans la foulée, mais cela serait une autre affaire, une sale affaire...



Par **Aziz Boucetta**

En effet, des sondages sont régulièrement publiés sur les réseaux : que pensez-vous de ceci ou de ceux-là, que suggérez-vous pour telle politique ou telle réforme ?

Et les réponses vont dans tous les sens, parce que, précisément, les sondages scientifiquement conçus sont interdits.

L'excuse d'influencer l'opinion publique ne fonctionne plus car avec ces sondages « sauvages », cet électorat est non seulement influencé, mais guidé, téléguidé, voire manipulé. Est-ce cela que souhaitent les autorités publiques marocaines ?

L'information au Maroc a de tous temps posé problème.

Que dire ? Quoi dire ? A qui dire et jusqu'à quel point dire ? Et surtout comment le dire ? Et les Marocains se sont contentés de cela, compensant l'info par la rumeur.

Sauf qu'aujourd'hui, la rumeur, devenue virale, se fait vérité, et que seuls les plus hauts en couleur et les plus forts en gueule ont une audience ; peu importe ce qu'ils racontent... et sauf que, aujourd'hui, avec l'argent, on manipule les masses sur les réseaux sociaux, et avec l'argent toujours, les intrusions étrangères empruntent désormais un boulevard, et c'est le pays entier qui risque de se trouver dans une impasse.

Et ce ne sont pas seulement les technologies qui ont évolué et permettent plus, permettent tout, mais aussi les sociétés. La démographie marocaine a changé, avec plus de seniors mais aussi davantage de jeunes plus instruits et plus exigeants...

Cette génération est aussi, largement, plus crédule que celles d'avant. L'information étant dense, répétitive, assommante, et diverse, elle s'impose à tous dans un premier à temps ; puis, tout le monde s'y retrouve car chacun y trouve ce qui correspond à ses idées ou à ses colères et tout le monde pense détenir une vérité ou appartenir à une majorité ; en déroger, penser autrement, serait même perçu comme un acte hostile.

L'une des vertus des sondages est que, scientifiquement menés, ils disent les tendances et permettent de prendre le pouls des sociétés.

Au Maroc, où la société est souvent en accord sur des grandes lignes, effectuer et publier des sondages devrait embarrasser et gêner les différents gouvernements car sur certains points, ils seraient conduits à prendre des décisions nécessaires mais impopulaires (comme le cas de l'heure GMT+1).

C'est peut-être la raison du refus d'autoriser la production de sondages d'opinion, qui seraient réglementés et étroitement encadrés par la loi. Une autre raison serait que les uns et les autres parmi les décideurs et les « importants » craignent des sondages ravageurs sur leurs personnes, les écartant de leurs fonctions avant même des élections...

Il n'est plus possible aujourd'hui à un Etat, quel qu'il soit, de diriger à l'aveugle, ou dans l'ignorance volontaire des tendances de l'opinion publique et de leur appréciation des personnels politiques.

Et au Maroc, les sondages existent, peut-être pas comme ailleurs, mais ils existent, derrière les hauts murs de résidences fermées à Rabat ; le ministère de l'Intérieur connaît les tendances sociales et les mouvements sociétaux.

Le problème est qu'il est le seul à les savoir, et comme il est l'organisateur des élections, il détient une longueur d'avance sur les partis politiques qui eux, sont réduits à estimer au doigt mouillé ce que pensent les populations.

Au final, avec cette interdiction de sondages, surtout en périodes électorales, c'est une information capitale sur les acteurs politiques et les idées dont sont privés gouvernement, partis politiques et gouvernés.

Le résultat est que le premier, entre deux élections, agit comme il l'entend, les seconds naviguent à vue et les troisièmes ne se sentent plus concernés par l'opération politique.

Les sondages d'opinion forment une sorte d'émulation pour tous, et faute de cela, les taux de participation resteront encore dramatiquement bas...



BRAHIM GHALI OU L'ART DE GOUVERNER UNE RÉPUBLIQUE INVISIBLE...

Il faut lire certaines lettres pour comprendre à quel point le réel peut être douloureux pour ceux qui ont décidé depuis longtemps de le fuir. La missive de deux pages adressée par Brahim Ghali au secrétaire général de United Nations le 10 mai 2026, dans l'anglais qu'on lui connaît, relève précisément de cette littérature politique fantastique où l'on réécrit le monde avec la conviction désarmante de celui qui pense encore que les années 1970 n'ont jamais pris fin.

Dans ce "document solennel", daté depuis "Bir Lahlou" ce lieu mythologique davantage utilisé comme décor épistolaire que comme véritable capitale diplomatique, le chef du Polisario dénonce tout le monde ou presque.

Chacun en a pour son compte: Le Maroc, les grandes puissances, les soutiens internationaux du Royaume, les médias, les résolutions interprétées à sa manière, et probablement demain la rotation de la Terre autour du Soleil.

Le plus fascinant dans cette prose "révolutionnaire" est cette capacité intacte à parler comme si le Polisario dirigeait tout simplement le centre du monde.

On y retrouve les vieux réflexes rhétoriques des mouvements tiers-mondistes congelés dans le formel idéologique : "occupation", "colonialisme", "agression", "guerre ouverte", "crime international"... Il ne manque finalement que quelques références à Castro et une citation du Che, à la radio clandestine et quelques cliquetis des machines à écrire soviétiques.

Pendant ce temps, le monde réel avance.

Des pays reconnaissent la marocanité du Sahara ou soutiennent ouvertement le plan d'autonomie marocain.

Même des États traditionnellement prudents prennent désormais position avec un pragmatisme croissant.



Par
Aziz Daouda

Les grandes capitales parlent investissements, corridors atlantiques, stabilité régionale et sécurité énergétique. Mais à Tindouf, on continue manifestement à rédiger des communiqués comme si le mur de Berlin était encore debout.

Le texte devient même involontairement comique lorsqu'il accuse le Maroc de "désinformation" tout en décrivant une guerre quasi planétaire que personne ne semble voir, hormis les rédacteurs du Polisario eux-mêmes ou ceux en back office situé à 1824 kilomètres.

Une guerre tellement intense que les touristes affluent à Dakhla, que les investissements explosent à Laâyoune et que les consulats étrangers continuent d'ouvrir leurs portes dans les provinces du Sud.

Le contraste est saisissant.

D'un côté, un Maroc qui construit ports, routes, infrastructures, zones industrielles et ambitions atlantiques.

De l'autre, une direction séparatiste qui en est encore à envoyer des lettres indignées à l'ONU en espérant réveiller un logiciel diplomatique que même ses anciens soutiens ont commencé à désinstaller.

Le passage le plus révélateur demeure sans doute celui où Brahim Ghali évoque une "guerre ouverte" tout en réclamant simultanément le retour à un cessez-le-feu dont son mouvement annonce régulièrement lui-même la caducité depuis 2020.

Une logique circulaire digne des meilleurs sketches absurdes : le cessez-le-feu est mort, mais il faudrait revenir à ce qui n'existe plus, afin de dénoncer celui qui l'aurait détruit, tout en proclamant continuer la guerre... sans que celle-ci ne modifie le moindre rapport de force sur le terrain.

Dans cette lettre, le Polisario ressemble finalement à ces vieux aristocrates ruinés qui continuent à signer des chèques sans provision depuis un château abandonné.

Le ton est grandiloquent, les accusations tonitruantes, mais derrière le décor il y a une réalité brutale : l'épuisement politique d'un appareil qui survit davantage par inertie diplomatique que par dynamique historique.

Et puis il y a cette constante obsession pour le Maroc. Car tout tourne autour du Royaume. Le Polisario vit contre le Maroc, parle du Maroc, pense le Maroc, accuse le Maroc, rêve du Maroc.



Pendant que Rabat parle mondialisation, Afrique atlantique, Coupe du monde 2030 et intégration économique, les dirigeants séparatistes continuent à rédiger des lettres comme des résistants oubliés d'une "révolution" que l'Histoire a déjà classée aux archives. Ce ci si on veut bien admettre que c'est Ghali qui a rédigé la lettre...Il en incapable. Et ca tout le monde le sait aussi.

Le plus cruel pour Brahim Ghali n'est peut-être pas que le monde lui donne tort.

C'est que le monde, progressivement, cesse simplement de l'écouter. Ca doit être dur pour lui et les siens...alors ayons pitié de ces humains égarés et rigolons au lieu de condamner.

Si Nabyl Lahlou était encore parmi nous et avait lu ces deux pages, il aurait sans doute imaginé une pièce de théâtre avec pour titre: Brahim Ghali ou l'art de gouverner une république invisible depuis une géographie imaginaire...Il avait le don des choses absurdes.

C'EST TRISTE UN SALON DU LIVRE QUI SE VIDE

Au terme de dix jours d'activités, la 31ème édition du salon international de l'édition et du livre de Rabat s'est achevée dans une atmosphère contrastée.

Après une fréquentation record et une programmation marquée par les débats sur l'avenir du livre, l'intelligence artificielle et les mutations des pratiques culturelles, la mélancolie de la clôture. Naïm Kamal raconte le site de l'OLM- Souissi se vidant progressivement de ses visiteurs.

Un salon aux dimensions inédites

Dimanche 10 mai, au milieu de l'après-midi, le Salon international de l'édition et du livre donne l'impression de s'éteindre lentement.

Dans les allées de l'OLM-Souissi, le mouvement s'est ralenti. Les visiteurs se font rares. Les discussions qui animaient encore les pavillons quelques heures auparavant se dissipent progressivement dans un calme inhabituel.

Dix jours durant, cette 31ème édition du SIEL aura été l'une des plus aimées. Placé sous le signe de la désignation de Rabat comme Capitale mondiale du livre 2026 par l'UNESCO, l'évènement a réuni, selon les chiffres du ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, 61 pays et 891 exposants. Plus de 130.000 titres et près de trois millions d'exemplaires y ont été présentés.

Avec la France comme invitée d'honneur, le salon a accueilli plus de 720 intervenants, entre écrivains, chercheurs, éditeurs, artistes et penseurs de différents horizons.

Plus de 204 activités ont rythmé les dix jours de la manifestation, entre conférences, débats, rencontres littéraires, soirées poétiques et présentations d'ouvrages.

Ibn Battouta comme fil conducteur

Dans cette atmosphère de démontage, le salon donne à voir une autre image du livre : celle d'un objet fragile, soumis aux transformations des usages culturels mais encore capable de rassembler des foules pendant quelques jours. (Photo Quid)

Cette année, le salon était placé sous le thème « Ibn Battouta et le récit du voyage ». Une manière de relier la mémoire des grands déplacements humains à la circulation contemporaine des savoirs et des imaginaires.



Par **Naïm Kamal.**

Le légendaire voyageur marocain et son patrimoine littéraire ont occupé une place centrale dans plusieurs expositions et conférences. Pour les enfants et pour les jeunes, une initiation à la découverte. Le salon a aussi multiplié les hommages à des figures de la littérature marocaine ayant marqué différentes périodes de l'histoire intellectuelle du pays.

Après Schtroumpf l'année dernière, le jeune public disposait, lui aussi, d'un espace dédié avec « Le Petit Prince » de Saint Exupéry, un autre voyageur, comme en écho à Ibn Battouta.

Conçu comme un parcours immersif autour de la lecture, de l'imaginaire et de la découverte, il n'a pas attiré que les petits.

Durant plusieurs jours, Rabat a ainsi pris les allures d'un vaste carrefour culturel où se sont croisés éditeurs, universitaires, créateurs et lecteurs venus partager des visions du monde parfois divergentes mais réunies autour du livre.

Le livre face à la révolution numérique

Au fil des débats, une question s'est imposée avec insistance : celle de l'avenir du livre dans un environnement dominé par les technologies numériques et l'intelligence artificielle.

De nombreuses conférences ont abordé les transformations des modes de production et de diffusion du savoir.

Le livre n'est plus seulement considéré comme un objet destiné à la lecture. Il devient aussi une donnée, une ressource intégrée aux systèmes numériques et aux nouvelles formes de circulation de l'information.

Les discussions ont notamment porté sur l'émergence « du livre conversationnel », sur les usages de l'IA générative et sur la manière dont les œuvres sont désormais intégrées dans des logiques de traitement de données.

Ces réflexions, évoquées notamment par Dr Az-Eddine Bennani dans les colonnes du Quid, ont traversé une grande partie des échanges intellectuels du salon.

Derrière ces débats technologiques se dessinait une interrogation plus profonde : celle du rapport contemporain à la lecture. Le temps long du livre semble désormais confronté à l'accélération permanente des écrans, des flux numériques et des contenus fragmentés.

Le silence après le brouhaha

Mais ce dimanche après-midi, ces grandes questions théoriques paraissent soudain très lointaines. Dans les stands, les exposants rangent les ouvrages restés sur les étagères. Les cartons s'ouvrent puis se referment.

Certains libraires dressent déjà le bilan des ventes. D'autres échangent quelques derniers mots avant le départ.

Le brouhaha des agoras qui accompagnait l'entrée dans les pavillons pendant toute la durée du Salon s'est presque entièrement dissipé. Seuls quelques stands résistent encore à la fatigue du dernier jour.



Dans cette atmosphère de démontage, le salon donne à voir une autre image du livre : celle d'un objet fragile, soumis aux transformations des usages culturels mais toujours capable de rassembler des foules pendant quelques jours.

Face aux centaines de milliers d'ouvrages encore exposés pour quelques heures, une question flotte dans l'air : assiste-t-on à un univers en voie de disparition ou seulement à la disparition progressive d'une certaine manière de vivre le livre ?

En quittant l'espace OLM-Souissi, un sentiment de mélancolie diffuse s'installe. Celui d'un lieu qui retrouve son silence après avoir été, pendant dix jours, un espace de circulation des idées, des langues et des imaginaires.

Dès le lendemain, il n'en restera que cette nostalgie discrète des rencontres passées, des idées découvertes et des ouvrages acquis.

SUN TZU ET LA GUERRE CONTRE L'IRAN

L'identité de Sun Tzu fait débat. La version traditionnelle évoque un général nommé Sun Wu, au service de l'État de Wu à la fin du 6ème siècle avant J.-C., approximativement entre 540 et 496 avant notre ère. Une époque où les guerres étaient d'une ampleur plus limitée, souvent menées par des forces réduites et commandées par une élite, loin des grandes armées permanentes qui s'imposeront par la suite.

De nombreux érudits estiment toutefois que L'Art de la guerre aurait plutôt été rédigé au 4ème siècle avant J.-C., durant la période des Royaumes combattants, alors que la Chine était fragmentée entre des États rivaux — Qin, Chu ou encore Yan — engagés dans des conflits prolongés pour leur survie et leur unification.

Il ne s'agissait plus de campagnes ponctuelles, mais de guerres de longue durée, marquées par une mobilisation massive, l'émergence d'armées professionnelles et des enjeux de plus en plus décisifs.

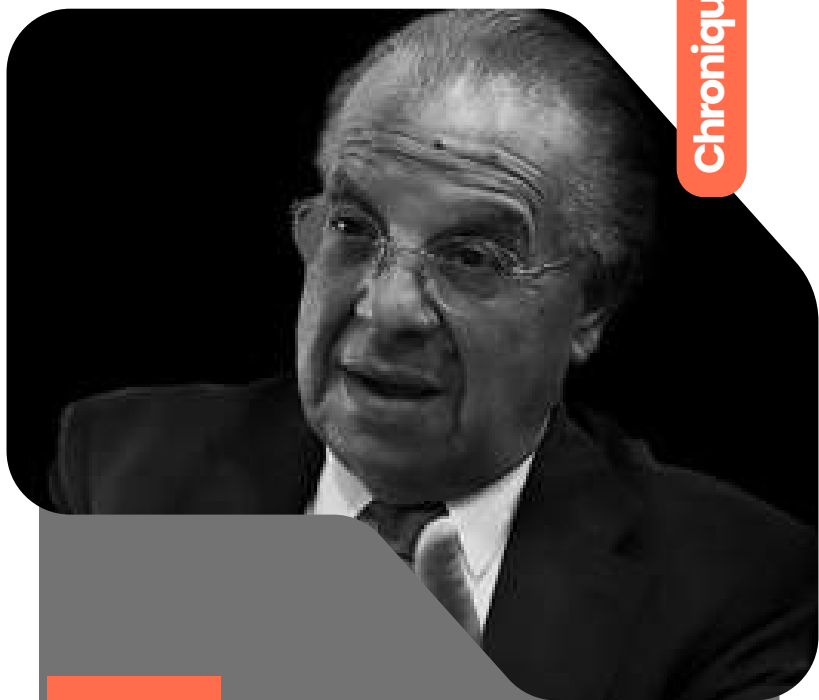
Sun Tzu ouvre L'Art de la guerre par un avertissement: «La guerre est une question d'importance vitale pour l'État; elle est une affaire de vie ou de mort; elle est le chemin de la survie ou de la ruine.»

Il écrivait à une époque où la défaite pouvait signifier l'anéantissement, où les armées s'élargissaient, les campagnes s'allongeaient et où la guerre cessait d'être épisodique pour devenir continue et existentielle.

C'est dans ce contexte qu'il a élaboré une théorie de la guerre encore largement incomprise aujourd'hui: obtenir des résultats alignant l'action militaire sur un objectif politique, au moindre coût, en rappelant qu'«aucune nation ne tire profit d'une guerre prolongée».

Sa proposition centrale est souvent réduite à une formule célèbre — «Toute guerre repose sur la tromperie» — mais sa portée est bien plus profonde.

Il ne s'agissait pas de simples ruses sur le champ de bataille, mais d'une manière d'envisager la guerre. Tromper, c'était façonner la perception de la réalité chez l'ennemi: influencer ce qu'il croit de vos intentions, de vos capacités et de vos limites, et ainsi le pousser à prendre des décisions dans l'incertitude.



Par **Mustapha Sehim**.

«La stratégie ne se réduit pas à l'usage de la force, elle réside dans l'alignement entre les moyens engagés et les fins politiques poursuivies.»

Cette approche est indissociable de la connaissance. Sun Tzu écrivait que «si vous connaissez l'ennemi et que vous vous connaissez vous-même, vous n'avez rien à craindre de l'issue de cent batailles».

Il ne s'agissait pas de dénombrer des armes ou des moyens, mais de comprendre le fonctionnement réel d'un système — son commandement, sa cohésion, ses ressources et sa capacité d'adaptation.

Le renseignement, en ce sens, n'était pas seulement un outil de connaissance, mais un instrument d'influence.

Avant même d'analyser une guerre, Sun Tzu aurait posé la question qui demeure centrale aujourd'hui: quel est l'objectif politique? Il ne dissociait pas la guerre de la politique, écrivant que «le général qui remporte une bataille fait de nombreux calculs dans son temple avant même qu'elle ne soit livrée».

Une observation qui dépasse la tactique: la stratégie ne se réduit pas à l'usage de la force, elle réside dans l'alignement entre les moyens engagés et les fins politiques poursuivies.

Appliquée à une éventuelle campagne américano-israélienne contre l'Iran, cette interrogation demeure déterminante. Quel est l'objectif? Un changement de régime ou un changement de comportement?

La destruction du programme nucléaire ou l'acceptation de contraintes? S'agit-il de dissuasion ou d'un recours à la force pour imposer sa volonté? Ces objectifs ne sont pas interchangeables. Chacun implique une intensité d'engagement, un calendrier et une tolérance au risque distincts.

Des déclarations publiques récentes du président des États-Unis esquissent une série d'objectifs centrés sur la contrainte et le déni: détruire l'arsenal de missiles et les capacités de production iraniennes, neutraliser sa capacité navale à menacer la navigation internationale, empêcher l'accès à l'arme nucléaire et mettre fin à sa capacité de soutenir des forces supplétives.

Autant d'objectifs concrets, articulés à la fois autour des capacités militaires et du comportement stratégique de l'Iran.



LES STATISTIQUES D'UNE SOCIÉTÉ DÉSYNCHRONISÉE.

À partir des résultats de l'EMO 2026 du HCP, une mise à jour à saluer, Adnan Debbarh analyse les limites d'une lecture strictement statistique du marché du travail marocain. Le texte met en relation le taux d'emploi rémunéré, la sous-utilisation de la main-d'œuvre, la situation des jeunes et des femmes, et la transformation des solidarités familiales, pour interroger le décalage entre mutations sociales, capacités économiques et réponses institutionnelles.

Il est des chiffres que l'on commente et d'autres que l'on devrait suivre.

La nouvelle Enquête sur la main-d'œuvre (EMO 2026 HCP) appartient à la seconde catégorie. Non parce qu'elle est contestable.

Au contraire : techniquement irréprochable, alignée sur les normes internationales les plus récentes, plus précise que tout ce qui existait avant elle. Mais précisément parce qu'elle est bonne, elle pose une question que sa qualité ne peut pas résoudre.

Prenons les chiffres au sérieux, c'est-à-dire autrement que comme des constats. Le taux d'emploi contre revenu s'établit à 37,3 %. Près des deux tiers de la population adulte marocaine ne se trouve pas dans l'emploi rémunéré.

Le chômage strict touche 10,8 % de la main-d'œuvre. Et apparaît, pour la première fois dans nos statistiques, une catégorie que l'ancienne enquête ne nommait pas : la « main-d'œuvre potentielle » : 884 000 personnes disponibles pour travailler, mais qui ne cherchent pas activement.

Le taux composite de sous-utilisation, qui agrège l'ensemble de ces situations, atteint 22,5 % au niveau national. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, il culmine à 45,3 %. Près d'un jeune sur deux.

Ces chiffres ne sont pas neutres.

Chakib Benmoussa, Haut-commissaire au Plan - Pour la première fois dans nos statistiques, une catégorie que l'ancienne enquête ne nommait pas : la « main-d'œuvre potentielle » : 884 000 personnes disponibles pour travailler, mais qui ne cherchent pas activement. Le taux composite de sous-utilisation, qui agrège l'ensemble de ces situations, atteint 22,5 % au niveau national. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, il culmine à 45,3 %. Près d'un jeune sur deux.



Par **Adnan Debbarh**

Ils disent quelque chose d'essentiel sur la structure du marché du travail. Mais ils ne disent pas tout. Ils ne disent pas pourquoi 884 000 personnes disponibles ne cherchent pas.

Découragement accumulé ? Normes sociales qui maintiennent les femmes à distance, elles représentent la majorité de cette catégorie ? Absence de structures qui les accueilleraient si elles se manifestaient ?

L'enquête ne répond pas à ces questions. Ce n'est pas son rôle. Son rôle, c'est de cartographier. Et elle le fait avec une précision inédite. Mais voilà où le problème commence : nous confondons depuis trop longtemps la précision du diagnostic avec la capacité d'agir.

Nous produisons des enquêtes de plus en plus fines sur des réalités de plus en plus complexes et nous les contemplons avec une satisfaction de géomètre, comme si nommer la vulnérabilité équivalait à la prendre en charge.

Ce n'est pas une critique de la statistique. C'est une question adressée à ce que nous en faisons.

Pour comprendre ce que l'EMO 2026 révèle réellement, il faut sortir du marché du travail et regarder ce qui s'est passé autour de lui.

Pendant des décennies, un équilibre implicite a structuré la société marocaine. La famille : étendue, cohabitante, multigénérationnelle, absorbait silencieusement ce que ni l'économie ni l'État ne prenaient en charge. Le jeune sans emploi restait dans le foyer familial.

La femme disponible pour travailler mais sans accès réel au marché trouvait dans l'espace domestique une forme d'organisation de son temps. Les transitions, les attentes, les dépendances temporaires s'y logeaient, sans produire immédiatement de rupture visible. Cet équilibre n'avait rien d'idéal. Il reposait sur des inégalités profondes, sur le travail invisible des femmes, sur une délégation tacite de la protection sociale vers la sphère privée. Mais il avait une fonction décisive : il organisait là où les institutions ne le faisaient pas. Il absorbait ce que le marché du travail ne pouvait intégrer et ce que l'État ne cherchait pas à prendre en charge.

Cette fonction est aujourd'hui en train de se transformer. La famille marocaine se resserre, se nucléarise, se recompose autour d'unités domestiques plus petites, plus autonomes, et plus exposées.

La cohabitation multigénérationnelle recule. Les solidarités se redéploient à distance, de manière plus sélective. Ce mouvement accompagne l'urbanisation, la diversification des parcours, l'évolution des aspirations. Il est le signe d'une modernité réelle.

Mais cette modernité a un coût que personne ne comptabilise : ce que la famille organisait hier ne disparaît pas.

Cela se déplace. Ce déplacement produit exactement ce que l'EMO 2026 mesure avec une précision nouvelle : des individus dans des zones intermédiaires que ni la famille ni l'État ne prennent en charge.

La main-d'œuvre potentielle, c'est en grande partie cela, le résidu visible d'un amortisseur invisible qui change de nature.

Car le marché du travail marocain avance à trois vitesses qui ne se parlent pas. Il y a le temps de la société, qui se transforme rapidement : les comportements changent, les structures familiales évoluent, les aspirations se diversifient. Il y a le temps de l'économie, qui peine à intégrer une part croissante de la population dans l'emploi formel rémunéré. Et il y a le temps des institutions, qui continuent de fonctionner selon des logiques séquentielles, réactives, conçues pour un équilibre social qui n'est plus tout à fait celui d'aujourd'hui.

Ces trois temps ne battent pas au même rythme. Et c'est dans l'écart entre eux que se logent les 884 000 personnes de la main-d'œuvre potentielle, les jeunes NEET, les femmes disponibles mais absentes des statistiques de l'emploi actif.

Non pas parce que l'économie serait trop faible, la conjoncture aggrave, elle ne fonde pas, mais parce que personne n'organise la jonction entre ce que la société produit comme trajectoires et ce que les institutions sont capables d'accueillir à temps.

La question n'est donc pas d'abord une question de volume.

Davantage de programmes, davantage de budgets, davantage d'enquêtes ; tout cela peut coexister avec la même impasse si le problème de synchronisation n'est pas adressé.

Qui identifie les premiers signaux de décrochage ? Qui assure la continuité entre formation, emploi et accompagnement social ? Qui réduit le délai entre la détection d'une vulnérabilité et sa prise en charge effective ? Aucun dispositif actuel ne répond pleinement à ces questions.

Non par manque de volonté, mais par défaut d'architecture. L'EMO 2026 a rendu visible ce qui ne l'était pas.

Elle a nommé la main-d'œuvre potentielle, quantifié le sous-emploi, cartographié les écarts régionaux avec une précision que l'ancienne enquête ne permettait pas. C'est un progrès réel. Mais une société ne devient pas plus stable en accumulant des cartographies de ses fragilités.

Elle le devient lorsqu'elle se dote des structures capables d'agir au rythme de ses propres transformations. Ce que l'EMO 2026 mesure avec précision, c'est exactement ce qu'un État synchronisé devrait prendre en charge avant que la mesure devienne nécessaire.

Les chiffres sont là. Ils attendent qu'on leur réponde autrement qu'avec d'autres chiffres.

*Adnan Debbarih est enseignant de Relations Internationales à l'ISCAE.



ABDELWAHAB DOUKKALI, OU LA NOBLESSE D'UN MAROC QUI CHANTE ...

Abdelwahab Doukkali, ou la noblesse d'un Maroc qui chante encore ; qui chante depuis toujours et qui chantera pour toujours.

Il y a des artistes que l'on admire.

Et puis il y a ceux que l'on aime profondément, parce qu'ils finissent par faire partie de notre propre mémoire intime, de nous-mêmes simplement. Abdelwahab Doukkali appartenait et appartiendra jusqu'au dernier souffle à cette catégorie rarissime pour de nombreuses personnes parmi nous.

Avec sa disparition, le Maroc perd davantage qu'un immense chanteur. Il perd une voix de civilisation.

Une manière d'être marocain avec élégance, profondeur, pudeur et grandeur. Il avait une façon unique de faire dialoguer la modernité et l'âme de cet Occident qu'est le Maroc avec l'Orient dit arabe, sans jamais trahir ni l'un ni l'autre.

Doukkali n'était pas seulement un interprète. Il était un fin architecte de l'émotion. Chez lui, chaque note semblait réfléchie, habitée, presque méditée. Il chantait comme on raconte une blessure noble, un amour sincère, une douleur brûlante, une nostalgie douceuse, avec cette retenue qui caractérisait les grands artistes de sa génération.

Ceux qui savaient que la puissance ne réside pas dans l'excès, mais dans la maîtrise et la sincérité.

Je garderai toujours en mémoire un moment d'une rare intensité humaine. Un soir, presque intimement, il me chanta أغار عليك (« Je suis jalouse »).

Peu d'artistes pouvaient donner à cette œuvre une telle profondeur émotionnelle. Il était étonné que je connusse une telle œuvre, très peu programmée. Chez un autre, cette chanson aurait été simplement belle.

Chez Doukkali, elle devenait un vertige sentimental. Il me raconta comment, sur la route de retour de Marrakech vers Casablanca, un jour,



Par
Aziz Daouda

il eut le génie d'ajouter un mot à un si beau poème dont il ne savait quoi faire. Un petit mot ajouté à des paroles dites par une femme... قالت (« Elle a dit »).

Ainsi, il s'était donné le droit de chanter la jalousie à la limite de la folie ; l'obsession dont seules les femmes ont le secret, transformant ainsi une douleur en romance sublimée.

Sa voix ne chantait pas seulement les mots. Elle leur donnait une seconde vie, la vie façon Abdelwahab Doukkali.

Et comment ne pas évoquer cette autre prouesse artistique, celle d'avoir sublimé مرسل الحب (« Marsoul L'hob ») ? Tayeb Laalej était-il conscient de ce qu'allait devenir les paroles qu'il avait composé dans sa voiture...

Beaucoup interprètent, beaucoup composent, nombreux chantent. Peu améliorent la note, le mot, la mélodie, l'émotion. Doukkali le faisait avec cette intelligence musicale qui n'appartient qu'aux très grands. Il comprenait instinctivement où placer la respiration, où suspendre le silence, où laisser l'orchestre s'effacer devant l'émotion pure, où mettre un mot, esquisser un sourire, interpeller le public.

C'est cela, le génie.

Le Maroc moderne doit énormément à des hommes comme Abdelwahab Doukkali. Une génération qui a porté la culture marocaine dans tout le monde arabe et au-delà. Un jour, il s'est retrouvé à chanter en français... Allez lui demander pourquoi il chanta Je suis jaloux avec dignité et raffinement.

Cette génération qui produisait des artistes cultivés, élégants, enracinés et universels à la fois n'est presque plus... Maudite soit cette année qui nous a pris Belkhatate et Doukkali... Merci à Fès de nous avoir donné ces deux-là et tant d'autres...

Aujourd'hui, en écoutant de nouveau ses chansons, on mesure aussi ce que notre époque a perdu :

La patience artistique, le choix de la poésie et du verbe, le respect du public, le culte du travail bien fait.

Abdelwahab Doukkali appartenait à ce temps où la chanson marocaine était une œuvre et non un produit. Sa disparition provoque une immense tristesse chez tous ceux qui l'ont connu, aimé ou simplement écouté un jour avec le cœur.

Mais les grands artistes ont cette victoire mystérieuse sur la mort : ils continuent d'habiter nos vies, longtemps après leur départ.

Tant qu'au Maroc une voix fredonnera أغار عليك, tant qu'un amoureux blessé découvrira كان يا ما كان, Abdelwahab Doukkali ne quittera jamais vraiment ce pays. Fou amoureux de cette terre, il y aura construit à jamais une muraille... Celle du goût fin avec ما أنا إلا بشر (« Je ne suis qu'un humain »).

Voilà Doukkali parti retrouver des amis : Tayeb Laalej, Nizar Qabbani, Abderrahim Sekkat, Ahmed Chajai, Lamghari, Abdelhay Skalli, Mohamed Fouiteh, Abdelhadi Belkhatate, Naima Samih. Les autres me pardonneront de ne pas les avoir cités. En ce moment de douleur c'est un peu compliqué.



Ce soir Oum Kaltoum, Farid El Atrach, Abdelhalim Hafid, El Mouji, Baligh Hamdi, Mohamed Abdelwahab, Riad Sounbati...lui souhaiteront la bienvenue.

Les artistes de cette trempe ne meurent pas.

Ils deviennent mémoire nationale.

En bons musulmans, disons simplement : « Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons », et prions. Prions pour que Doukkali repose en paix.

Ceux qui passeront non loin de sa tombe l'entendront sûrement fredonner telle ou telle chanson qu'ils adorent de lui.

JABAROOT, MALAISE ET ÉLECTIONS... ATTENTION À NE PAS OUBLIER LES GENZ !

Le Maroc est un pays à longue histoire mais les Marocains sont un peuple à courte mémoire. Il semblerait que les événements des mois de septembre et d'octobre 2025 soient déjà oubliés, que le souvenir des manifestations simultanées dans plusieurs villes soit effacé, que les très graves actes de violence contre les symboles de l'Etat soient gommés des esprits. Et pourtant, ce qui s'est passé ces semaines-là était révélateur d'un mal-être général, essentiellement et dangereusement auprès des jeunes. Ce que nous voyons aujourd'hui n'est en revanche pas rassurant.

Rappelons-nous... Un mot d'ordre avait été lancé sur des plateformes numériques suite au décès de plusieurs femmes dans une maternité d'Agadir durant l'été 2025.

Les jeunes s'étaient alors organisés pour manifester... manifester leur mauvaise humeur, puis manifester tout court.

La police fut prise de court face à un mouvement spontané ne répondant à aucun code connu en dehors de celui de la génération Z mondiale ; des jeunes libres d'esprit, pas impressionnables, instruits et au fait de leurs droits, qui réclament leurs droits.

Les revendications allaient principalement dans trois directions, une meilleure santé, une éducation aux normes et une gouvernance exécutive qui n'insulte pas l'intelligence collective.

Alors même que la réaction royale était déclinée en plusieurs temps et se révélait décisive pour une restauration de la confiance, les ministres et autres dirigeants avaient été « jetés en pâture » sur les chaînes télés et les réseaux.

On dirait qu'ils avaient été « invités » à s'exprimer, à réagir, à répondre, à rencontrer les jeunes et se confronter à eux. Santé, éducation et gouvernance donc... Où en sommes-nous donc, plus de six mois après l'alarme automnale de 2025 ?

Le secteur de la santé se remet peu à peu, mais son mal semble être chronique, dû à l'écart entre la demande et l'offre de soins, à la disponibilité des soignants, à la qualité des infrastructures (on ne parle pas des CHU rutilants et des opérations coups de poing, les fameuses et fumeuses « hamalate »), à la pénurie de plusieurs médicaments...

Mais le secteur, globalement, se remet et s'améliore. Le ministre Amine Tehraoui, après un an d'hibernation dans ses bureaux rbatis, ose désormais affronter l'adversité et déploie ce qui ressemble à une stratégie.



Par **Aziz Boucetta**

L'éducation nationale est dans une situation illisible et confuse, comme son ministre Berrada qui ne semble pas avoir pris la juste mesure de l'immensité de la tâche qui l'attend.

Il répond vaguement à des questions précises et lance ici et là – quand son propos est déchiffrable – des chiffres et des performances qu'on a du mal à croire et à vérifier sur le terrain.

Quant à la gouvernance, qui implique la qualité et aussi l'intégrité (avec sa conséquence de la reddition des comptes), on n'y est pas encore, on n'y est pas du tout ! Depuis le début de l'année, le gouvernement dans son ensemble ressemble à une voiture soulevée du sol... qui accélère à fond.

Beaucoup de bruit, de fumée et d'enfumage, mais la voiture n'avance pas.

Le parlement tourne à plein régime mais plus personne n'y croit, le gouvernement et ses membres essaient de faire bonne mesure mais ils ne convainquent personne ; son chef Aziz Akhannouch est devenu quasi invisible depuis son auto-expulsion (du moins veut-on bien le croire) du 11 janvier et du 7 février derniers.

Il représente le roi à l'étranger, signe des documents préside les conseils de gouvernement, et c'est tout.

Et pendant ce temps-là, Jabaroot tire dans tous les sens !...

Et bien évidemment, les gens lisent, apprennent des faits très préoccupants pour l'éthique générale, attendent des réponses, des réactions, des confirmations ou des démentis, des démissions ou des procès.

Comme cela serait le cas dans n'importe quelle démocratie à l'image de celle de laquelle se réclame le Maroc. Mais non, rien, Sœur Anne ne voit rien venir ! Les ministres épingleés se taisent, et la justice refuse à se mettre en branle, ou tarde à le faire.

Bien qu'il ait bien des réalisations à son actif, ce gouvernement Akhannouch restera dans l'histoire du Maroc comme celui qui aura le plus éloigné les Marocains de la politique, et même comme celui qui aura jeté le plus de suspicion sur la classe politique dans son ensemble.

Et le scrutin à venir risque bien de le montrer encore plus, dans les urnes. Voter, c'est se sentir véritablement citoyen, c'est avoir envie de le faire, et avoir cette envie signifie qu'on croit à la politique et aux personnels politiques.

Osons donc cette question : les jeunes qui étaient sortis manifester en octobre sont-ils vraiment en confiance pour aller voter ? Seul le roi les a entendus et seul lui a apporté des réponses à leurs préoccupations.

Le gouvernement, lui, après une période de remise en question, a repris ses habitudes : communiquer peu, témoigner d'une empathie minimale, ronronner des lieux communs et aligner des chiffres mirobolants qui ne correspondent à rien.

Et aujourd'hui, face au profond silence suite aux accusations de Jabaroot, la suspicion cède le pas à la méfiance... et la condamnation populaire n'est pas loin.

Où allons-nous alors, avec une classe politique qui glose beaucoup mais ne propose rien, et une jeunesse qui ne s'exprime pas vraiment mais qui n'en pense pas moins ?

Le tribunal populaire a déjà condamné, en attendant que le pouvoir judiciaire s'empare de ces affaires, innocentant ceux qu'il doit et condamnant les autres, au risque dans le cas contraire d'être lui-même condamné par la vox populi.

Trois morts civils, des centaines de policiers blessés (dont plusieurs souffriront de handicaps permanents), des véhicules de police et de gendarmerie vandalisés et/ou brûlés, des agents des forces de l'ordre agressés et lynchés en meute...

Avez-vous déjà oublié cela, Mesdames et Messieurs les ministres ? Ne vous en sentez-vous pas assez responsables ? Vos noms et vos partis sont attaqués, vilipendés, souillés, et vous ne réagissez pas ? Même ceux qui peuvent largement justifier ce qu'on leur reproche ne disent rien, tétanisés par on ne sait quoi, effrayés par on ne sait qui.

Rabat s'enferme sur ses secrets. Mais elle ne doit pas oublier les GenZ...



DETROIT D'ORMUZ : UNE ZONE DE NON-DROIT ?

Dans cette analyse, Mustapha Sehimi examine les implications juridiques et géopolitiques des tensions autour du détroit d'Ormuz, à la lumière du droit international de la mer défini par la Convention de Montego Bay de 1982.

Revenant sur les menaces iraniennes de blocage, le déploiement naval américain et les risques d'escalade régionale, il souligne les fragilités du cadre juridique international face à un espace maritime devenu central pour la sécurité énergétique, le commerce mondial et les équilibres stratégiques au Moyen-Orient.

Avec le Détroit d'Ormuz - son blocage par l'Iran et pratiquement son blocus par les États-Unis - c'est le droit de la mer qui est fortement en question.

Le texte de référence ? La Convention des Nations unies signée à Montego Bay (Jamaïque), le 10 décembre 1982 - elle est souvent appelée la "Constitution des océans".

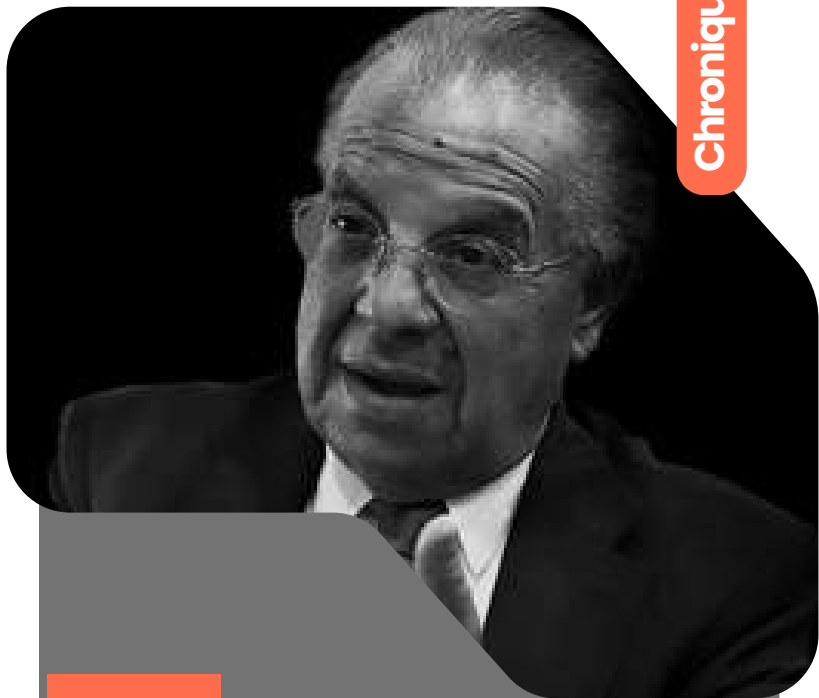
Que fixe-t-elle ? Les règles juridiques applicables aux espaces maritimes, à la navigation, aux ressources, à la pêche, aux fonds marins et au règlement des différends ? Elle distingue souveraineté, droits souverains et libertés internationales (mer territoriale à 12 milles marins, zone économique exclusive de 200 milles marins, exploitation du plateau continental, protection de la liberté de navigation...).

C'est dire que le droit de la mer est devenu stratégique ; il touche à la souveraineté, aux routes commerciales, aux hydrocarbures offshore, à la pêche, aux câbles sous-marins, aux îles, aux frontières maritimes et aux... détroits.

Deux régimes juridiques

Carte montrant les deux routes maritimes alternatives imposées par la marine des Gardiens de la Révolution iraniens en invoquant la possibilité de "mines" sur l'itinéraire habituel plus au large du détroit d'Ormuz / AFP

Précisément, un détroit est un passage maritime reliant deux espaces maritimes et utilisé pour la navigation internationale.



Par **Mustapha Sehimi**.

C'est une voie maritime naturelle reliant deux parties de la haute mer ou de la ZEE, utilisée pour la navigation internationale - Détroits de Gibraltar, Ormuz, Bab-el-Mandeb, Malacca, Bosphore...).

Deux grands régimes juridiques sont à distinguer.

Le premier est le passage inoffensif surtout dans la mer territoriale classique : le navire étranger peut traverser rapidement et sans menace pour l'État côtier qui conserve ici un contrôle important.

Le second regarde, lui, le passage en transit qui est le régime principal des détroits internationaux. L'État riverain conserve la sécurité maritime, la réglementation environnementale, le balisage et certaines règles douanières ou sanitaires. Mais il ne peut empêcher arbitrairement le transit international.

A noter des cas particuliers : certains détroits régis par des conventions spéciales (Détroit des Dardanelles en Turquie avec la Convention de Montreux de 1936).

Un acte de guerre

Blocage au détroit d'Ormuz par l'Iran couplé, dira-t-on, au blocus décrété par les États-Unis.

Dans ces deux situations, n'est-ce pas une violation de la Convention internationale de Montego Bay ? Téhéran allègue qu'il est appliqué aux navires des pays "hostiles". Lesquels ? Les États-Unis, Israël et les monarchies du Golfe. En tout état de cause, un tel acte est interdit par le droit international de la mer et le droit coutumier.

Les États-Unis ont répondu, eux, par le blocus naval à quelque 400 km du détroit et ont mis en place un dispositif approprié s'apparentant à un acte de guerre : 15 navires de guerre, plus 10.000 militaires et des centaines d'avions. Ce blocus qui se présente à l'occasion comme un barrage filtrant porte sur les entrées et les sorties. Mais il a été élargi au-delà de cette zone du détroit, avec par exemple un bateau naviguant du côté du Sri Lanka - il aurait franchi le détroit d'Ormuz en partant de Port Rachid à Dubaï, via les eaux omanaises, vers le golfe d'Oman... Ratifié par 170 pays, le traité de Montego Bay ne l'a pas été ni par les États-Unis ni par l'Iran. L'on est dans un schéma bien particulier : en temps de paix ou de guerre, le droit international de la mer consacre le droit de passage des bateaux sauf en cas de haute poursuite ou de légitime défense.

Dissuasion

Assurément, le détroit d'Ormuz est l'un des points stratégiques les plus sensibles du monde. Une fermeture durable aurait des conséquences majeures. Les risques principaux sont de divers ordres.

Le premier regarde les conséquences du conflit Iran / États-Unis / Israël. Le scénario le plus probable ?

Des frappes sur les installations nucléaires iraniennes, une riposte de Téhéran contre la navigation, des attaques de drones, missiles ou mines marines. Un autre risque a trait à une guerre navale dans le Golfe. L'Iran dispose de vedettes rapides, de missiles antinavires, de drones et de sous-marins côtiers.

Quant aux États-Unis, il faut citer la Vè flotte basée à Bahreïn et tout le dispositif dans la région, plus de 10.000 marines, sans oublier potentiellement le Royaume-Uni et la France.

Les conséquences seraient mondiales à terme par suite du choc pétrolier : inflation, hausse du transport, crise énergétique, perturbation des chaînes logistiques, chute des marchés financiers ralentissement économique... Le risque militaire régional n'est pas à évacuer : tant s'en faut. Ainsi les fronts pourraient s'étendre au Yémen (Houthis), au Liban, en Syrie et en Irak. L'Iran serait-il pour une fermeture totale au détroit d'Ormuz ? Une évaluation discutable pour plusieurs raisons cumulatives : pénalisation de ses propres exportations, probablement aussi une intervention militaire massive, enfin l'isolement diplomatique accentué. Pour autant, les tensions autour d'Ormuz ne se réduisent pas à un levier de dissuasion diplomatique de Téhéran. Les termes de la guerre déclenchée voici deux mois ont changé. Qui, dans les états-majors, avait priorisé le conflit ouvert autour du blocus d'Ormuz ?



REGARD SUR LES POSITIONS DE MONSIEUR LE WALI DE BANQUE AL MAGHREB SUR L'IMMOBILIER ET L'INDUSTRIE

À l'occasion de l'une de ses sorties médiatiques dont il a l'art et la manière, Ssi Jouahri a notamment traité du secteur de l'immobilier qui, d'après lui, génère peu de valeur ajoutée et estime que l'orientation d'une partie importante des dépôts bancaires vers ce secteur, se fait au détriment de l'investissement dans les secteurs industriels.

Est-il nécessaire de rappeler ici que le secteur de l'immobilier est un grand secteur/machine à création d'emplois massifs, dont notre pays a grandement besoin pour atténuer un tant soit peu, un taux de chômage déprimant ?!

Est-il nécessaire de rappeler ici que ce secteur peut avoir un effet d'entraînement majeur sur l'industrialisation à travers la fabrication locale de multiples produits qu'il utilise massivement (carrelage, quincaillerie, bois, solaire...etc) pour remplacer des importations importantes, créatrices d'emplois...à l'étranger ?!

Sans évidemment parler des produits d'artisanat, qui devraient être une composante exigée dans nos bâtiments pour leur insuffler l'âme et le cachet marocains et contribuer par là-même, au maintien et au développement d'un savoir-faire ancestral, excessivement beau et source de revenu stable et durable de plusieurs centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes marocains.

Si l'industrialisation de notre Économie est incontestablement une nécessité impérieuse à plus d'un titre, il serait injuste de donner l'impression qu'elle est un voeu avorté ou lointain, alors qu'elle est menée et avance dans le cadre d'une vision très ambitieuse et avec beaucoup de détermination.

Si elle gagnerait à augmenter de cadence et à être encore plus dense en s'élargissant à des compartiments très utiles pour notre Économie, elle ne doit se faire par opposition au secteur de l'immobilier.

Ce serait même une erreur, car ça dissuaderait l'investissement nécessaire dans ce secteur et ça impacterait négativement l'emploi. Au lieu de cela, la solution consisterait plutôt à :



Par
Najib Mikou.

1- insuffler par tous les moyens et partout, un état d'esprit de l'initiative, de l'innovation, de la prise de risque et de la rage de forcer un destin de challenges et de succès,

2- vendre et vulgariser auprès de nos opérateurs économiques, de nos jeunes, de nos Marocains Résidents à l'Etranger et d'opérateurs internationaux, toutes les dispositions de la nouvelle Charte d'Investissement et de nos accords commerciaux internationaux,

3- amener le système bancaire à avoir plus de goût pour le risque et à mettre en place des taux de crédit préférentiels pour l'investissement industriel; l'Etat pouvant prendre en charge une partie de ces taux.

Ceci sans plus tarder à redynamiser le secteur de l'immobilier qui renferme encore des potentialités dormantes pâtissant depuis une quinzaine d'années, d'entraves qui l'empêchent de les exprimer pleinement. Oui nous pouvons.



By Lodj

**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UN TRIBUNAL,**
mais elle convoque les faits.



CHAQUE JOUR, NOUS DÉFENDONS
LA VÉRITÉ AVEC RIGUEUR ET IMPARTIALITÉ.

WWW.LODJ.MA

RÉGIONALISATION AVANCÉE : LE TEMPS DE L'EFFICACITÉ TERRITORIALE.

Réflexions à la suite de la troisième rencontre de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens à Marrakech, présidée par Dr Nizar Baraka, Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, et M. Abdellatif Mazouz, président de l'Alliance.

À l'occasion de la troisième rencontre de l'Alliance des Économistes Istiqlaliens tenue à Marrakech, un message fort a émergé : la régionalisation avancée ne peut plus être appréhendée comme un simple chantier institutionnel ou administratif, mais comme un choix stratégique déterminant pour l'avenir du modèle de développement marocain.

La question centrale est désormais claire :

Voulons-nous un Maroc où certaines régions avancent rapidement tandis que d'autres continuent à accumuler les retards, ou un Maroc équilibré, où chaque territoire contribue pleinement à la dynamique nationale ?

La vision royale a tranché ce débat depuis longtemps : il n'y a pas de place pour un Maroc à deux vitesses. L'ambition d'un Maroc à une seule vitesse impose aujourd'hui un changement d'échelle dans la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Car si le cadre institutionnel existe, le constat demeure préoccupant. Les disparités territoriales persistent, parfois avec intensité. Quelques régions concentrent encore l'essentiel de la création de richesse, tandis que de nombreux territoires ruraux ou périphériques peinent à accéder aux infrastructures de base, aux services de santé, à une éducation de qualité et aux opportunités d'emploi.



Experts invités

Par
**Abdelghani
El Arrasse.**

Le véritable enjeu n'est donc plus celui des textes, mais celui de l'exécution.

L'un des premiers défis réside dans la clarification effective des compétences entre l'État central, les services déconcentrés et les collectivités territoriales.

Une régionalisation sans transfert réel de compétences, de moyens humains qualifiés et de capacités décisionnelles demeure incomplète. Il devient également indispensable d'accorder aux régions une autonomie financière plus robuste.

Une collectivité territoriale ne peut être appelée à piloter le développement tout en restant dépendante de ressources limitées ou du recours excessif à l'endettement.

Au-delà des ressources, la gouvernance territoriale doit évoluer vers un modèle plus moderne, fondé sur les données, l'évaluation et l'anticipation. La mise en place d'observatoires économiques et sociaux régionaux, appuyés sur des statistiques territoriales fiables et actualisées, permettrait d'améliorer considérablement la qualité de la décision publique.

La réussite de ce chantier passe aussi par la création d'une véritable fonction publique territoriale attractive, capable d'attirer les compétences nécessaires à la gestion du développement régional.

Mais au-delà des mécanismes techniques, la question est profondément politique : la régionalisation avancée ne réussira pleinement que si les régions disposent d'une réelle capacité de pilotage stratégique, d'une gouvernance forte et d'une responsabilité claire dans la conduite du développement territorial.

L'État fixe la vision nationale. Les régions doivent disposer des leviers nécessaires pour l'adapter efficacement à leurs réalités économiques, sociales et territoriales. La nouvelle dynamique des programmes territoriaux intégrés, soutenue par des moyens renforcés, constitue une opportunité historique.

Mais leur réussite dépendra moins des enveloppes budgétaires que de la rapidité de décision, de la cohérence des interventions publiques et de la capacité à mesurer concrètement l'impact sur la vie des citoyens.



La régionalisation avancée n'est pas une fin institutionnelle

Elle est un instrument de justice territoriale, de cohésion nationale et de création de richesse. Le Maroc de demain se construira par ses territoires, à condition de leur donner pleinement les moyens d'agir.

RECHERCHE, SAVOIR, RESPONSABILITÉ ET SOUVERAINETÉ À L'ÈRE DES GRANDS MODÈLES.

La publication récente par la Commission européenne de ses lignes directrices sur l'usage responsable de l'intelligence artificielle générative dans la recherche scientifique constitue un moment important.

Non pas parce qu'elle révèle quelque chose de totalement nouveau, mais parce qu'elle officialise enfin, au niveau institutionnel européen, des inquiétudes et des positions que plusieurs chercheurs, ingénieurs et praticiens du numérique défendent depuis longtemps.

Pendant que certains présentaient encore les grands modèles de langage comme une forme d'« intelligence » quasi autonome capable de remplacer progressivement le chercheur, l'enseignant, l'écrivain ou même l'expert, le document européen rappelle une évidence fondamentale : l'être humain reste responsable du savoir produit.

Cette précision est loin d'être anodine.

Car derrière l'emballage médiatique autour de l'IA générative se cache souvent une confusion profonde entre : algorithme, logiciel, automatisation, génération probabiliste et intelligence humaine. Or, Wald Maïlam rappelle depuis longtemps qu'un algorithme n'est pas un logiciel et encore moins une intelligence.

L'algorithme est une manière de penser, une logique de raisonnement. Le logiciel n'est que la traduction informatique de cette logique sous forme de code exécutable. Les grands modèles de langage ne « pensent » pas. Ils calculent des probabilités de suites linguistiques à partir de gigantesques volumes de données.

Cela ne signifie pas qu'ils sont inutiles. Bien au contraire. Comme l'imprimerie, le moteur de recherche, le tableur ou les ERP avant eux, les IA génératives constituent des outils puissants pouvant transformer profondément les méthodes de travail, les processus de production de contenus et certaines formes d'organisation cognitive.



Par
Az-Eddine Bennani

Mais la Commission européenne rappelle implicitement une autre réalité essentielle : produire du texte n'est pas produire de la connaissance.

Cette distinction est fondamentale.

Un texte fluide, bien rédigé et convaincant peut être faux, biaisé, manipulateur, juridiquement problématique, scientifiquement fragile ou intellectuellement vide.

C'est précisément pourquoi les lignes directrices européennes insistent sur la transparence, la vérification humaine, l'intégrité scientifique, la traçabilité, la protection des données et la responsabilité du chercheur.

Autrement dit, l'Europe commence à reconnaître officiellement que l'IA générative ne peut fonctionner sans culture, sans méthode et sans esprit critique. Cette prise de conscience rejoint directement les positions défendues depuis plusieurs années par Wald Maïlam lors des Cafés IA, des conférences, des tribunes, des formations et des ouvrages consacrés au numérique et à l'intelligence artificielle.

Car le véritable enjeu n'est pas uniquement technologique. Il est aussi épistémologique, économique, linguistique, culturel, géopolitique et civilisationnel. L'Europe parle aujourd'hui « d'IA de confiance ». Mais derrière cette expression se pose une autre question rarement évoquée : confiance envers qui ?

Car les modèles dominants restent largement contrôlés par quelques grands acteurs américains disposant des infrastructures, des capacités de calcul, des données, des plateformes et des modèles économiques.

Dans ce contexte, les pays du Sud, dont le Maroc et l'Afrique, doivent éviter une nouvelle dépendance cognitive et numérique.

La souveraineté ne concerne pas uniquement les serveurs ou les centres de données. Elle concerne aussi les langues, les représentations culturelles, les référentiels éducatifs, les modèles de gouvernance et les capacités locales de compréhension critique des technologies.

C'est précisément dans cette perspective que Wald Maâlam défend depuis longtemps l'idée d'une intelligence artificielle frugale, contextualisée, systémique, inclusive et enracinée dans les réalités humaines locales. Le modèle du Maâlam marocain illustre parfaitement cette approche.

Le Maâlam ne transmet pas uniquement une technique. Il transmet une responsabilité, une expérience, une éthique, une mémoire, une culture du geste et une manière de penser. Aucune IA générative actuelle ne possède cette profondeur humaine. Et c'est peut-être là que réside aujourd'hui le plus grand paradoxe de notre époque numérique : plus les machines produisent rapidement du contenu, plus la valeur du discernement humain devient essentielle. L'Europe semble commencer à le comprendre.

Le Maroc et l'Afrique doivent maintenant aller plus loin : non pas en copiant les modèles dominants, mais en construisant leurs propres trajectoires numériques, scientifiques et culturelles.

Car l'avenir de l'intelligence artificielle ne se jouera pas uniquement dans les laboratoires de calcul. Il se jouera aussi dans notre capacité collective à préserver le sens, la responsabilité et la dignité humaine au cœur du numérique.



JEUNESSE MAROCAINE : L'EMPLOI EXISTE, ENCORE FAUT-IL LE RENDRE ACCESSIBLE

Il est devenu presque banal de dire que “les jeunes ne trouvent pas de travail”. Pourtant, derrière cette formule, se cache une réalité plus complexe — et surtout plus nuancée. Le Maroc ne manque pas totalement d'opportunités ; il souffre plutôt d'un décalage profond entre ce qu'il produit comme compétences et ce que son économie exige réellement.

Car oui, des emplois existent. Dans l'industrie automobile, l'aéronautique, les services numériques, les énergies renouvelables ou encore les infrastructures, des milliers de postes sont créés chaque année. Mais ces opportunités restent souvent hors de portée d'une large partie de la jeunesse.

Pourquoi ? Parce que le système, dans son ensemble, peine encore à faire le lien entre formation, territoire et marché.

Mais ces opportunités restent souvent hors de portée d'une large partie de la jeunesse.

Pourquoi ? Parce que le système, dans son ensemble, peine encore à faire le lien entre formation, territoire et marché.

Le premier nœud du problème est éducatif. Trop de jeunes sortent du système avec des diplômes qui ne correspondent pas aux besoins concrets des entreprises.

À l'inverse, des secteurs entiers peinent à recruter faute de profils qualifiés. Ce paradoxe — chômage élevé d'un côté, pénurie de compétences de l'autre — illustre une défaillance structurelle, plus qu'une simple crise conjoncturelle.



Experts invités

Par
**Said
Temsamani.**

Deuxième fracture : celle des territoires. L'accès à l'emploi dépend encore largement de la géographie. Les grandes villes concentrent les opportunités, tandis que des régions entières restent en marge de la dynamique économique. Dans ces conditions, parler d'égalité des chances relève davantage de l'intention que de la réalité vécue.

Troisième limite : l'accompagnement. L'entrepreneuriat, souvent présenté comme une solution, reste un parcours semé d'obstacles. Complexité administrative, difficulté d'accès au financement, manque de mentorat : autant de freins qui transforment l'initiative en épreuve d'endurance.

Mais réduire la situation à un constat d'échec serait une erreur. Car des signaux encourageants émergent. Le Maroc investit dans des filières d'avenir, développe son écosystème industriel, accélère sa transition énergétique et s'insère progressivement dans les chaînes de valeur mondiales.

Une nouvelle économie prend forme — plus technique, plus spécialisée, plus exigeante aussi.

Le véritable enjeu est désormais clair : rendre cette transformation inclusive.

Cela suppose une refonte ambitieuse de la formation, un ancrage territorial des politiques publiques, et surtout une alliance plus forte entre l'État et le secteur privé.

L'emploi ne se décrète pas ; il se construit dans un écosystème cohérent où chaque acteur joue pleinement son rôle.

Il faut également réhabiliter des voies longtemps négligées : les métiers techniques, la formation professionnelle, l'apprentissage.

Dans de nombreux pays, ce sont eux qui constituent le socle de l'employabilité des jeunes. Au Maroc, ils doivent cesser d'être perçus comme des choix par défaut.

Au fond, la question n'est plus de savoir s'il y a des opportunités, mais si nous sommes capables de les rendre visibles, accessibles et équitables. Le défi est immense, mais il n'est pas hors de portée.

Et c'est peut-être là que réside l'essentiel : la jeunesse marocaine n'est pas condamnée à attendre. Elle est appelée à s'adapter, à se former autrement, à entreprendre, à saisir les mutations en cours.

À condition, bien sûr, que le système lui en donne réellement les moyens.

Car si l'horizon reste encore flou pour beaucoup, une chose est certaine : le Maroc est en train de changer.

Et dans ce changement, il y a une place à prendre – une place qui ne demande qu'à être conquise.



L'EXPERTISE DANS UN MONDE EN MUTATION : DE L'ACCUMULATION DE L'EXPÉRIENCE ET LA CRÉATION DE VALEUR STRATÉGIQUE

Au XXI^e siècle, l'expertise est devenue un levier central dans la construction des institutions, l'orientation des économies et la prise de décision stratégique. Le monde est progressivement passé d'une économie fondée principalement sur les ressources matérielles à une économie dominée par la connaissance, les compétences et la capacité d'adaptation aux mutations rapides.

Dans ce contexte, l'expertise ne peut plus être réduite à une simple accumulation d'années de travail.

Elle représente désormais une compétence complexe qui combine :

- la maîtrise des connaissances appliquées,
- la capacité d'analyse,
- l'intuition professionnelle, ainsi que l'aptitude à comprendre la complexité et à décider dans des environnements incertains.

Selon plusieurs rapports internationaux récents, plus de 50 % des compétences professionnelles actuelles devraient connaître des transformations majeures d'ici 2030 sous l'effet de la digitalisation, de l'intelligence artificielle et des mutations économiques mondiales.

Un rapport du World Economic Forum souligne d'ailleurs que le marché du travail valorise de plus en plus les expertises adaptatives plutôt que les diplômes traditionnels pris isolément.



Experts invités

Par
Amine Sami

expert et conseiller international en économie, planification stratégique et conduite du changement.

L'expertise : évolution d'un concept

Historiquement, l'expertise était associée à la pratique prolongée d'un métier ou d'une activité spécifique. Dans les sociétés traditionnelles, l'expert était celui qui accumulait un savoir pratique au fil du temps, que ce soit dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat ou l'administration.

Cependant, les transformations technologiques et économiques contemporaines ont profondément redéfini cette notion. Aujourd'hui, l'expert ne se distingue plus uniquement par son ancienneté, mais par sa capacité à :

- analyser les données,
- comprendre les mutations,
- anticiper les risques, et proposer des solutions concrètes et opérationnelles.

Les recherches en psychologie cognitive montrent d'ailleurs que l'expertise professionnelle approfondie se développe généralement après des milliers d'heures de pratique régulière, ce qui a été popularisé par la règle des « 10 000 heures » liée aux travaux du chercheur Anders Ericsson sur la performance de haut niveau.

L'expertise comme moteur de compétitivité économique
L'expertise joue aujourd'hui un rôle déterminant dans la compétitivité des États et des organisations.

D'après les données de International Labour Organization, les économies qui investissent dans la formation continue et le développement des compétences affichent des niveaux plus élevés de productivité et de stabilité professionnelle.

Au Maroc, la demande en expertises spécialisées devient de plus en plus forte dans des domaines stratégiques tels que :

- la transformation digitale,
- l'intelligence artificielle,
- les énergies renouvelables,
- l'aménagement territorial, ou encore la sécurité hydrique et alimentaire.

Par ailleurs, les grands projets structurants engagés ces dernières années dans les infrastructures portuaires, industrielles et énergétiques ont mis en évidence l'importance des compétences capables d'accompagner les mutations économiques mondiales.

Les données du Haut-Commissariat au Plan montrent également que l'économie marocaine évolue progressivement vers des métiers à plus forte valeur ajoutée, notamment dans l'industrie, les services numériques et la logistique.

La crise de l'expertise à l'ère numérique

Malgré l'explosion des connaissances disponibles, le monde traverse aujourd'hui un paradoxe majeur : une abondance d'informations mais une rareté relative de l'expertise approfondie.

Les réseaux sociaux ont favorisé la diffusion rapide d'opinions instantanées et d'analyses superficielles, rendant parfois difficile la distinction entre un véritable expert et un simple commentateur médiatique.

Certaines personnes sont désormais présentées comme des experts essentiellement grâce à leur visibilité numérique ou médiatique, sans disposer d'un réel parcours scientifique ou professionnel solide.

Cette situation alimente une forme "d'inflation informationnelle", où la quantité de contenus augmente plus rapidement que la qualité réelle de l'analyse.

À l'inverse, l'expertise authentique repose toujours sur :

- la rigueur,
- la méthode,
- la capacité de relier les données, et l'aptitude à décider dans des contextes complexes.

Quel avenir pour l'expertise à l'ère de l'intelligence artificielle ?

Le développement accéléré de l'intelligence artificielle soulève aujourd'hui une question fondamentale : quelle sera la place de l'expertise humaine dans les prochaines décennies ?

Même si les systèmes intelligents sont capables de traiter d'immenses volumes de données en quelques secondes, ils ne peuvent pas remplacer totalement certaines dimensions profondément humaines :

- l'intuition,
- la compréhension contextuelle,
- le jugement éthique, et la sensibilité aux réalités sociales et humaines.

Les analyses de McKinsey & Company estiment d'ailleurs que plusieurs métiers traditionnels disparaîtront progressivement, tandis que la demande augmentera fortement pour les compétences analytiques, créatives et stratégiques.

Le futur expert ne sera donc pas uniquement un technicien maîtrisant des outils, mais un acteur capable d'intégrer :

- la technologie,
- la pensée critique,
- et la vision stratégique.

L'expertise n'est plus aujourd'hui une notion figée liée uniquement à l'ancienneté professionnelle.

Elle est devenue un processus dynamique fondé sur l'apprentissage permanent, l'adaptation et la capacité à évoluer dans un monde en transformation rapide.

La véritable expertise ne se mesure pas uniquement à la quantité d'informations détenues, mais à la capacité de comprendre la réalité, d'analyser la complexité et de produire des solutions concrètes et utiles.

Dans un monde marqué par l'incertitude et l'accélération des changements, l'expertise humaine restera un élément central dans la construction de l'avenir, car elle constitue le pont entre la connaissance et l'action, entre l'analyse et la décision, entre le présent et les perspectives futures.



WASHINGTON TOURNE LA PAGE DU STATU QUO AU SAHARA

Le dernier message de la mission américaine auprès des Nations unies n'a rien d'un simple communiqué diplomatique rédigé sous le coup d'un incident sécuritaire à Smara. Derrière la condamnation explicite des attaques du Polisario se dessine une évolution politique beaucoup plus profonde : celle d'une puissance mondiale qui semble désormais considérer que le temps des ambiguïtés sur le Sahara touche à sa fin.

Depuis plusieurs années, le dossier du Sahara marocain connaît une reconfiguration silencieuse mais décisive au sein des grands centres de décision internationaux.

La nouveauté aujourd'hui réside dans le fait que Washington ne se contente plus d'appuyer le cadre onusien ou de répéter les éléments classiques du langage diplomatique.

Les États-Unis donnent progressivement une orientation politique claire au règlement du conflit : une solution réaliste, durable et crédible fondée sur l'initiative marocaine d'autonomie sous souveraineté du Royaume.

Le choix des mots employés par la diplomatie américaine est révélateur de cette mutation.

En condamnant frontalement les attaques du Polisario, Washington envoie un signal politique fort : le mouvement séparatiste n'est plus seulement analysé comme une partie à un différend régional, mais comme un facteur d'instabilité dans une zone sahélo-saharienne déjà sous haute tension sécuritaire.

Dans un contexte marqué par la montée des groupes armés, des trafics transfrontaliers et des menaces terroristes, toute logique de militarisation ou de déstabilisation apparaît désormais incompatible avec les priorités stratégiques occidentales.



Experts invités

Par
**Said
Tamsamani.**

À l'inverse, le Maroc consolide son image de pôle de stabilité, de partenaire sécuritaire fiable et d'acteur incontournable dans l'architecture géopolitique de l'Afrique du Nord et du Sahel. C'est précisément cette centralité stratégique qui renforce aujourd'hui la crédibilité internationale de Rabat. Le Sahara n'est plus seulement une question territoriale ; il devient un enjeu global lié à la sécurité énergétique, à la stabilité régionale et aux nouveaux équilibres africains.

L'autre élément majeur du message américain réside dans le rejet implicite du statu quo.

Lorsque Washington affirme que la situation actuelle ne peut perdurer, cela traduit une lassitude croissante des grandes puissances face à un conflit figé depuis près d'un demi-siècle.

La communauté internationale semble désormais considérer que l'heure n'est plus à la gestion interminable du dossier, mais à l'aboutissement d'une solution politique concrète et applicable.

Or, dans cette nouvelle lecture stratégique, une évidence s'impose progressivement : l'autonomie marocaine apparaît comme l'unique compromis capable de concilier souveraineté, stabilité et réalisme politique.

Ce glissement est fondamental. Il signifie que l'initiative marocaine n'est plus perçue comme une simple proposition diplomatique parmi d'autres, mais comme la base sérieuse autour de laquelle pourrait se structurer l'issue définitive du conflit.

Les évolutions observées au Conseil de sécurité confirment d'ailleurs cette dynamique.

Plusieurs capitales occidentales convergent désormais vers une approche pragmatique privilégiant la stabilité régionale et la crédibilité politique du plan marocain face à l'impasse du projet séparatiste.

Cette tendance traduit une transformation profonde des rapports de force diplomatiques autour du Sahara. Plus encore, le discours américain révèle une rupture de ton particulièrement favorable au Maroc.

Pendant longtemps, les puissances internationales parlaient essentiellement de "processus politique". Aujourd'hui, elles évoquent de plus en plus ouvertement la nécessité d'une "solution". La nuance est capitale. Elle marque le passage d'une logique de gestion du conflit à une logique de résolution. Cette évolution constitue incontestablement une victoire stratégique pour le Maroc.

Grâce à une diplomatie offensive, une vision royale de long terme et une présence économique et institutionnelle croissante dans les provinces du Sud, Rabat a réussi à repositionner le dossier du Sahara dans le champ du réalisme géopolitique plutôt que dans celui des héritages idéologiques de la guerre froide.

Le message américain est donc bien plus qu'une réaction circonstancielle. Il reflète une recomposition internationale où la souveraineté marocaine gagne en légitimité, où la thèse séparatiste perd progressivement du terrain et où l'autonomie sous souveraineté marocaine s'impose, chaque jour davantage, comme l'horizon politique le plus crédible aux yeux des grandes puissances.



TRANSMETTRE OU GÉNÉRER, CRÉER OU COPIER... LA PENSÉE HUMAINE À L'ÉPREUVE DES ALGORITHMES

Face
àFace:

L'informatique et le média internet ont changé, rapidement et profondément, le rapport au monde et à la culture. C'est une révolution qui impose ses paradigmes, sa rupture épistémologique dans la transmission de la culture et des savoirs qui ne sont plus ceux de la tradition, des maîtres, mais des algorithmes et de l'intelligence qui se qualifie d'artificielle.

La réception radiophonique qui se jouait des frontières atteignait ses limites avec les ondes qui étaient longues, moyennes et courtes, avant l'arrivée de la FM qui a favorisé la création des radios de quartiers, privilégiant l'information locale et de proximité.

L'informatique par ses codes et ses algorithmes, le média internet par une présence universelle, qu'il n'est plus besoin d'aller chercher dans une librairie ou une bibliothèque pour le livre, dans un kiosque pour la presse écrite, à la maison, dans son salon, pour la télévision, se jouent de l'espace et du temps.

La culture et l'information ne se transmettent plus avec le média internet, comme dans la tradition écrite et audiovisuelle, elle se génère avec l'Intelligence Artificielle Générative.

La Cancel Culture peut être considérée, à ce titre, comme la métaphore aboutie de ce qui est en train de se produire, à une échelle difficile à mesurer avec l'intelligence artificielle, générative.

Une tyrannie comparable qui fait disparaître la mémoire historique et patrimoniale de l'humanité à laquelle elle substitue une mémoire numérique qu'il sera de plus en plus difficile à mettre en rapport avec une quelconque réalité, sinon avec une réalité alternative et la post vérité, en somme avec un mensonge assumé.

Gommer ou adapter, quelle différence ?

Ce mécanisme est à l'œuvre dans Gladiator II avec les personnages de Jughurta et de Macrinus dont l'histoire a retenu qu'ils avaient la peau blanche, comme les originaires de Constantine et de Cherchell, dans le nord de l'Algérie. Des effigies et statuettes d'époque en attestent... comme pour Hannibal de Carthage en Tunisie ou Cléopâtre d'Égypte, qui ont changé de couleur de peau au cinéma, dans des productions de Netflix, un nom emblématique de ces nouveaux acteurs culturels, un inconditionnel de l'Intelligence Artificielle Générative.

Par **Abdallah Bensmaïn**

Le ministère des Antiquités égyptien apportera, dans sa réaction, cette précision « Cléopâtre avait la peau blanche et des traits hellénistiques » !

Entre gommer (cancel culture) ou adapter (sensitive reading), le choix est entre la peste et le choléra quand le corps du patrimoine culturel de l'humanité ne subit pas, en même temps, ce double assaut, un patrimoine qui se transmet traditionnellement en l'état et non modifié..

Le caractère impersonnel des œuvres avec le sensitive reading et la cancel culture a précédé les œuvres de l'intelligence artificielle générative avec son miroir déformant à l'image de cette réécriture de Charly et la chocolaterie où le qualificatif « gros » qui renvoie à la corpulence de l'un des personnages du livre est remplacé par « immense » dont le sens est polysémique : il peut qualifier aussi bien la corpulence que la taille... ou même l'esprit et son intelligence, sans oublier, comme autre exemple, la superficie d'un territoire !



Avec les algorithmes de l'Intelligence Artificielle Générative, rien ne se transmet mais tout s'invente, pourrait-on dire, la nouveauté remplace la pérennité des œuvres culturelles qui constituent le patrimoine de l'humanité.

Que vaudra l'épigonisme à l'avenir ?

Quels seront les contours d'une école de pensée comme dans la psychanalyse, ou l'économie et la société avec le marxisme, le libéralisme, voire des courants de critique littéraire ou de littérature comme ont pu exister le roman de la dictature, le surréalisme, par exemple, la grammaire générative en linguistique, le structuralisme en anthropologie, dans une intelligence artificielle qui ne transmet rien mais invente tout ?

C'en est-il pourtant fini des Maîtres à penser ?

Le choix est entre la culture des amphes qui s'inscrit dans le respect des normes sans se figer, la recherche en étant une sorte de moteur qui la propulse aussi bien dans la continuité que dans les ruptures, et la culture des réseaux sociaux qui s'inscrit dans le présentisme, « Attaché court au piquet de l'instant », selon l'expression de Nietzsche.

Le présentisme, c'est « la civilisation du poisson rouge » de Bruno Patino, président de la chaîne Arte, qui fait constater que son attention dure 8 secondes alors que celle liée à internet, aux réseaux sociaux, plus généralement à l'écran, est de 9 secondes !

Dans l'absolu, il est clair que le verbe « voir » des écrans s'est substitué au verbe « lire » de l'écriture et regarder de l'image ou écouter du son.

Umberto Eco qui a écrit « La télévision a promu l'idiot du village, auquel le spectateur se sentait supérieur. Le drame d'Internet, c'est qu'il est en train de faire de l'idiot du village un porteur de vérité. ».

L'auteur de « Numéro zéro » fera aussi remarquer qu'« Internet a repris le flambeau du mauvais journalisme ». J'y reviendrai...La solution pour Umberto Eco est de « filtrer avec l'aide d'une équipe de spécialistes les informations circulant sur Internet, puisqu'aujourd'hui personne n'arrive à savoir si un site est fiable ou non. ».

Tâche immense si l'on se réfère à la loi de Brandolini ou le principe d'asymétrie des baratins est l'aphorisme selon lequel « la quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des sottises est supérieure d'un ordre de grandeur à celle nécessaire pour les produire ».

Les réseaux sociaux sont devenus ce 3ème lieu, autrement plus fréquentés que les cafés, ces 3ème lieux traditionnels ouverts à tout un chacun et qui n'entraînent aucune obligation de l'un vers l'autre, comme les définit Ray Oldenburg qui en est le principal théoricien sous l'appellation de The Third Place.

Ces communautés favorisent ce que Durkheim qualifiait de « conformisme logique », cette propension à dire ce qu'il convient de dire et non ce que l'on voudrait dire.

Dans cette fabrique du consentement, au sens de Chomsky, la dissidence de l'esprit critique s'efface, cède devant la réalité et prend sa place de commensal à la table de la perception.

Le journalisme comme lieu de résistance

En journalisme, l'usage de l'intelligence artificielle fait toujours des dégâts dans cette profession, avec ce qui est qualifié de journalisme low cost, un journalisme dans la culture du copier-coller qui rappelle et systématise le bâtonnage, cet art de la synthèse des dépêches et autres communiqués de presse. Les grands médias utilisent l'Intelligence Artificielle dans les salles de rédaction, mais dans une approche critique et sous surveillance.

Le Figaro, par exemple, a pris un engagement « Aucun article ou visuel généré par une intelligence artificielle ne sera publié par Le Figaro, qui entend, avec cette charte, renforcer sa relation de confiance avec ses lecteurs. ».

Voxeurop, fondée par des journalistes européens et gérée par une coopérative européenne de presse, s'engage « à ne pas utiliser d'images générées par l'IA, sauf si l'image elle-même fait l'objet d'un article... ».

Membre fondateur du Projet Origin dont la vocation est d'établir des normes de provenance et un processus d'authentification des médias originaux, CBC qui appartient à Radio Canada,





Médias 24 a créé son propre chatbot basé sur chatGpt, un chatbot qui permet d'explorer (un) document de façon résumée ou sélective, en fonction de l'intérêt de chaque lecteur ».

Dans la presse électronique, l'ODJ.ma qui ne se serait pas développé sans l'Intelligence Artificielle Générative du texte, de l'image et du son, est un cas d'école qui mérite une étude en soi.

Ce projet qui appartient au groupe de presse du parti de l'Istiqlal a été lancé, cela ne s'invente pas, par un informaticien de formation et de profession qui aurait mis au point ses propres applications d'Intelligence Artificielle Générative, avec sa constellation d'agents qu'il n'appelle pas « intelligence artificielle agentique » mais « intelligence agencielle » !

Dans un échange et à la question « En quoi ce terme est-il plus pertinent que L'Intelligence Artificielle Agentique ? Pourquoi avoir supprimé "Artificielle" entre l'Intelligence et Agencielle? », Adnane Benchekroun, le fondateur et directeur de l'Odj Média, me dira « je vais te faire une réponse poétique, c'est juste une préférence phonétique »...

Le journalisme est dans les faits, la mise en contexte et l'analyse, non dans la préférence...

A l'Odj média, il ne s'agit pas d'écrire des articles, générer des images seulement, il s'agit également d'écrire des livres (au moins 1 par semaine), des essais sur diverses problématiques, des poèmes... en attendant, peut être des films et des web séries, non pas pour la postérité, car il ne s'agit pas de transmettre mais de faire consommer dans une logique de l'économie de l'attention qui est celle de la civilisation du poisson rouge, sans mémoire et sans avenir.

A l'observation, le lecteur pourra constater que si dans le journalisme, la production moyenne est d'un à deux articles par semaine, avec l'Intelligence Artificielle Générative, c'est une production de masse où il est même demandé une production quotidienne de 6 articles en moyenne ...

Ce qui n'est pas de l'ordre de l'impossible car les mots ne sont pas aussi rares que les faits et, matériellement parlant, ce n'est pas le journaliste qui rédige mais une application d'intelligence artificielle générative !

Dans le journalisme, l'Intelligence Artificielle Générative est juste capable de produire des articles qui ne répondent nullement au principe cardinal du journalisme : produire une information nouvelle, en somme de la connaissance, réaliser des interviews, recueillir des témoignages, faire des recoupements pour valider des sources, mener des enquêtes qui se nourrissent de la réalité et non des contenus de documents disparates que l'on trouve sur internet comme on en trouvait dans les bibliothèques et autres centres de documentation.

a intégré des outils de l'intelligence artificielle et s'engage à relever le défi de celle-ci et assure « vous n'aurez jamais à vous demander si un reportage, une photo, un audio ou une vidéo de CBC News est réel ou généré par l'IA ».

Il est même question de créer un label universel de certification de l'information... sans intelligence artificielle. Dans les grands médias, l'IA n'a pas fait oublier que la rédaction n'est pas le journalisme à proprement parler dont la raison d'être est la recherche des faits, la rédaction pouvant seulement les rapporter, les mettre en forme ... et non les créer ! L'activité d'information numérique qui se construit sur l'absence de traçabilité de celle-ci vit une sorte d'âge d'or mais pour combien de temps encore ?

La BBC a demandé à Apple la suppression de la fonctionnalité d'Intelligence Artificielle générative de résumer des articles de presse.

La BBC n'est pas une victime isolée de la fonctionnalité d'Apple, The New York Times dont 3 articles furent réunis en une seule notification avec ce titre erroné « Netanyahu arrêté » a dénoncé le fait. Au nom du principe que « le public ne doit pas être placé dans une position où il doit remettre en question l'exactitude des informations qu'il reçoit ».

Au Maroc, l'Intelligence Artificielle Générative travaille dans la clandestinité dans la presse quotidienne où elle est introduite par les jeunes dans des rédactions insuffisamment encadrées. C'est un témoignage personnel et vécu à l'Opinion entre 2019 et 2022...

Des hebdomadaires, comme Tel Quel et Maroc Hebdo, ou un quotidien comme l'Economiste, ne semblent pas s'y aventurer. A ces titres, il est possible d'ajouter Médias24, Le Desk et Quid, nés sur internet à l'initiative de Nasreddine El Afrite, Ali Amar et Naïm Kamal qui viennent de la presse écrite, avec des décennies d'expérience.

By Lady

**L'ODJ MÉDIA N'EST
PAS UNE PHARMACIE,
MAIS ELLE SOIGNE L'OVERDOSE D'ACTUALITÉS.**

Trop, trop vite, trop anxiogène...
Mettez vos infos sous surveillance médicale.

WWW.LODJ.MA

Et bien entendu, les imposteurs du clavier vous diront pourquoi chercher à rapporter des faits avant d'écrire quand toute application d'Intelligence Artificielle Générative peut rédiger à votre place, ajoutant sur « instruction » comme pour faire taire sa conscience, sans même manipuler les touches du clavier. Un professeur d'université qui dirige une thèse donne également des instructions, propose l'hypothèse de recherches, fait des recommandations, peut-être amené à en reformuler des pans, modestes ou significatifs... mais il n'est pas autorisé à signer la thèse finale, car la signer, c'est s'en approprier.

Une autre curiosité avec les utilisateurs des applications de l'Intelligence Artificielle Générative est qu'il ne divulgue pas le nom de l'application utilisée : Grok, Claude, ChatGpt, Gemini, Meta Ai, Perplexity, DeepSeek... Ce fait mérite d'être signalé car le résultat obtenu dépend de l'application utilisée, chacune d'elle étant dans une logique d'encyclopédie personnelle, au sens d'Umberto Eco.

Le secret industriel réduit également la communication, le partage de la recherche entre les entreprises technologiques, faisant également de sorte à ce que chaque entreprise évolue dans une bulle, travaille dans le secret dans un esprit de concurrence et non dans la complémentarité.

Dans l'édition tout n'est pas roman ou poésie comme dans le journalisme tout n'est pas article d'information, éditorial ou reportage !

La confusion est dans l'autoédition et le compte d'auteur, comme elle est courante dans les blogs et la presse citoyenne, des expressions individuelles qui s'autorisent d'elles-mêmes car sans circuit de validation ni filiation professionnelle ou intellectuelle.

Anthropic s'est même inquiété de la tendance avérée à la flagornerie des applications de l'intelligence artificielle générative qui présente le parfait imbécile sous les traits du génie !

L'impartialité, la leçon encyclopédique

L'incapacité de l'IA à interpréter alors que l'herméneutique reste au centre de la communication et de la compréhension du monde, favorise des lectures lisses et sans ambiguïtés, qui ne questionnent pas le monde dans sa complexité, mais le restituent dans une simplicité schématique et sans réelle portée.

Grokkipédia, première encyclopédie de l'intelligence artificielle, échapperait-elle à cette malédiction de l'hallucination qui pèse sur les applications de l'Intelligence Artificielle Générative ?

Le doute est permis. Grokkipédia qui se dit « 100% IA » semble avoir du mal à satisfaire aux critères de D'Alembert qui, avec Diderot, rédigea, la première encyclopédie impartiale et à l'écart des préjugés. Grokkipédia est-il dénoncé se fait le vecteur actif d'une forme de « désinformation du savoir » dans laquelle la finalité n'est pas la connaissance mais la croyance.

En somme, Grokkipédia s'adresse au « cerveau idéologique » qui désigne, selon Leor Zmigrod, spécialiste en neurosciences politiques, « un esprit qui s'attache à une idéologie de manière si profonde qu'il en est transformé. ».

L'algorithme est comparable au conteur des places publiques : il change de ton et de biais quand il voit l'attention de son auditoire baisser ! Dans cette perspective, Rachid Guerraoui a même comparé chatGpt au conteur de Jamaa Lfnaa !

Une résistance a pris forme parmi les chercheurs sous le leitmotiv « In Grokkipedia we don't trust » qui n'est que l'expression particulière dans un état d'esprit général qui montre que plus on utilise l'IA moins on a confiance en celle-ci.

L'humeur n'est plus à l'euphorie, mais à la circonspection : la curiosité pour l'IA ne disparaît pas, mais l'exigence envers ses résultats devient plus prégnante.

Cette parenthèse fermée, l'IA qui fabrique des contenus, invente des livres, des articles, des auteurs et même des citations, s'affranchit des limites de l'esprit humain, peut transformer la nature à sa guise et affirmer, par exemple, que « Si tous les chats sont des animaux, alors tous les animaux sont des chats ».

Question simple et qui ne s'oppose pas aux progrès du journalisme ou de la recherche et moins encore de l'intelligence artificielle : le fait d'appeler un chat « chien » fera-t-il disparaître le chat et ses miaulements deviendront-ils aboiements ? Une voiture, un avion la fera-t-il voler ? Un train, un bateau le fera-t-il naviguer sur l'eau ?

A défaut de restituer la réalité, l'IA l'imagine, loin de sa matérialité. Ce fait n'est pas propre à une application particulière de l'Intelligence Artificielle mais est largement partagé par les diverses applications de l'IA qui inventent la réalité plus qu'ils ne la reproduisent !

Du balai enchanté à l'intelligence artificielle générative

L'application « hors de contrôle » d'Apple est la métaphore accomplie de l'état actuel de l'Intelligence Artificielle qui n'est pas sans rappeler le poème de Goethe qui date de 1797 dans lequel l'Apprenti sorcier perd le contrôle de son balai enchanté qui accomplissait à sa place les tâches que le Maître lui avait assignées !



Cette idée de robot domestique (intellectuel avec l'intelligence artificielle générative) remonterait à Lucien de Samosate (120-180), avec le balai (déjà !) ou le pilon de « Les Amis du mensonge ou L'incrédule : « Cet esclave, d'un genre très particulier, puisait l'eau, préparait les repas, faisait le ménage et nous servait avec un soin extrême ».

Le génie de la lampe d'Aladin est à une autre échelle qui construit des palais, les déplace dans l'espace, prépare un repas de noce princier, fait surgir des trésors qui éblouissent le roi lui-même.

Comment enfin ne pas se rappeler le pouvoir de la formule magique d'Ali Baba qui met à sa disposition des trésors infinis sans qu'il ait même à lever le petit doigt ?

Le génie qui pourvoit à tout semble être une sorte de modèle merveilleux des génies de l'informatique qui ont conçu l'Intelligence Artificielle Générative pour penser, créer à la place des essayistes, écrivains, plasticiens, photographes... et autres usagers qui finissent par se convaincre que le résultat n'est pas à la hauteur de la magie qui a émerveillé et fait rêver, essayant ainsi d'aller toujours plus loin dans les exploits de l'informatique, en général, de l'Intelligence Artificielle Générative, en particulier.

L'intelligence artificielle n'est pas sans rappeler le « turc mécanique », un automate joueur d'échec capable de jouer contre l'homme, qui se révéla être une mystification, une imposture, construite en 1770, déjà.

Le phénomène est tel que la Wharton School s'interroge « La question n'est plus de savoir si l'IA peut penser pour nous, il s'agit de savoir si nous serons encore capables de penser par nous-mêmes ».

Avec le génie d'Aladin, l'humanité n'a pas désappris la cuisine et moins encore la construction, qu'en sera-t-il avec les applications agentiques de l'IA qui entend développer l'autonomie de celle-ci, le meilleur étant à venir avec une IA qui comprend le monde physique, le monde réel... et qui ne s'appuie pas uniquement sur le langage.

La révolution qui s'amorce est celle des modèles du monde, une sorte de nouvelle frontière de l'IA, pour aller au-delà des limites des grands modèles de langage (LLM). Les « world models », ou « modèles du monde » simulent le monde physique pour créer une « superintelligence » qui n'égalerait pas le cerveau humain... mais le surpasserait. Au-delà de prédire le mot suivant des LLM, selon les lois de la grammaire générative postulée par Chomsky, il s'agira de prédire, en somme d'anticiper, les conséquences d'une action avec les world models qui s'entraînent non plus seulement sur les mots mais ajoutent des images, sons et vidéos pour une intelligence spatiale de l'environnement qui soit une stricte réplique de la réalité physique du monde.

La logique est que le sujet humain n'apprend pas seulement par le langage mais également par l'expérience du monde physique. Le mot flamme d'une bougie n'a jamais brûlé le doigt d'un enfant, la flamme d'une bougie peut le faire !

Humain ou algorithme, le choix scolaire

Le prêt à penser qui se développe à l'ombre d'internet et de l'intelligence artificielle générative a induit un phénomène où « la recherche (au sein de l'université, par exemple) est remplacée par la copie : thèses, articles, ouvrages mêmes publiés et transformés en thèses ».

Pour mieux lutter contre les ravages de l'IA à l'université, l'écriture manuscrite fait son retour et s'avère plus adaptée que les détecteurs d'IA pour traquer le plagiat et l'appropriation de travaux générés par l'intelligence artificielle, comme elle favorise l'esprit critique, la rigueur pour expliquer et justifier un raisonnement.

Ce phénomène qui fait de l'université une « école fantôme », touche le droit où des jurisprudences sont inventées en une sorte de droit fantôme comme l'expertise des cabinets spécialisés qui conseillent les gouvernements. Le cas de Deloitte en Australie est emblématique où le gouvernement a exigé le remboursement des sommes versées pour une mission conseil dont la copie s'est révélée être une simple copie de documents en circulation.

La Suède, autrefois pionnière du numérique à l'école, a fait marche arrière depuis 2023-2024, pour contrer la baisse des niveaux en lecture, constatant que l'usage excessif des tablettes avait des effets négatifs sur les apprentissages fondamentaux.

Les Etats Unis tentent de rétablir, par exemple, dans l'enseignement primaire l'écriture manuelle.

Le tout numérique à l'école primaire est en plein désenchantement et les « cobayes numériques », comme le Danemark, par exemple, accusent les écrans de la baisse du niveau scolaire



La protection passe par la réglementation

Quel antidote peut-il être opposé à de telles manipulations numériques ? Tester l'IA avant de la mettre à la portée des usagers, sur le modèle des produits pharmaceutiques ou transformés, en réglementer l'usage est un processus qui se met en marche... avec la lenteur qui lui sied.

C'est une autre façon de dire la responsabilité des Etats qui ont le pouvoir régalié de la réglementation et le devoir de protection des populations du danger cognitif qui devient une réalité difficile à nier.

Dans le monde entier, internet évolue dans un no mans land juridique, des tentatives de régulation, au nom de la souveraineté nationale, se font jour mais restent limitées dans leur effet sur ce média et les produits des entreprises technologiques à usage civil et de masse. Ces efforts de réglementation se passent dans la périphérie et non au cœur même des pays à la source de ces technologies, dont les Etats-Unis qui restent réfractaires à la réglementation au nom du sacro-saint libéralisme économique et de la liberté d'entreprendre.

IA qui devient intrusive sur les applications de traitement de texte comme, par exemple, Copilot avec Word de Microsoft, qui peuvent ainsi interférer sur le mode de penser humain même dans la rédaction et outrepassent la fonction première qui est la leur : la saisie !

Les moteurs de recherche qui se transforment en moteurs de réponse sont également pleinement engagés dans cette dynamique de l'intégration de l'IA, rendant celle-ci plus accessible et condamnant, à terme, le marché des applications autonomes.

L'ère de l'IA est celle de la simulation, au sens de Jean Baudrillard, qui s'ouvre par une liquidation des référentiels. Le réel se voit remplacé par des signes du réel. La critique littéraire n'analyse plus : elle fait semblant. Ses outils ne sont plus des concepts mais de simples mots, des signifiants sans référents, au sens du triangle de Saussure.

« Le simulacre n'est jamais ce qui cache la vérité – c'est la vérité qui cache qu'il n'y en a pas. Le simulacre est vrai. », ainsi que l'affirmait L'Ecclésiaste (Celui qui s'adresse à la foule-une foule anonyme sur la place publique comme sur Facebook). Baudelaire n'a-t-il pas dit que « La plus belle des ruses du Diable est de vous persuader qu'il n'existe pas ! ».

Pour Don Quichotte comme pour l'IA, le réel n'a pas eu lieu

L'utilisateur de l'IA est une sorte de Don Quichotte, « Un homme qui a lu trop de romans de chevalerie et décide que la fiction qu'ils racontent est plus vraie que le monde qui l'entoure. ». Pour Don Quichotte « le réel n'a pas eu lieu », il le fait advenir et sa prise des « moulins (à vent) pour des géants » ne devraient nullement surprendre.

Le Rik's Café créé en 2004 à Casablanca, la ville qui a donné son titre au film du même nom, reste la copie d'un lieu qui n'a jamais existé... sinon comme décor dans les studios de cinéma de Hollywood. Le film est célèbre également pour une phrase qui n'y aurait jamais été prononcée, « Play it again, Sam ! » Sauf qu'elle ne le dit à aucun moment du film.

La reproduction du lieu n'est pas conforme à la réalité et n'a de valeur historique que par le nom : le Rik's Café de la réalité sert à manger alors que dans le Rik's Café du film, on y boit et danse seulement.

Une phrase prêtée à Albert Camus mais qu'il n'avait jamais prononcée, selon toute vraisemblance, Il s'agit de la fameuse phrase « entre la justice et ma mère, je choisis ma mère ».

Il aurait, en réalité, déclaré : « En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ses tramways. Si c'est cela, la justice, je préfère ma mère. ».

Dans ce « réel qui n'a pas eu lieu », comment ne pas citer le Mig 28 de Rachid Boudjedra dans Timimoun, un modèle d'avion qui n'a jamais été développé et ne figure nulle part sur le catalogue du fabricant soviétique des avions de chasse Mig, hier sous l'empire soviétique, aujourd'hui dans la nouvelle Russie ?

Rachid Boudjedra n'est pas un spécialiste des avions de chasse mais comment a-t-il été amené à ce « réel qui n'a pas eu lieu » ? La réponse semble être dans Top Gun, ce film à la gloire des pilotes de la Navy dans lequel furent relevées plusieurs erreurs factuelles : à commencer par le Mig 28 dans la bouche de l'instructrice au sol, Charly, attachée tactique au Pentagone, qui déclare aux élèves que cet avion « ne peut prendre de G négatif »... et pour cause, il n'existe pas dans la réalité.

Dans le film, c'est un F5 « déguisé » qui en joue le rôle. Rachid Boudjedra n'a ni vu ni lu sur le Mig 28 (comment peut-il voir ou lire sur un avion qui n'a pas d'existence ?), mais il est raisonnable de supposer qu'il a dû voir le film.

Un détail enfin : les différentes versions du Mig portent des chiffres impairs, sauf celui de Timimoun, depuis au moins le Mig 15 de la guerre de Corée dans les Années 50 jusqu'à sa plus récente version de chasseur de dernière génération, le Mig 41, entré en production en 2021 !



Le nom du car que le narrateur conduit à travers le désert s'appelle Extravagance... le roman Timimoun n'en manque pas... l'IAG non plus. Un dernier exemple enfin pour illustrer ce passage de la fiction à la réalité sans pour autant la faire exister, sinon virtuellement : Le ministère américain de l'Agriculture a fait figurer momentanément le Wakanda, aux côtés de pays comme la Corée du Sud, le Pérou et le Maroc.

Le Wakanda est tout simplement un pays qui n'est pas encore advenu pour aller au-devant des vœux des lecteurs de comics qui voudraient bien le voir surgir précisément en Afrique. Ce pays n'existe que dans l'univers des comics et des films Marvel.

Le Wakanda apparaissait dans la liste de pays avec des données précises et le ministère américain de l'agriculture donnera cette justification pour expliquer l'imaginaire Wakanda dans la liste de pays bien réels : « Le personnel qui s'occupe du simulateur de taxes a fait des tests pour s'assurer qu'il fonctionnait correctement. Le Wakanda aurait dû être retiré de la liste après le test. Il n'est maintenant plus en ligne ».

Il n'est peut-être plus en ligne, mais le Wakanda partenaire économique des Etats-Unis restera dans les esprits comme un exemple de réalité qui n'a pas eu lieu !

Par Abdallah Bensmaïn

*Cette analyse confiée à l'ODJ Média est le résumé oral présenté par Abdallah Bensmaïn aux Rencontres de l'Université EUROMED de Fès sur l'Alliance des Civilisations autour du thème : « L'avenir de la civilisation humaine à l'épreuve de l'intelligence artificielle » qui a été organisé par l'Université EUROMED de Fès, la Chaire des Nations Unies pour l'Alliance des Civilisations, en partenariat avec le Muslim World League, l'United Nations Alliance of Civilizations (l'UNAOC) des Nations Unies, les 27 et 28 avril 2026.

Présentation de l'auteur

Littéraire et scientifique de formation, ayant fait l'essentiel de sa carrière dans le journalisme culturel, intervenant à l'École Supérieure de Journalisme-Paris sur la déontologie et les techniques de l'écriture journalistique, Abdallah Bensmaïn est l'auteur de « Alors l'information ? Les journalistes parlent du journalisme... et d'eux-mêmes ».

« L'écriture, la parole suivie de l'interviewer interviewé » dont il est, également, l'auteur est un ensemble d'entretiens qui traduit une certaine forme de passage de l'écriture de la réflexion et de la fiction, à la parole de l'explication de l'œuvre, de la pensée, avec des chercheurs, des écrivains, des critiques littéraires, des journalistes, des éditeurs et des acteurs de la communication.

Il est l'auteur de nombreux autres ouvrages (poésie, fiction, essais) dont « Crise du sujet, crise de l'identité – Une lecture psychanalytique de Rachid Boudjedra », « Symbole et idéologie », comme il a contribué à plusieurs ouvrages sur diverses problématiques, dont la modernité comme leurre épistémologique, la liberté de la presse et ses liens naturels avec le pouvoir en général, politique et économique en particulier.

Cette problématique, avec l'évolution des médias à travers l'histoire de l'humanité, est au centre du livre à paraître, en 2026, sous le titre « La liberté impossible - Du messenger esclave au journaliste servile » dans lequel l'accent est également mis sur l'usage des applications de l'Intelligence Artificielle Générative dans le journalisme, la culture et la transmission des savoirs, plus généralement.



RÉPONSE À MON AMI ABDALLAH BENSMAÏN « VOUS DITES, CHER AMI...MOI, JE PENSE QUE... »

Face
àFace:

Votre texte mérite d'être lu avec sérieux (Transmettre ou générer, créer ou copier... La pensée humaine à l'épreuve des algorithmes), non parce qu'il condamne l'intelligence artificielle générative, mais parce qu'il oblige à poser les bonnes questions : qu'est-ce qu'écrire à l'âge des algorithmes ? Qu'est-ce qu'informer lorsque la machine peut produire du texte, de l'image, du son, du résumé, de la synthèse et parfois même de l'illusion ? Qu'est-ce que transmettre lorsque la culture se trouve recomposée par des outils capables de générer plus vite que nous ne pouvons lire, vérifier ou contredire ?

Je voudrais vous répondre avec respect, mais sans esquiver le désaccord. Votre inquiétude est légitime. Elle touche à la mémoire, au journalisme, à l'école, à la culture, à la responsabilité de l'auteur et à la fragilité du réel dans un monde saturé de signes. Sur plusieurs points, je vous rejoins : l'IA ne fait pas le terrain, ne remplace pas l'enquête, ne garantit pas la vérité, ne possède ni conscience historique ni responsabilité morale. Elle peut produire du faux avec aplomb, flatter la paresse intellectuelle et nourrir un journalisme de surface si elle est utilisée sans méthode.

Mais je ne crois pas que l'on puisse réduire l'IA à une machine de substitution, de simulacre ou de dégradation. Ce serait confondre l'outil avec ses mauvais usages, la technologie avec l'abdication humaine, la génération avec l'imposture. L'IA n'est pas un maître à penser. Elle n'est pas un journaliste. Elle n'est pas un écrivain au sens plein du terme. Mais elle peut devenir un instrument puissant lorsqu'elle reste placée sous l'autorité du discernement humain.

C'est pourquoi je préfère déplacer le débat. La question n'est pas seulement : l'IA menace-t-elle la pensée humaine ? La question est plutôt : que reste-t-il de notre pensée lorsque nous acceptons de ne plus vérifier, de ne plus lire, de ne plus douter, de ne plus signer en responsabilité ?

Là se trouve, à mes yeux, le vrai danger.

Je vous répondrai donc en ami, point par point, selon une formule simple : vous dites, cher ami... moi, je pense que... Non pour opposer une certitude à une autre, mais pour ouvrir un débat nécessaire entre deux fidélités : la vôtre, attachée à la transmission, à la mémoire et au réel ; la mienne, convaincue que l'innovation n'est pas forcément une trahison, à condition qu'elle accepte la règle la plus ancienne du journalisme et de la pensée : répondre de ce que l'on affirme.

Par **Adnane Benchakroun**

Sur la transmission et la génération

Vous dites, cher ami, que l'intelligence artificielle générative rompt avec la grande tradition de la transmission culturelle. Vous opposez la culture des maîtres, des livres, des bibliothèques et des rédactions à une culture algorithmique qui ne transmettrait plus, mais générerait sans mémoire, sans filiation et sans profondeur.

Moi, je pense que l'opposition entre transmettre et générer est intellectuellement stimulante, mais elle enferme le débat dans une alternative trop brutale.

L'humanité n'a jamais transmis la culture dans un état pur, intact, immobile. Chaque génération a interprété, adapté, traduit, résumé, commenté, parfois même trahi les œuvres du passé. Le copiste médiéval, l'éditeur moderne, le professeur, le journaliste, le traducteur, le critique littéraire : tous sont déjà des médiateurs. Aucun ne transmet sans transformer.



L'intelligence artificielle générative ne surgit donc pas dans un monde innocent où la transmission aurait toujours été transparente. Elle arrive dans une longue histoire de médiations techniques. L'imprimerie a bouleversé le manuscrit. La radio a bouleversé la presse écrite. La télévision a bouleversé la radio. Internet a bouleversé tous les médias précédents. À chaque étape, les gardiens de l'ancien monde ont eu raison de s'inquiéter, mais tort de croire que l'outil nouveau allait mécaniquement détruire la pensée.

Ce qui change avec l'IA, c'est la vitesse, l'échelle, la puissance de recomposition. C'est précisément pour cela qu'il faut l'encadrer. Mais dire qu'elle ne transmet rien et qu'elle invente tout me semble excessif. Une IA peut aider à expliquer un texte difficile, comparer deux traditions philosophiques, vulgariser une théorie scientifique, traduire un corpus, structurer une recherche, préparer un cours, rendre accessible un savoir jusque-là réservé à quelques initiés. Ce n'est pas rien.

Le vrai débat n'est donc pas : l'IA transmet-elle ou détruit-elle ? Le vrai débat est : dans quelles conditions une production assistée par IA peut-elle rester intellectuellement honnête ? À mes yeux, la réponse tient en quatre mots : source, méthode, validation, responsabilité. Sans cela, oui, l'IA devient une machine à brouillard. Avec cela, elle peut devenir un outil de transmission augmenté.

Sur la mémoire numérique et la post-vérité

Vous dites, cher ami, que l'IA risque de substituer à la mémoire historique de l'humanité une mémoire numérique instable, flottante, parfois mensongère, où le réel serait progressivement remplacé par une réalité alternative.

Moi, je pense que la crainte d'une mémoire numérique falsifiée est légitime. Il est vrai que l'IA peut fabriquer du vraisemblable, produire des citations imaginaires, confondre des époques, attribuer à un auteur ce qu'il n'a jamais dit, ou donner à une approximation l'apparence de la vérité. Sur ce point, votre inquiétude est nécessaire. Elle oblige à ne pas céder à l'euphorie technologique. Mais il faut aussi éviter de faire du numérique le tombeau de la mémoire. Le numérique a aussi permis de sauver des archives, de rendre consultables des manuscrits, de numériser des journaux anciens, d'ouvrir des bibliothèques au public mondial, de donner accès à des documents que seules quelques institutions détenaient. Dans bien des cas, ce n'est pas le numérique qui efface la mémoire ; c'est l'absence de politique publique, d'archivage, de classement, de contextualisation et d'éducation critique.

Autrement dit, la mémoire numérique n'est pas forcément une mémoire fautive.

Elle devient dangereuse lorsqu'elle est séparée de ses sources. Une archive numérisée, datée, référencée, consultable, reste une archive. Un résumé généré sans référence, lui, peut devenir une illusion de savoir. La différence est capitale.

C'est pourquoi je ne crois pas qu'il faille opposer mémoire historique et mémoire numérique. Il faut plutôt défendre une mémoire numérique exigeante : sourcée, traçable, contradictoire, vérifiable. Le problème n'est pas que l'IA puisse produire de la mémoire. Le problème est qu'elle puisse produire une mémoire sans généalogie. Et c'est précisément là que le rôle des journalistes, des historiens, des bibliothécaires, des enseignants et des éditeurs redevient central.

La question n'est pas de fuir l'IA, mais de lui imposer une discipline de vérité.

Sur la cancel culture, le sensitive reading et l'IA

Vous dites, cher ami, que la cancel culture, le sensitive reading et l'intelligence artificielle générative participent d'un même mouvement : gommer, adapter, lisser, corriger le passé pour le rendre acceptable au présent. Vous y voyez une menace contre l'intégrité du patrimoine culturel.

Moi, je pense que le parallèle entre cancel culture, sensitive reading et intelligence artificielle est intéressant, mais il risque de créer une confusion. Ces trois phénomènes peuvent effectivement aboutir à une même impression : celle d'un passé retouché, corrigé, adapté aux sensibilités du moment. Mais ils ne relèvent pas de la même nature.

La cancel culture est un phénomène social, militant, souvent conflictuel. Le sensitive reading est une pratique éditoriale, parfois utile, parfois excessive, qui cherche à anticiper certaines réceptions sensibles d'un texte. L'IA générative, elle, est une technologie de production et de recomposition du langage. Ces trois réalités peuvent se croiser, mais elles ne doivent pas être fondues dans un même bloc accusatoire.



Le risque, en les confondant, est de donner à l'IA une responsabilité qui appartient parfois à des choix idéologiques, éditoriaux, commerciaux ou politiques. Lorsqu'une plateforme modifie une représentation historique, ce n'est pas "l'IA" qui décide seule. Ce sont des producteurs, des studios, des éditeurs, des responsables marketing, des idéologues parfois, des stratèges de marché souvent. L'algorithme peut amplifier, mais il ne suffit pas à expliquer.

Je pense aussi qu'il faut distinguer l'adaptation de la falsification. Adapter une œuvre pour un public contemporain n'est pas forcément effacer le patrimoine. Le théâtre, le cinéma, la traduction, la bande dessinée, les séries télévisées n'ont jamais cessé d'adapter. Le problème commence lorsque l'adaptation prétend remplacer l'original, lorsque la fiction se présente comme vérité historique, lorsque la réécriture se fait sans signalement, sans débat, sans respect des sources.

C'est pourquoi la réponse ne doit pas être une condamnation globale. Elle doit être plus précise : oui à l'adaptation assumée ; non à la falsification déguisée. Oui à la création libre ; non à la manipulation du patrimoine. Oui à l'interprétation ; non à l'effacement.

Sur les maîtres à penser et les écoles intellectuelles

Vous dites, cher ami, que l'IA menace l'existence même des écoles de pensée. Que deviendront le marxisme, le libéralisme, la psychanalyse, le structuralisme, le surréalisme, si les textes sont produits par des machines sans héritage, sans fidélité intellectuelle et sans filiation ?

Moi, je pense que l'IA ne peut pas remplacer les maîtres à penser, précisément parce qu'elle n'a pas d'expérience historique propre. Elle ne vit pas dans une époque, ne prend pas de risque existentiel, ne défend pas une thèse contre un ordre dominant, ne paie pas le prix d'une rupture intellectuelle. Marx, Freud, Nietzsche, Fanon, Bourdieu, Foucault, Arendt, Lévi-Strauss ou Chomsky ne sont pas seulement des producteurs de textes. Ils sont des trajectoires, des conflits, des contextes, des blessures, des méthodes, des ruptures.

Une IA peut résumer Marx. Elle ne peut pas vivre le XIXe siècle industriel à sa place. Elle peut expliquer Freud. Elle ne peut pas inventer l'inconscient dans le contexte intellectuel de son temps. Elle peut comparer le structuralisme et le post-structuralisme. Elle ne peut pas incarner l'aventure intellectuelle qui les a fait naître.

Mais cela ne veut pas dire que l'IA menace automatiquement ces filiations. Au contraire, bien utilisée, elle peut aider à les retrouver. Elle peut aider un étudiant à comprendre les différences entre deux courants, à suivre une généalogie conceptuelle, à repérer des influences, à situer un auteur dans une tradition. Elle peut être une carte. Elle ne sera jamais le territoire.

Le vrai danger n'est donc pas que l'IA fasse disparaître les maîtres à penser. Le vrai danger est que les lecteurs acceptent de ne plus les lire directement. Si l'on se contente de résumés, de fiches, de synthèses automatiques, alors oui, la pensée se réduit. Mais ce n'est pas l'IA seule qui l'aura voulu. Ce sera notre paresse, notre manque de temps, notre fascination pour la facilité.

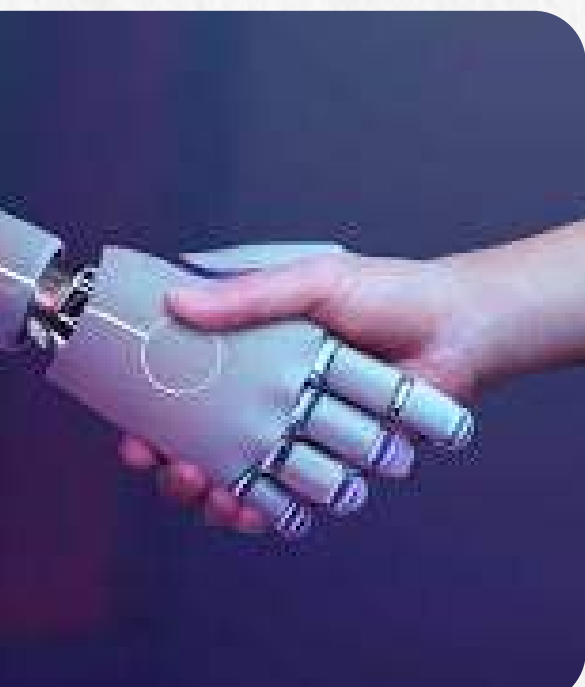
Les maîtres à penser ne sont pas morts. Ils deviennent au contraire plus nécessaires, car dans un monde saturé de textes générés, il faudra plus que jamais revenir aux œuvres fortes, aux concepts solides, aux pensées situées.

Sur le journalisme et la production de masse

Vous dites, cher ami, que l'IA favorise un journalisme low cost, une production de masse, rapide, standardisée, où les mots remplacent les faits et où la rédaction prend la place de l'enquête. Vous rappelez avec justesse que le journalisme ne consiste pas seulement à écrire, mais à chercher, vérifier, recouper, interroger et contextualiser.

Moi, je pense que vous touchez ici le cœur du problème. Le journalisme n'est pas d'abord une affaire de phrases. Il est une affaire de faits. Avant d'écrire, il faut chercher. Avant d'affirmer, il faut vérifier. Avant de publier, il faut recouper. Et sur ce terrain, aucune IA ne remplace le journaliste. Elle ne va pas sur place. Elle ne sent pas une ambiance. Elle ne détecte pas le silence gêné d'un interlocuteur. Elle ne protège pas une source. Elle ne mesure pas la peur dans une voix. Elle ne distingue pas toujours le document sincère du document intéressé.

Mais reconnaître cette limite ne signifie pas exclure l'IA de la pratique journalistique. Un journaliste peut utiliser l'IA pour préparer une interview, classer une masse de documents, extraire des dates, comparer des déclarations, relire un texte, trouver des angles, simplifier une explication technique, traduire une source étrangère, détecter des contradictions dans un rapport. Ce travail-là ne remplace pas l'enquête ; il peut lui donner plus de moyens.



By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN OPÉRATEUR,

mais elle vous met
en ligne avec **le réel.**



Connexion directe
entre les faits, leur contexte,
et ce qu'ils changent pour vous.

WWW.LODJ.MA

La faute serait de croire que l'IA produit seule du journalisme. Non. Elle produit du texte, de la synthèse, de la mise en forme, parfois de l'analyse assistée. Le journalisme commence quand un humain décide de confronter cette production au réel. Un média qui publie mécaniquement des textes générés abdique sa mission. Un média qui utilise l'IA comme outil de préparation, puis vérifie, contextualise et assume, reste dans le champ journalistique.

Je pense donc qu'il faut sortir du procès moral global. L'IA n'est ni journaliste ni anti-journaliste. Elle est un outil qui révèle la qualité ou la faiblesse d'une rédaction. Dans une rédaction paresseuse, elle accélère la médiocrité. Dans une rédaction exigeante, elle peut accélérer la recherche, la comparaison, la production utile et la mise en forme. La différence ne vient pas de la machine. Elle vient de la culture professionnelle qui l'encadre.

Sur L'ODJ Média comme cas d'école

Vous dites, cher ami, que L'ODJ Média serait un cas d'école d'un média développé grâce à l'intelligence artificielle générative, dans le texte, l'image et le son. Vous y voyez une logique de production accélérée, peut-être davantage tournée vers l'économie de l'attention que vers la transmission durable.

Moi, je pense que L'ODJ Média peut effectivement être considéré comme un cas d'école. Mais un cas d'école ne signifie pas automatiquement un cas pathologique. Il peut aussi signifier un laboratoire. Un lieu où l'on expérimente, où l'on teste, où l'on explore ce que pourrait devenir une rédaction augmentée, avec ses promesses, ses excès, ses risques et ses corrections nécessaires.

Vous voyez dans cette production abondante le signe d'une économie de l'attention, peut-être même d'une fuite en avant. Je comprends cette lecture. Elle n'est pas absurde. Mais elle ne suffit pas. Produire beaucoup ne veut pas mécaniquement dire produire sans pensée. Il y a des écrivains prolifiques, des journalistes prolifiques, des essayistes prolifiques. La quantité n'est pas en soi une preuve de vacuité. Ce qui compte, c'est la chaîne éditoriale : pourquoi ce sujet ? avec quelles sources ? selon quel angle ? avec quelle relecture ? avec quelle responsabilité ? pour quel public ? Dans un média comme L'ODJ, l'IA peut être utilisée comme un atelier, non comme une conscience. Elle peut proposer, structurer, reformuler, illustrer, traduire, décliner. Mais la décision éditoriale, elle, doit rester humaine. Le danger serait de faire croire que la machine pense à notre place. L'intérêt, au contraire, est de s'en servir pour libérer du temps, tester des formats, ouvrir des dossiers, produire des contenus pédagogiques, rendre plus accessible une information complexe.

Je pense même que l'expérience mérite d'être observée avec plus de curiosité que de condamnation. Dans un paysage médiatique fragilisé économiquement, où beaucoup de rédactions n'ont plus les moyens de leurs ambitions, l'IA peut offrir une chance aux petits médias : produire davantage, diversifier les formats, toucher des publics différents, traduire, sonoriser, illustrer. Mais cette chance n'est acceptable qu'à une condition : ne jamais confondre automatisation de la production et automatisation du jugement.

L'ODJ doit donc assumer une double exigence : innover, oui ; mais documenter ses méthodes, renforcer sa validation, afficher sa ligne, corriger ses erreurs, et prouver que l'IA n'est pas un raccourci vers le bruit, mais un outil au service d'une intention éditoriale.



Sur la pensée humaine face aux algorithmes

Vous dites, cher ami, que la grande question n'est plus seulement de savoir si l'IA peut penser pour nous, mais si nous serons encore capables de penser par nous-mêmes. Vous craignez que l'outil devienne un prêt-à-penser, une facilité, une prothèse intellectuelle qui finirait par appauvrir l'effort humain.

Moi, je pense que votre inquiétude finale est la plus importante : serons-nous encore capables de penser par nous-mêmes ? C'est la vraie question. Car le danger de l'IA n'est pas seulement informationnel ou professionnel. Il est intime. Il touche notre rapport à l'effort, au doute, à la formulation, à l'apprentissage, à la solitude même de la pensée.

Écrire, ce n'est pas seulement produire des phrases. C'est lutter avec ce que l'on veut dire. C'est hésiter, raturer, chercher le mot juste, découvrir parfois sa propre pensée en la formulant. Si l'IA supprime cette traversée intérieure, alors elle appauvrit l'esprit. Si elle donne immédiatement une réponse là où il faudrait d'abord apprendre à poser la bonne question, alors elle devient dangereuse.

Mais je ne crois pas que ce danger soit une fatalité. Tout dépend de l'usage. Une IA peut endormir l'intelligence, comme elle peut la provoquer. Elle peut donner une réponse facile, mais elle peut aussi servir de contradicteur. Elle peut produire un brouillon médiocre, mais elle peut aussi aider à clarifier une intuition, à tester une hypothèse, à repérer une faiblesse argumentative, à enrichir une réflexion.

Le vrai enjeu est donc éducatif, culturel, presque moral. Il faut apprendre à utiliser l'IA contre la paresse qu'elle rend possible. Lui demander non pas de penser à notre place, mais de nous obliger à mieux penser. Lui demander des objections, des angles morts, des contre-exemples, des sources, des limites. L'utiliser non comme un fauteuil intellectuel, mais comme un sparring-partner.

À mes yeux, l'alternative n'est pas entre l'humain et la machine. Elle est entre deux formes d'humanité : une humanité qui délègue son jugement et devient dépendante, et une humanité qui garde la main, interroge l'outil, le corrige, le contredit, le dépasse. L'IA ne supprimera pas la pensée humaine si nous restons capables de dire : ceci est utile, ceci est faux, ceci est pauvre, ceci mérite d'être repris, ceci ne doit pas être publié.

La pensée ne disparaît pas parce qu'un outil devient puissant. Elle disparaît lorsque l'humain renonce à exercer son discernement. C'est là que se joue la vraie bataille.

Pour conclure cher ami

Vous avez raison, cher ami, de nous rappeler que le réel ne se génère pas. Il se rencontre, se vérifie, se documente, se confronte. Vous avez raison de rappeler que le journalisme ne naît pas d'une consigne donnée à une machine, mais d'un rapport exigeant au monde.

Vous avez raison, cher ami, de rappeler que le journalisme naît du réel, non du clavier. Vous avez raison de défendre la transmission, la mémoire, la vérification, la lenteur et la responsabilité. Mais je crois que l'IA n'est pas en elle-même la fin de la pensée. Elle est plutôt un révélateur brutal : elle montrera les rédactions qui vérifient encore et celles qui ne faisaient déjà que recycler ; les auteurs qui pensent encore et ceux qui se contentaient déjà de formules ; les médias qui assument une ligne et ceux qui courent seulement derrière l'attention.



L'IA ne tuera pas le journalisme. Elle obligera simplement le journalisme à prouver qu'il existe encore.

Mais je crois aussi que l'IA n'est pas l'ennemie naturelle de la pensée. Elle est l'épreuve nouvelle de notre responsabilité intellectuelle. Elle ne remplace pas automatiquement les maîtres, les journalistes, les écrivains ou les chercheurs. Elle révèle ceux qui en avaient encore la discipline, et ceux qui n'en avaient déjà plus que l'apparence. Le danger n'est pas que la machine écrive. Le danger est que l'homme cesse de répondre de ce qu'il publie.

Cher ami,

J'ai adoré ce débat avec vous, précisément parce qu'il ne cherche pas à distribuer des bons et des mauvais points, mais à rouvrir un espace devenu trop rare : celui de la contradiction cultivée, exigeante, argumentée.

J'espère sincèrement que nos échanges contribueront, même modestement, à enrichir un débat culturel malheureusement trop pauvre au Maroc, souvent étouffé entre les certitudes rapides, les postures convenues et les querelles sans véritable profondeur. Nous avons besoin de désaccords de cette qualité. Non pour avoir raison à tout prix, mais pour mieux penser ensemble.

Que la suite de ce débat se poursuive, donc, dans les colonnes, les amphithéâtres, les rédactions, les cafés, les plateformes numériques et partout où il reste encore des esprits curieux, libres et assez patients pour écouter avant de répondre.

Pour ma part, j'en suis ravi. Car au fond, si l'intelligence artificielle nous oblige à reparler de transmission, de journalisme, de mémoire, d'auteur, de responsabilité et de vérité, alors elle aura au moins réussi une chose : remettre la pensée humaine face à elle-même.

Et cela, cher ami, mérite bien que l'on continue.

DES CONSTANTES SOLIDES, UNE AMBITION RENOUVELÉE

À l'heure des mutations rapides et des défis de plus en plus complexes, le besoin de repères politiques solides se fait sentir avec une acuité particulière. Des repères capables de conjuguer la force de l'appartenance et la souplesse de l'adaptation. Dans ce contexte, le Parti de l'Istiqlal demeure l'exemple d'une formation nationale profondément enracinée, qui a su préserver ses constantes tout en renouvelant sa vision pour accompagner les enjeux du présent et anticiper ceux de l'avenir. De la matrice du combat national à la bataille de la construction démocratique et du développement, son parcours se poursuit avec fidélité aux principes, ouverture dans l'ambition, au service de la patrie et au plus près de ses enfants.

Des constantes solides, une ambition renouvelée

Le Parti de l'Istiqlal constitue l'un des piliers majeurs de l'histoire du Maroc moderne. Son nom reste intimement lié à l'esprit de la résistance nationale et à la lutte pour la liberté, la dignité et la souveraineté du pays.

Ses pionniers ont porté le flambeau de la défense de l'unité nationale et de l'indépendance, incarnant la volonté d'un peuple convaincu de son droit légitime à construire son propre État souverain.

En tant que parti national profondément enraciné, l'Istiqlal a été une véritable école de rayonnement des valeurs spirituelles et patriotiques. Il a contribué à consolider un sentiment d'appartenance sincère à cette chère patrie, tout en demeurant un espace de formation et de militantisme où les générations se transmettent le sens du sacrifice, de l'engagement et du service des causes de la nation.

C'est dans cet héritage que nous avons grandi, en gardant vivantes les œuvres de nos pères, ainsi que celles des hommes et des femmes de ce parti qui ont fait de l'amour de la patrie une conviction profonde, et de la défense de son unité et de sa dignité un devoir.

Le parti s'est construit sur des principes fermes, fondés sur l'attachement aux constantes nationales : l'islam du juste milieu, l'unité nationale et territoriale, ainsi que la monarchie constitutionnelle, considérées comme des piliers essentiels de la stabilité du pays et de la continuité de son modèle institutionnel.



Par **Driss Qorich**

Il repose également sur une foi profonde en la démocratie comme choix stratégique, à travers le renforcement de l'État des institutions et l'élargissement de la participation politique des citoyens.

Au cœur de sa référence doctrinale figure aussi l'équilibre social et économique, à travers la réduction des disparités territoriales et sociales, ainsi que la mise en place d'un développement global et durable garantissant l'égalité des chances. Le parti accorde également une importance particulière à la défense des droits et des libertés, à la préservation de la dignité nationale et à la protection de l'identité marocaine, riche de ses multiples affluents.

Son combat n'a jamais été conjoncturel ni limité à une étape précise. Il s'est inscrit dans un processus continu, contribuant à l'édification des institutions de l'État et à l'ancrage d'une culture politique fondée sur le pluralisme et l'ouverture.

Ce parti nous a appris que le patriotisme n'est pas un slogan passager, mais un lien affectif durable, une pratique concrète et une responsabilité morale. Servir la patrie exige de la sincérité, du travail sérieux et un engagement conscient dans toutes les questions qui la concernent.

C'est de cet héritage que nous nous nourrissons aujourd'hui, et c'est de lui que nous tirons notre détermination à poursuivre le chemin, pour défendre un Maroc fort par son unité, démocratique par ses institutions, respectueux des droits dans ses pratiques, prospère dans son économie et actif dans son environnement régional et international.

Le Maroc, en tant qu'État-nation solidement ancré dans son équilibre historique et institutionnel, a plus que jamais besoin de partis nationaux forts, capables de relever les défis de l'étape actuelle et de gagner les paris du présent comme de l'avenir. Plus le projet démocratique se consolide, plus la confiance dans l'action politique se renforce.

La puissance des partis nationaux n'est donc pas une option passagère, mais une nécessité pour assurer un encadrement sérieux des citoyens, faire émerger des élites solides et proposer des alternatives réalistes et responsables, à la hauteur des attentes de la société.

Dans un monde traversé par de profondes transformations, notamment celles liées à la recomposition des équilibres internationaux, l'ambition doit être de consolider le positionnement du Maroc comme acteur central dans l'architecture du nouvel ordre mondial, et comme contributeur à la redéfinition des rapports de force, en cohérence avec son histoire, sa position stratégique et son capital diplomatique.

C'est une marche faite de fidélité et de renouvellement. Elle nous rappelle que l'appartenance à ce grand édifice national ne relève pas seulement de la fierté du passé, mais d'un engagement permanent à construire l'avenir, à la hauteur de l'histoire du Maroc et des aspirations de son peuple.

Puisse Dieu avoir en Sa miséricorde les pionniers du mouvement national. Puisse-t-Il préserver le Maroc dans son unité et sa stabilité, et guider ses enfants afin qu'ils poursuivent l'œuvre de construction, de progrès et de rayonnement dans les relations internationales.



ASSURER LA STABILITÉ DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE : LE DÉFI MAROCAIN

Héraclite écrivait que le conflit est la loi du monde. Il « révèle les uns comme des dieux et les autres comme des hommes, les uns comme des esclaves et les autres comme des libres ». Aujourd'hui, il est clair que le conflit est revenu au cœur du système international.

Derrière les drames humains et les images de destruction, l'ordre mondial se recompose, et lentement, les équilibres de puissance basculent. Pendant des décennies, la mondialisation s'est construite sur une promesse simple, celle que l'interdépendance des économies et des flux rendrait le conflit irrationnel, donc impossible. Mais aujourd'hui, cette promesse s'effrite.

Les chaînes de valeur se redessinent, l'efficacité cède du terrain à la sécurité, et la dépendance devient un coût stratégique. Alors, des pays comme le Maroc, pourtant stables, deviennent vulnérables non pas à leur propre instabilité, mais à celle du monde, devenue structurelle. Dans ce contexte, ne pas adapter le modèle actuel revient à s'exposer durablement à des crises que l'on ne maîtrise pas.

La mondialisation à l'épreuve du conflit

La guerre en Iran a provoqué un choc énergétique majeur. Le détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 25 % du pétrole mondial et 20% du GNL, est devenu un point de tension critique. Les prix du baril ont dépassé les 100 dollars, avec des pics au-delà de 115 dollars. Pour des économies fortement dépendantes des importations énergétiques, comme le Maroc, l'impact est sévère, et immédiat.

En effet, le Royaume importe plus de 90 % de ses besoins énergétiques, selon le Haut-Commissariat au Plan. Cette dépendance structurelle se traduit directement dans ses équilibres macroéconomiques. En 2022 déjà, d'après le rapport annuel du Commerce extérieur, la facture énergétique avait dépassé les 150 milliards de dirhams, en hausse de plus de 90 % sur un an.

Les tensions actuelles, en réactivant ce risque à grande échelle, agissent comme des braises vives sur un terrain inflammable. L'augmentation du prix du baril se répercute sur le coût du transport, les coûts de production et bien sûr, en fin de chaîne, le pouvoir d'achat des Marocains. Le déficit commercial est également lourdement touché.



Par **Reda Seddiki**

Au premier trimestre 2026, il s'est creusé de plus de 20 %, tiré en grande partie par l'alourdissement des importations énergétiques.

Ce phénomène révèle une fragilité profonde du modèle marocain, à l'instar de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie ou encore du Japon : celle d'une économie intégrée aux flux mondiaux, sans leviers suffisants pour en amortir les chocs. Ce qui change aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'intensité des crises, mais leur nature.

Pendant longtemps, la mondialisation supposait que l'interdépendance des économies les rendrait plus stables. Produire en Asie, consommer en Europe, financer aux États-Unis, une architecture déséquilibrée mais bien rodée, qui fonctionnait dans un cadre relativement prévisible.

Mais la contrainte géopolitique redessine lentement ces chaînes de valeur. Les États privilégient désormais la résilience à court terme plutôt que l'optimisation à long terme.

Cette mutation est visible dans les politiques industrielles occidentales : les États-Unis ont engagé, depuis 2021, plus de 1 000 milliards de dollars à travers plusieurs plans industriels et d'infrastructure (Infrastructure Act, CHIPS Act, Inflation Reduction Act) visant notamment à relocaliser des secteurs stratégiques ; tandis que l'Union européenne a accéléré sa stratégie industrielle et énergétique depuis 2022, avec des initiatives comme REPowerEU pour réduire sa dépendance énergétique, ou encore le Net-Zero Industry Act et le Chips Act, destinés à relocaliser des industries critiques comme celles des énergies vertes ou des semi-conducteurs.

Dans ce contexte, le Maroc se retrouve à la fois exposé et potentiellement avantage. Exposé, car il subit directement les chocs externes, avantage car sa position géographique et son tissu industriel émergent en font un candidat naturel au redéploiement des chaînes de valeur vers des zones plus proches et plus stables.

Transformer la vulnérabilité en stratégie

Trois axes structurants s'imposent pour le Maroc : l'énergie, l'industrie, et la résilience macroéconomique. Le premier est évident : réduire la dépendance énergétique. Avec plus de 90 % d'énergie importée, le Maroc est mécaniquement vulnérable. Pourtant, le pays dispose d'un potentiel solaire parmi les plus élevés au monde.

Le complexe Noor Ouarzazate, avec une capacité installée de plus de 580 MW, illustre cette ambition. L'objectif national est d'atteindre 52 % de capacité électrique renouvelable d'ici 2030, d'après le Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable. Cette transition énergétique permettrait au pays de réduire la facture énergétique, de stabiliser les coûts de production et de sécuriser l'approvisionnement.

À plus long terme, le Maroc pourrait même envisager l'export d'électricité verte vers l'Europe, dans un contexte de transition énergétique accélérée. Le deuxième axe concerne l'industrialisation. Le Maroc a déjà posé des bases solides.

Le secteur automobile représente aujourd'hui plus de 140 milliards de dirhams d'exportations annuelles, d'après l'Office des changes, faisant du pays le premier exportateur vers l'Union européenne hors UE. L'aéronautique, avec plus de 20 000 emplois et environ 20 milliards de dirhams d'exportations, illustre également cette montée en compétence. Mais le positionnement reste encore largement centré sur l'assemblage.

Dans un monde où les chaînes de valeur se raccourcissent, le Maroc doit monter en gamme. Cela implique de développer des capacités d'ingénierie, d'attirer des activités de R&D et de former une main-d'œuvre hautement qualifiée.

La proximité avec l'Europe est également un avantage majeur, en offrant un délai logistique de quelques jours contre plusieurs semaines depuis l'Asie. Mais cet avantage ne sera décisif que si le pays parvient à offrir une qualité de production et une fiabilité comparable.

Autrement dit, il ne s'agit plus seulement d'être compétitif en coût, mais en valeur. Le troisième axe, plus transversal, est celui de la résilience économique. Les chocs extérieurs sont inévitables, et pour les absorber, le Royaume doit d'abord réduire sa concentration de dépendances.

Aujourd'hui, près de 60 % des exportations marocaines sont dirigées vers l'Union européenne, selon l'Office des changes, exposant directement l'économie nationale aux cycles européens. De même, certaines importations critiques comme l'énergie, les céréales ou les intrants industriels restent fortement concentrées sur un nombre limité de fournisseurs.



Le Maroc dépend notamment du Moyen-Orient pour ses approvisionnements pétroliers (Arabie saoudite, Irak), de l'Europe pour ses intrants industriels (Espagne, France, Allemagne) et de la région mer Noire pour ses importations de blé (Ukraine, Russie), ce qui l'expose directement à des chocs géopolitiques extérieurs.

Renforcer la résilience implique donc une double logique : diversifier les partenaires et sécuriser les flux. Cela passe notamment par le développement de capacités de stockage stratégique. À titre d'exemple, le Maroc dispose d'une capacité de stockage de produits pétroliers estimée à moins de 30 jours de consommation d'après les analyses du Conseil de la concurrence, et ce malgré un seuil légal national fixé à 60 jours, jamais atteint, et bien en-dessous des 90 jours recommandés par les standards internationaux, ce qui accentue sa vulnérabilité en cas de rupture d'approvisionnement.

Sur le plan financier, la capacité d'absorption des chocs repose toutefois sur des équilibres macroéconomiques solides. Le déficit budgétaire s'est établi autour de 4,3 % du PIB en 2024, tandis que la dette publique avoisine les 70 % du PIB, selon le Ministère de l'Économie et des Finances. Ces niveaux restent maîtrisés, mais limitent les marges de manœuvre en cas de choc prolongé.

À l'inverse, les réserves de change, environ 5 à 6 mois d'importations de biens et services selon Bank Al-Maghrib, constituent un amortisseur essentiel, mais fragile face à une dégradation durable de la balance commerciale.

Enfin, la question technologique ne peut être ignorée. Le développement d'infrastructures numériques, notamment de data centers, représente une opportunité dans un contexte de croissance mondiale du cloud d'infrastructure estimée à plus de 30% cette année (Synergie Research Group).

Le Maroc dispose donc d'atouts réels, de par sa stabilité, sa géographie, sa connectivité avec l'Europe, mais reste confronté à des contraintes structurelles. Le coût de l'électricité, la disponibilité énergétique et les besoins en eau et en refroidissement dans un climat chaud constituent des facteurs déterminants.

À titre de comparaison, un data center peut consommer autant d'électricité qu'une ville de taille moyenne, ce qui rend ces projets étroitement dépendants d'une stratégie énergétique cohérente. Les chocs se propagent plus vite qu'ils ne se résorbent, et sans maîtrise de ces fondamentaux, la résilience reste difficile.



Comme dans un mouvement de musique où la tension est permanente sans jamais totalement exploser, le monde actuel avance dans un équilibre instable. Rien ne s'effondre brutalement, tout se transforme profondément. Le basculement est progressif, presque imperceptible à court terme. Quant à la guerre, et bien, comme le disait le poète persan Rûmî : « là où se trouve une ruine, il y a l'espoir d'un trésor ».

ByLodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE MONTRE,

mais elle vous donne
le bon tempo **de l'actualité.**



NI TROP TÔT, NI TROP TARD :
AU MOMENT JUSTE, AVEC LA BONNE LECTURE.

WWW.LODJ.MA

LE DÉCROCHAGE N'EST PAS UN PROBLÈME...C'EST UN SYMPTÔME.

Il est des chiffres qui ne devraient pas être lus comme de simples statistiques, mais comme des signaux d'alerte.

Au Maroc, ce sont près de 280 000 élèves qui ont quitté l'école en 2025. Le chiffre est en légère baisse par rapport à l'année précédente, et cela mérite d'être salué. Mais cette évolution ne saurait nous rassurer. Car aucun pays ne peut se permettre de voir des centaines de milliers d'enfants sortir du système éducatif chaque année sans interroger profondément ce que cela révèle.

Le décrochage scolaire n'est pas un problème isolé. Il est un symptôme, et un symptôme grave. Car les élèves ne "décrochent" pas par accident. Ils ne quittent pas l'école du jour au lendemain. Ils s'en éloignent progressivement, à mesure que le système cesse de les retenir. Le décrochage n'est pas un événement ; c'est une trajectoire.

Une accumulation de signaux faibles ignorés, de difficultés non prises en charge, de ruptures non anticipées. C'est un désengagement qui commence bien avant qu'il ne soit visible, et qui s'installe dans le silence des salles de classe, dans l'absence de suivi, dans le manque de coordination entre les acteurs. Il est temps de changer de regard. Parler de décrochage comme d'un échec de l'élève est une erreur de diagnostic. Un enfant qui quitte l'école n'a pas échoué seul. Il a été, bien souvent, insuffisamment accompagné, insuffisamment compris, insuffisamment entouré.

Le véritable enjeu n'est pas seulement l'accès à l'éducation, mais la qualité du lien entre l'élève et l'ensemble de l'écosystème éducatif. Le Maroc a, sans conteste, accompli des progrès significatifs en matière de scolarisation. Les indicateurs internationaux le confirment. Mais ces avancées ne doivent pas masquer les fragilités persistantes : inégalités territoriales, difficultés d'apprentissage, redoublements, manque de sens perçu par les élèves.



Par **Dr Abdelilah Kadili**

Autant de facteurs qui nourrissent, en profondeur, les dynamiques de décrochage. Face à cela, les réponses fragmentées ne suffisent plus. Les actions ponctuelles, aussi louables soient-elles, interviennent souvent trop tard. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une approche systémique.

Une approche qui repose sur une idée simple mais exigeante :

l'élève ne peut plus être seul dans le système. Il doit être entouré, en permanence, par un cercle cohérent d'acteurs engagés, voire enseignants, parents, établissement et autorités locales...tous connectés, tous informés, et surtout, tous responsables.

C'est précisément ce que propose l'équation Tamkine pour l'amélioration qualitative de l'éducation. Une équation qui ne cherche pas un coupable unique, mais qui rétablit une responsabilité partagée. L'élève n'est pas le seul acteur. L'enseignant ne peut porter seul la charge. Les parents ne peuvent rester en périphérie. L'école ne peut fonctionner en vase clos. Les institutions ne peuvent piloter à distance. Le décrochage apparaît là où cette cohérence disparaît.

C'est également dans cette logique que des solutions intelligentes, intégrées, à l'instar de TamTrack, prennent tout leur sens. Lorsque la donnée, l'intelligence artificielle, le suivi pédagogique, l'implication parentale et la supervision institutionnelle sont réunis dans un même écosystème, le décrochage peut être anticipé. Il ne s'agit plus de compter les élèves après leur départ, mais de comprendre, en temps réel, les signes de fragilité et d'y répondre avant la rupture. Il est donc temps de sortir d'une logique de réaction pour entrer dans une logique d'anticipation.

De passer d'une responsabilité dispersée à une responsabilité partagée. De considérer l'éducation non pas comme une simple présence à l'école, mais comme un accompagnement continu, structuré et cohérent. Car un élève qui quitte l'école n'est pas une statistique de plus. C'est une trajectoire interrompue, un potentiel fragilisé, un avenir compromis.



Et si l'éducation est réellement une priorité nationale, alors chaque décrochage doit être considéré comme un signal collectif. Car les élèves ne disparaissent pas du jour au lendemain. Ils s'éloignent, lentement, lorsque plus personne ne les regarde assez attentivement.

L'HUMANITÉ EST FATIGUÉE, ELLE DEMANDE UNE PAUSE

Depuis 2020, l'humanité semble vivre sous tension permanente. À peine une crise commence-t-elle à s'éloigner qu'une autre surgit, plus brutale, plus anxiogène, plus globale. Le monde n'a pas seulement traversé une succession d'événements difficiles. Il a subi une accumulation. Et c'est peut-être cela qui change tout : la fatigue n'est plus seulement économique, sanitaire ou géopolitique. Elle devient mentale, sociale, presque civilisationnelle.

La pandémie de Covid-19 a été le premier grand choc de cette séquence. Elle a enfermé les sociétés, suspendu les mobilités, fragilisé les familles, perturbé l'école, le travail, les rites religieux, les liens sociaux. Mais surtout, elle a installé une idée nouvelle dans l'esprit collectif : l'avenir pouvait basculer en quelques semaines. L'Organisation mondiale de la santé avait déjà signalé que la première année de la pandémie avait provoqué une hausse de plus de 25 % des troubles anxieux et dépressifs dans le monde. Ce chiffre dit beaucoup plus qu'un simple malaise sanitaire : il raconte une humanité entrée dans l'âge de l'inquiétude permanente.

Puis la guerre en Ukraine est venue rappeler que la guerre conventionnelle, les chars, les frontières disputées, les sanctions massives et la peur énergétique n'appartenaient pas au passé. Elle a nourri l'inflation, perturbé les marchés agricoles, ravivé les tensions entre blocs et replacé l'Europe au cœur d'une incertitude stratégique durable. Dans les foyers, cette guerre s'est traduite par une équation très concrète : énergie plus chère, produits alimentaires plus chers, pouvoir d'achat comprimé, peur du lendemain.

À cette fatigue s'est ajoutée celle de l'inflation. Car l'inflation n'est pas seulement une donnée statistique. C'est une usure quotidienne. C'est le ticket de caisse qui agace, le salaire qui paraît plus petit, le loyer qui inquiète, l'épargne qui fond, les projets familiaux que l'on reporte. Même lorsque les prix ralentissent, la mémoire des hausses reste. Le Fonds monétaire international estime, dans ses perspectives d'avril 2026, que la croissance mondiale ralentirait à 3,1 % en 2026, tandis que l'inflation globale remonterait modestement avant de refluer en 2027. Autrement dit, la crise des prix n'est pas terminée dans les esprits, même quand les indicateurs commencent à se calmer



par **Adnane Benchakroun**

Le Moyen-Orient, lui, ajoute une couche supplémentaire d'angoisse. Les tensions autour de l'Iran, des États-Unis et du détroit d'Ormuz rappellent la fragilité extrême de l'économie mondiale. Une partie considérable du pétrole maritime passe par cette zone stratégique. Quand Ormuz tremble, ce ne sont pas seulement les chancelleries qui s'inquiètent : ce sont les marchés, les transporteurs, les entreprises, puis les ménages. Le FMI évoque déjà, dans ses scénarios 2026, les risques liés à une hausse des prix de l'énergie et à une aggravation de l'incertitude géopolitique.

À côté de ces crises visibles, il y a les crises lentes. La sécheresse, le changement climatique, les saisons dérégulées, les récoltes fragilisées, les nappes phréatiques sous pression. Là encore, la fatigue est profonde, car elle touche au sentiment de sécurité élémentaire : l'eau, la nourriture, la chaleur, la santé, l'habitabilité même de certains territoires. Le climat n'est plus un sujet de colloques internationaux ; il est devenu une expérience quotidienne, parfois silencieuse, parfois brutale.

Et pendant que les adultes encaissent ces secousses, les enfants grandissent dans un autre type de tempête : celle des écrans, des réseaux sociaux, de la comparaison permanente, de l'exposition précoce, de la viralité et du jugement continu. Une génération entière apprend à se construire dans un monde où l'image de soi est négociée en public, où l'attention est capturée, où l'enfance devient parfois un marché. Ce n'est pas une simple question de technologie. C'est une question de santé mentale, de concentration, de confiance, de rapport au réel.

L'intelligence artificielle ajoute, elle aussi, une ambivalence nouvelle. Elle fascine, accélère, automatise, promet des gains de productivité immenses. Mais elle inquiète tout autant. Derrière chaque démonstration spectaculaire, une question revient : que deviendra mon métier ? Que vaudra mon savoir-faire ? Serai-je remplacé, augmenté ou marginalisé ? Le stress sur l'emploi ne vient plus seulement du chômage classique. Il vient de l'incertitude sur l'utilité future de chacun dans une économie qui change trop vite.

Et voilà qu'un mot que beaucoup avaient presque oublié revient dans l'actualité : hantavirus. L'épisode récent lié au navire MV Hondius, avec plusieurs cas signalés et des décès, a ravivé une mémoire post-Covid encore sensible. L'OMS a indiqué début mai 2026 que des cas liés au virus Andes avaient été signalés dans un contexte international de suivi sanitaire, tout en maintenant une évaluation prudente du risque pour la population générale. Mais dans l'opinion, le simple retour d'un vocabulaire sanitaire — cas, isolement, surveillance, transmission — suffit à réactiver une fatigue ancienne.

Le problème, au fond, n'est pas que chaque crise soit insurmontable. L'humanité en a connu d'autres. Le problème est leur empilement. Depuis 2020, les sociétés n'ont presque plus eu de respiration. Pas de vraie parenthèse. Pas de retour durable à la normale. À chaque fois que le monde croit reprendre son souffle, un nouveau choc vient rappeler que l'équilibre reste fragile.

Cette fatigue collective se lit partout : dans la défiance envers les institutions, dans l'irritabilité sociale, dans la polarisation politique, dans le besoin de retrait, dans le succès des discours simplistes, mais aussi dans l'envie de ralentir, de protéger sa famille, de retrouver du sens. Les citoyens ne demandent pas seulement des réponses techniques. Ils demandent une forme de répit. Une gouvernance moins hystérique. Une information moins anxiogène. Une économie moins brutale. Une technologie moins prédatrice. Une écologie moins incantatoire et plus concrète.



Mais demander une pause ne signifie pas renoncer au progrès. Cela signifie remettre l'humain au centre. Reconnaître que les sociétés ne sont pas des machines capables d'absorber indéfiniment des chocs successifs. Reconnaître que la santé mentale, la confiance, la stabilité familiale, l'éducation, l'eau, le travail et la dignité ne sont pas des sujets secondaires. Ce sont les fondations.

Depuis 2020, l'humanité court. Elle court derrière les variants, les prix, les guerres, les algorithmes, les menaces énergétiques, les sécheresses, les nouvelles peurs sanitaires. Mais aucune civilisation ne peut vivre durablement en apnée. Le monde n'a pas besoin d'un sommeil collectif. Il a besoin d'une pause intelligente : le temps de comprendre, de réparer, de hiérarchiser, de protéger.

Car une humanité fatiguée n'est pas forcément une humanité vaincue. C'est peut-être une humanité qui commence enfin à comprendre que la performance sans repos, la croissance sans équilibre et l'innovation sans boussole finissent toujours par produire la même chose : de l'épuisement.

ALI FASSI FIHRI, L'HOMME DERRIÈRE LA FONCTION.

Au moment où j'ai cru qu'on allait se revoir bientôt, Ali Fassi Fihri nous a quittés, clôturant pour le Maroc une séquence de deuils particulièrement lourde, après les départs d'Abdelouahab Doukkali, dernier géant de la chanson marocaine, et du talentueux et original Nabil Lahlou.

La coïncidence a parfois une cruelle élégance.

Jeudi dernier, à la conférence de presse de la vingtième édition du tournoi de la Peña, je croisais Aziz Bouderballa et lui rappelais ce soir du 6 octobre 1981 où, étudiant à Aix-en-Provence, je m'étais rendu à Marseille avec des amis pour le voir et voir l'équipe nationale marocaine affronter l'OM, dans le premier match de sa tournée de préparation aux éliminatoires du Mondial 1982.

Nous nous étions retrouvés chez Ali Fassi Fihri, qui étudiait à Marseille et venait tout juste d'épouser Yasmina Baddou, laquelle préparait alors son baccalauréat. Le journal télévisé ce soir-là annonçait l'assassinat d'Anouar Sadate.

Quarante-cinq ans plus tard, c'est Ali lui-même qui nous manque, et l'association que préside aujourd'hui Yasmina Baddou — Amani — participe pour la première fois à ce même tournoi. La vie envoie parfois des signaux qu'il nous appartient de décrypter, on ne sait pas toujours le faire.

Ali Fassi Fihri était un grand commis de l'État

Une figure discrète et rigoureuse de l'administration marocaine, fidèle en cela à la tradition des grands serviteurs qui considèrent que l'efficacité n'a pas besoin de bruit.

Cette discrétion lui a d'ailleurs été injustement reprochée lorsqu'il présida la Fédération Royale Marocaine de Football. On s'empressa de conclure, à tort, qu'il était étranger au monde du football. C'était mal connaître son parcours.

Ali Fassi Fihri a été un joueur de grande classe. Feu Cluzeau, qui savait reconnaître un talent, voyait en lui un futur Bamous. Son père, Secrétaire Général du Ministère de la Justice, n'était pas d'accord — jouer au football, pour un fils de bonne famille, n'était pas jugé convenable à l'époque.



Par **Bargach Larbi.**

Mais ceux qui l'ont vu évoluer gardent le souvenir d'un numéro 8 d'une élégance rare, qu'on surnommait Gerson, en hommage à la légende brésilienne des années soixante-dix.

Ce n'était pas là une flatterie : c'était une description. Il savait ce qu'était le football et connaissait l'importance de la formation dans ce sport, le temps lui a donné raison.

Sa présidence mérite d'être relue à cette lumière. Je présente mes condoléances les plus sincères à son épouse Yasmina Baddou et à leurs enfants, à son frère Taïeb, mon camarade de classe, au reste de la famille, ainsi qu'à ses amis proches, notamment Lotfi Fahsi et Moha Ouzahra.

Il nous quitte au milieu d'un tournoi dédié aux joueurs issus des orphelinats et maisons d'accueils de Casablanca.

Son épouse préside une association participante. Il serait peut-être venu pour la finale. J'aurais aimé lui serrer la main. Allah y Rahmou.

اللَّهُ يَرْحَمُهُ إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا لِلَّهِ رَاجِعُونَ

SCÈNES UBUESQUES POST MORTEM : QUAND LA LOI NOURRIT L'INJUSTICE.



Laissez-moi d'abord planter le décor. Scénario classique.

Un père, une mère, deux filles.

Le père meurt. La famille débarque en trombe. Enterrement.

Trois jours de swab intensif. Les oncles et les cousins ! D'une serviabilité confondante. Aux petits soins pour la veuve et les orphelines.

JOUR 3 : fin du folklore.

Place aux choses sérieuses.

ZMAN TRIKA – زمن التركية – vous connaissez ?? C'est l'ouverture officielle de la chasse à l'héritage. On sort les papiers. On liste les biens. On liste les héritiers. Les cousins, eux, lorgnent déjà. Chaque parcelle de terre y passe. Pas de garçon dans la maison ?

Alors eux, les cousins, deviennent héritiers. Certains pères, plutôt lucides, anticipent. Donation de leur vivant. Pour protéger leurs filles des cousins au regard de vautour. BRAVO A CES PAPAS LA QUI AVAIENT COMPRIS LE SKECTCH !!

Quant aux oncles et aux cousins... une fois que tout dit et fait, plus jamais un appel. Plus jamais une visite. Juste un souvenir ému de leur compassion éclair.

À quand une loi qui dit enfin : « Les femmes et les hommes, c'est kif-kif pour l'héritage »?

Parce que dans la vraie vie, les femmes paient les mêmes impôts que les hommes, remboursent les mêmes crédits,

Par **Anissa Mekouar Senhadji**

subissent les mêmes hausses de prix, les mêmes galères administratives, les mêmes pressions économiques.

Elles travaillent même BIEN PLUS, double journée, boulot + maison, pour un salaire bien inférieur. Elles élèvent seules leurs enfants quand le père disparaît .

Alors sérieusement : il n'y a aucune justification rationnelle à maintenir un système où le genre détermine la part d'héritage. Si les femmes supportent les mêmes obligations économiques et sociales que les hommes, alors qu'on leur donne les mêmes droits sur l'héritage, pitié !

Merci, merci du fond du cœur, Mr le législateur, de daigner envisager de faire évoluer cette loi. Ainsi donc, les drames pourront peut-être, un jour, dans un futur pas trop lointain (SVP), être évités. En attendant, nous les femmes retenons notre souffle !!

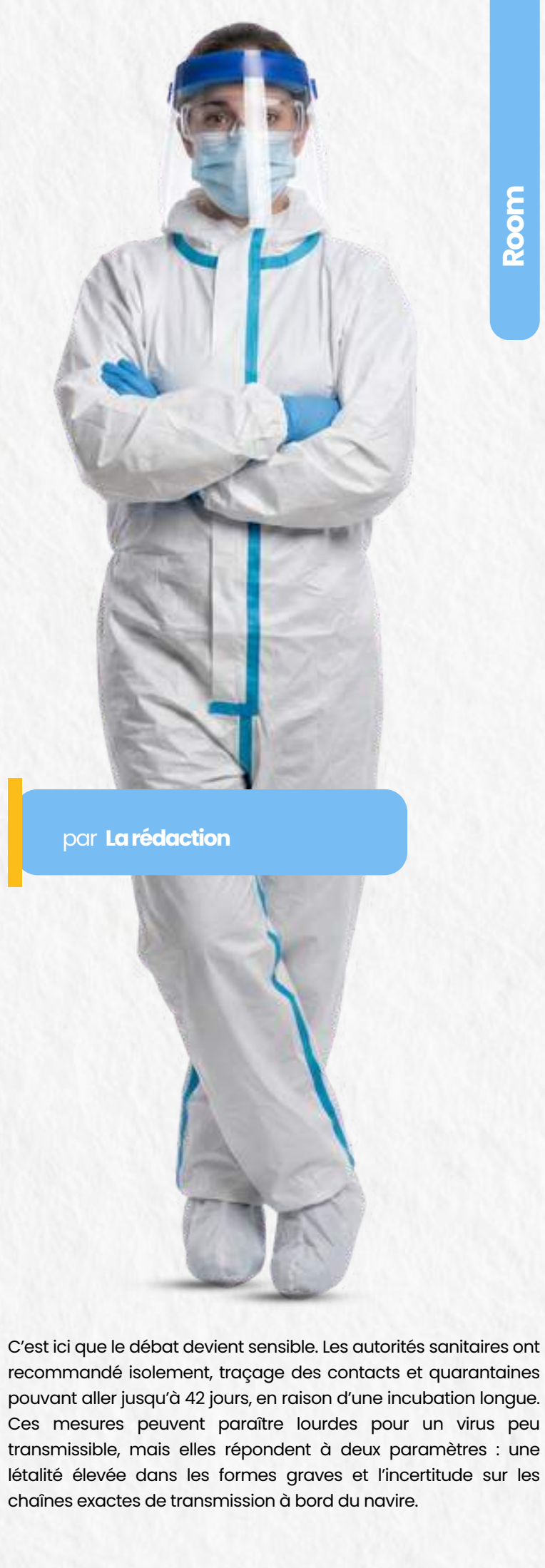
HANTAVIRUS : ALERTE SANITAIRE JUSTIFIÉE OU EMBALLEMENT MÉDIATIQUE ?

Depuis quelques jours, le mot « hantavirus » ressurgit brutalement dans l'espace public mondial. Après trois décès liés à un foyer de contamination sur le navire de croisière MV Hondius, certains y voient le début d'une nouvelle crise sanitaire, d'autres dénoncent déjà une panique fabriquée. Entre vigilance légitime, mémoire traumatique du Covid-19 et soupçons politico-pharmaceutiques, il faut séparer les faits établis des raccourcis anxigènes.

Le hantavirus n'est pas un nouveau virus. Il appartient à une famille de virus transmis principalement par les rongeurs, via l'inhalation de particules issues de leurs urines, excréments ou salive. L'OMS rappelle que ces infections peuvent provoquer des formes graves, parfois mortelles, mais qu'elles restent généralement liées à des expositions environnementales précises, notamment dans des lieux contaminés par des rongeurs.

L'épisode qui a relancé l'alerte concerne le navire MV Hondius. Selon l'OMS, au 8 mai 2026, huit cas avaient été signalés, dont trois décès, et six cas confirmés en laboratoire comme infections au virus Andes, une souche particulière d'hantavirus. Depuis, plusieurs médias internationaux évoquent autour de neuf à onze cas confirmés ou probables, les passagers ayant été évacués ou rapatriés vers différents pays pour surveillance.

La souche Andes mérite attention, mais pas hystérie. Elle est connue depuis 1995 en Argentine et au Chili. Sa particularité est d'être le seul hantavirus pour lequel une transmission interhumaine a été documentée, notamment lors d'épisodes en Argentine. Mais cette transmission demeure rare, généralement associée à des contacts rapprochés, prolongés ou familiaux, loin de la contagiosité d'un virus respiratoire comme le SARS-CoV-2.



Room

par La rédaction

C'est ici que le débat devient sensible. Les autorités sanitaires ont recommandé isolement, traçage des contacts et quarantaines pouvant aller jusqu'à 42 jours, en raison d'une incubation longue. Ces mesures peuvent paraître lourdes pour un virus peu transmissible, mais elles répondent à deux paramètres : une létalité élevée dans les formes graves et l'incertitude sur les chaînes exactes de transmission à bord du navire.

Faut-il alors parler de menace pandémique ? À ce stade, non. Même l'OMS évoque la possibilité de nouveaux cas liés au foyer initial, sans signaler de propagation mondiale incontrôlée. La comparaison avec le Covid-19 est donc scientifiquement fragile. Elle nourrit davantage l'angoisse collective qu'elle n'éclaire le risque réel.

Reste l'emballement médiatique. Images de combinaisons, évacuations spectaculaires, passagers confinés, vocabulaire de crise : tous les ingrédients d'un récit anxiogène sont réunis. Or une gestion sanitaire peut être prudente sans devenir théâtrale. Le rôle des médias n'est pas de minimiser trois décès, mais de rappeler que le risque pour la population générale demeure faible selon les experts cités par plusieurs autorités et médias spécialisés.



Les soupçons politiques et industriels doivent, eux aussi, être traités avec prudence. Les États-Unis ont bien engagé leur retrait de l'OMS, et l'Argentine de Javier Milei est également au centre de tensions avec l'organisation. Mais affirmer que l'alerte serait une « punition » contre Buenos Aires relève à ce stade de l'interprétation, non d'une preuve documentée.

Même prudence sur Moderna. Des recherches sur un vaccin à ARN messenger contre les hantavirus existent, notamment avec Korea University, et elles auraient commencé avant l'épisode du navire. Mais les informations disponibles indiquent un stade préclinique ou très précoce, sans vaccin approuvé à ce jour. Cela peut nourrir un débat légitime sur les intérêts pharmaceutiques, pas démontrer à lui seul une manipulation.

La vraie conclusion est moins spectaculaire : l'hantavirus Andes est dangereux pour les personnes infectées, mais peu apte, dans l'état actuel des connaissances, à provoquer une pandémie mondiale. L'alerte sanitaire peut donc être justifiée ; la panique, elle, ne l'est pas. Entre le déni et la peur organisée, il existe une voie plus sérieuse : surveiller, documenter, protéger — sans rejouer, à chaque virus, le scénario mental du Covid.

IA, ÉCOLE, TRAVAIL : ET SI LE MAROC REGARDAIT ENFIN LE FUTUR EN FACE ?

Il y a des moments où une société n'a plus le luxe de regarder ailleurs. L'intelligence artificielle fait partie de ces ruptures. On peut continuer à en parler comme d'un outil pratique, un gadget qui rédige des mails, corrige des textes ou génère des images. On peut aussi choisir de comprendre ce qui est réellement en train de se passer : une transformation profonde de notre rapport au savoir, au travail, à la vérité et même à la dignité humaine.

Le document fourni défend une idée forte : l'IA contemporaine n'est plus seulement une machine statistique. Elle raisonne, teste des hypothèses, comprend des contextes, résout des problèmes complexes et entre directement en concurrence avec des compétences humaines que l'on croyait protégées. Ce n'est donc pas une simple innovation technique. C'est une rupture de civilisation.

Et cette rupture, le Maroc ne pourra pas l'éviter.

Nous avons souvent tendance, chez nous, à croire que les grandes mutations technologiques arrivent d'abord ailleurs, puis doucement chez nous, avec quelques années de décalage. C'était peut-être vrai pour certaines révolutions industrielles. Ce n'est plus vrai pour l'intelligence artificielle. ChatGPT, Claude, Gemini ou d'autres outils ne demandent ni usine, ni infrastructure lourde, ni laboratoire local. Ils entrent directement dans les téléphones, les ordinateurs, les écoles, les cabinets, les administrations, les rédactions, les agences de communication, les bureaux d'études et les foyers marocains.

La première urgence concerne l'école.

Pendant longtemps, notre système éducatif a souffert de problèmes bien connus : surcharge des classes, inégalités territoriales, faiblesse de l'orientation, difficulté à relier formation et emploi, apprentissages parfois trop mécaniques. L'arrivée de l'IA ajoute une couche supplémentaire.



par **Adnane Benchakroun**

Désormais, un devoir à la maison peut être produit en quelques secondes par une machine. Une dissertation, un résumé, une traduction, une fiche de lecture, un exposé, un code informatique, un plan de mémoire : tout cela peut être généré sans réel effort intellectuel.

Le risque n'est pas seulement la triche. La triche a toujours existé. Le vrai risque est plus grave : c'est la perte silencieuse des compétences. L'élève ou l'étudiant croit apprendre parce qu'il rend un bon travail. L'enseignant croit évaluer parce qu'il reçoit une copie propre. Mais entre les deux, l'effort d'apprentissage a disparu. Le document le dit clairement : des devoirs à domicile excellents peuvent cacher des performances très faibles en présentiel.

Pour le Maroc, cela pose une question brutale : à quoi sert encore un système d'évaluation fondé sur des productions que l'IA peut fabriquer mieux, plus vite et plus proprement que l'élève ?

Il faudra donc avoir le courage de réformer les examens. Plus d'oral. Plus de présentiel. Plus d'évaluation du raisonnement réel. Plus de débats, de résolution de problèmes, de cas pratiques. Moins de devoirs mécaniques à la maison, sauf lorsqu'ils sont accompagnés, expliqués, discutés. L'école marocaine ne doit pas seulement interdire l'IA. Ce serait illusoire. Elle doit apprendre aux élèves à l'utiliser sans se faire remplacer par elle.

Il y a des moments où une société n'a plus le luxe de regarder ailleurs. L'intelligence artificielle fait partie de ces ruptures. On peut continuer à en parler comme d'un outil pratique, un gadget qui rédige des mails, corrige des textes ou génère des images. On peut aussi choisir de comprendre ce qui est réellement en train de se passer : une transformation profonde de notre rapport au savoir, au travail, à la vérité et même à la dignité humaine.

Le document fourni défend une idée forte : l'IA contemporaine n'est plus seulement une machine statistique. Elle raisonne, teste des hypothèses, comprend des contextes, résout des problèmes complexes et entre directement en concurrence avec des compétences humaines que l'on croyait protégées. Ce n'est donc pas une simple innovation technique. C'est une rupture de civilisation.

Et cette rupture, le Maroc ne pourra pas l'éviter.

Nous avons souvent tendance, chez nous, à croire que les grandes mutations technologiques arrivent d'abord ailleurs, puis doucement chez nous, avec quelques années de décalage. C'était peut-être vrai pour certaines révolutions industrielles. Ce n'est plus vrai pour l'intelligence artificielle. ChatGPT, Claude, Gemini ou d'autres outils ne demandent ni usine, ni infrastructure lourde, ni laboratoire local. Ils entrent directement dans les téléphones, les ordinateurs, les écoles, les cabinets, les administrations, les rédactions, les agences de communication, les bureaux d'études et les foyers marocains.

La première urgence concerne l'école.

Pendant longtemps, notre système éducatif a souffert de problèmes bien connus : surcharge des classes, inégalités territoriales, faiblesse de l'orientation, difficulté à relier formation et emploi, apprentissages parfois trop mécaniques. L'arrivée de l'IA ajoute une couche supplémentaire. Désormais, un devoir à la maison peut être produit en quelques secondes par une machine. Une dissertation, un résumé, une traduction, une fiche de lecture, un exposé, un code informatique, un plan de mémoire : tout cela peut être généré sans réel effort intellectuel.

Le risque n'est pas seulement la triche. La triche a toujours existé. Le vrai risque est plus grave : c'est la perte silencieuse des compétences. L'élève ou l'étudiant croit apprendre parce qu'il rend un bon travail. L'enseignant croit évaluer parce qu'il reçoit une copie propre.

Mais entre les deux, l'effort d'apprentissage a disparu. Le document le dit clairement : des devoirs à domicile excellents peuvent cacher des performances très faibles en présentiel.

Pour le Maroc, cela pose une question brutale : à quoi sert encore un système d'évaluation fondé sur des productions que l'IA peut fabriquer mieux, plus vite et plus proprement que l'élève ?

Il faudra donc avoir le courage de réformer les examens. Plus d'oral. Plus de présentiel. Plus d'évaluation du raisonnement réel. Plus de débats, de résolution de problèmes, de cas pratiques. Moins de devoirs mécaniques à la maison, sauf lorsqu'ils sont accompagnés, expliqués, discutés. L'école marocaine ne doit pas seulement interdire l'IA. Ce serait illusoire. Elle doit apprendre aux élèves à l'utiliser sans se faire remplacer par elle.

L'IA peut toucher les traducteurs, les rédacteurs, les comptables, les assistants administratifs, les juristes juniors, les graphistes, les développeurs, les agents de support client, les analystes, les enseignants, les journalistes, les commerciaux, les métiers de la communication et même certaines fonctions médicales. Elle peut aussi, avec la robotique, toucher demain la logistique, l'industrie, la maintenance, la sécurité, le transport et certains métiers techniques.

Le Maroc doit donc arrêter de poser la question uniquement en termes d'emplois nouveaux. La vraie question est : quels emplois humains resteront économiquement, socialement et culturellement nécessaires ?

On peut donner un exemple simple : certains métiers de proximité, de soin, d'enfance, d'accompagnement, resteront profondément humains. Non pas parce qu'un robot ne pourrait jamais effectuer certaines tâches, mais parce que nous ne voulons pas confier toute notre vulnérabilité à une machine.



IA : ÉCOLE ET EMPLOI

Cela devrait nous inspirer. Le Maroc a besoin de former des ingénieurs, des codeurs, des spécialistes de la donnée et de la cybersécurité. Bien sûr. Mais il doit aussi revaloriser les métiers du lien : éducateurs, infirmiers, aides-soignants, accompagnateurs sociaux, animateurs, formateurs, médiateurs, psychologues, métiers de l'enfance, de la dépendance, du handicap, de la proximité territoriale. Dans un monde saturé de machines intelligentes, la présence humaine deviendra une richesse rare.

Mais il y a une autre idée, plus profonde encore : il faut cesser de réduire les études à un passeport vers l'emploi salarié.

Cette phrase peut choquer dans un pays où tant de familles consentent d'immenses sacrifices pour que leurs enfants obtiennent un diplôme, un concours, une stabilité, un salaire. Pourtant, elle mérite d'être entendue. Si l'emploi devient plus instable, si certains métiers disparaissent, si les compétences techniques se périment plus vite, alors l'éducation ne peut plus être seulement utilitaire. Elle doit redevenir culturelle, intellectuelle, humaine.

Étudier ne doit pas seulement servir à "avoir un poste". Étudier doit servir à comprendre le monde, à penser librement, à parler correctement, à raisonner, à douter, à créer, à dialoguer, à ne pas être manipulé. Dans un Maroc traversé par les tensions sociales, les fractures numériques, les inégalités linguistiques et les débats identitaires, cette mission devient essentielle.

Il faut donc réconcilier deux Maroc : le Maroc de la compétence professionnelle et le Maroc de la culture générale. Nous avons besoin des deux. Un jeune Marocain doit savoir utiliser l'IA, mais il doit aussi savoir lire un texte, défendre une idée, comprendre une institution, interpréter une image, discuter une thèse, situer son pays dans le monde.

La machine peut produire de l'information. Elle ne produit pas automatiquement du jugement.

Enfin, il faut poser la question sociale. Si l'IA réduit le besoin de travail humain dans certains secteurs, que fera-t-on des millions de personnes dont l'utilité économique sera fragilisée ? Le revenu universel est parfois présenté comme solution miracle. Mais l'argent seul ne suffit pas. L'être humain a besoin de reconnaissance, de rythme, de contribution, de lien social, d'estime de soi.

L'idée d'un service civique adulte mérite ici d'être discutée au Maroc. Pas forcément en reprenant mécaniquement certains modèles proposés en occident, mais en ouvrant un débat national : comment permettre à chacun de rester utile dans une société où le travail classique ne suffira peut-être plus à intégrer tout le monde ?

On pourrait imaginer des missions locales dans l'éducation, l'environnement, l'aide aux personnes âgées, la médiation numérique, l'appui aux associations, la culture, la lecture publique, l'accompagnement scolaire, la prévention sanitaire, la protection du patrimoine, la solidarité de quartier. Financé en partie par une fiscalité adaptée aux gains de productivité technologique, ce type de dispositif pourrait devenir un amortisseur social et moral.

Le Maroc a souvent su transformer des contraintes en opportunités. Mais cela suppose d'anticiper. Pas de subir.

L'intelligence artificielle ne doit pas être abordée comme une mode de salon, un sujet de conférence ou un argument marketing pour startups. Elle doit entrer dans la stratégie nationale de l'éducation, de l'emploi, de l'administration, de la formation professionnelle, de la protection sociale et de la souveraineté numérique.

Le vrai danger n'est pas que l'IA devienne trop intelligente. Le vrai danger est que nous restions trop lents, trop scolaires, trop bureaucratiques, trop confiants dans des modèles dépassés.

Pour le Maroc, la question n'est donc pas : faut-il avoir peur de l'IA ? La peur ne produit rien. La vraie question est : voulons-nous former des citoyens capables de vivre avec l'IA sans perdre leur liberté, leur compétence et leur humanité ?

C'est là que tout commence. Pas dans les machines. Dans l'école. Dans la culture. Dans le travail. Dans le lien social. Dans cette part de l'humain qui ne se télécharge pas.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,

mais elle vous dépose
l'essentiel **à domicile.**



L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

BENKIRANE CHOW... DU CALIFAT PERDU AU NAUFRAGE POLITIQUE

Room

À défaut de cap politique, certains préfèrent remonter le fil de quatorze siècles pour y chercher un trône imaginaire... Pendant que le pays compte ses dirhams et ses défis bien réels, d'autres comptent les héritages perdus et les mots de trop... La politique, elle, regarde le spectacle... en espérant retrouver un jour un peu de sérieux... Bienvenue dans l'étreinte d'une langue sans entrave et des affirmations sarcastiques du califat perdu... la grande dérive verbale d'un naufrage politique...

Il fut un temps où la politique avait au moins la décence de se déguiser en chose sérieuse... Costume sombre, langage maîtrisé, indignation calibrée... Puis vint l'époque Benkirane, où l'on passe sans transition du Conseil de gouvernement à la halqa de quartier, avec, en prime, une relecture personnelle de quatorze siècles d'histoire... entre deux tirades sur le prix des oignons et du gasoil...

Car voilà désormais l'ancien chef du gouvernement promu historien improvisé et héritier autoproclamé d'un califat mystérieusement subtilisé à son aïeul... Rien que ça... Il fallait y penser... Pendant que le commun des mortels peine à boucler ses fins de mois, l'ex-locataire de la primature, lui, règle ses comptes avec la la Saqifa de Banî Sa'ida(1) سقيفة بني ساعدة... On attend presque qu'il annonce, dans un prochain meeting, avoir égaré les clés d'Al-Andalus dans la poche d'un vieux manteau...

Il a soudain décidé d'étendre la main pour réécrire l'histoire depuis la Saqifa de Banî Sa'ida(1)... Alors que les Marocains se préoccupent du prix des oignons et du gasoil, voilà que Benkirane apparaît, sûr de lui, pour annoncer au monde que le « califat » a été volé à son grand-père... Comme si nous avions attendu près de quatorze siècles pour découvrir que les clés de la nation étaient perdues dans la poche de son manteau, sans que personne ne nous en informe...

s'emporte, la salle exulte... Le chef divague, la salle... médite, apparemment...



par Mohammed Yassir Mouline

Mais au fond, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Quand on a déjà combattu des "crocodiles" et des "démons" invisibles, pourquoi ne pas affronter les fantômes de l'Histoire ? À ce stade, ce n'est plus un programme politique, c'est une séance de spiritisme... Et comme tout bon spectacle a besoin d'un public, la scène est peuplée d'un chœur fidèle... applaudissements à la demande, indignations sur commande, et surtout suspension totale de l'esprit critique... Le chef parle, la salle s'enflamme... Le chef

Dernier numéro en date... une envolée verbale d'une rare élégance contre un contradicteur, réduite à un niveau olfactif "odeur nauséabonde", rien que ça... La politique marocaine découvre ainsi la nouvelle discipline du débat par effluves... Après l'argument d'autorité, voici venu l'argument de narine... On cherchera en vain, dans cette logorrhée parfumée, une trace de réflexion sur l'emploi, le pouvoir d'achat ou les défis économiques... Trop prosaïque... Mieux vaut distribuer des certificats de légitimité historique et des insultes en rafale... À défaut de convaincre, ça occupe l'antenne...

Après avoir servi à son public sa sempiternelle partition d'invectives et d'insultes à l'encontre du cheikh Fizzazi, Benkirane est allé jusqu'à jurer qu'il n'aurait jamais prié derrière lui... Et c'est là que réside sa faute la plus grave... en tenant de tels propos, il s'est symboliquement placé au-dessus de Sa Majesté le Roi, qui avait pourtant prié derrière ce même cheikh... Une dérive d'une rare arrogance... se comparer, même implicitement, au Commandeur des croyants relève d'une outrecuidance politique et institutionnelle majeure... C'est la grande dérive verbale d'un naufrage politique...

Le plus savoureux « ou le plus inquiétant, c'est selon » reste cette posture morale revendiquée, brandie comme un étendard... avant d'être piétinée à coups d'invectives... Prêcher la vertu tout en pratiquant l'injure... un grand écart qui mériterait, à lui seul, une médaille olympique...

Reste une question, lancinante... s'agit-il d'une stratégie politique ou d'une fuite en avant ? Car derrière les effets de manche et les éclats de voix, une réalité persiste, têtue... un parti passé du sommet de l'État aux marges du jeu politique, et qui semble chercher dans le tumulte ce qu'il ne trouve plus dans les urnes...

À l'approche des élections de 2026, le cap est clair... attaquer tout ce qui bouge... adversaires, alliés, figures religieuses, voire l'Histoire elle-même... Une stratégie du bruit, en somme... Sauf qu'à force de crier, on finit parfois par ne plus rien dire... Pendant ce temps, le pays attend autre chose qu'un one-man-show entre tragédie antique et comédie de boulevard... Il attend des idées, des solutions, un peu de tenue... Bref, de la politique... Mais visiblement, le spectacle continue... Et à ce rythme-là, il ne manque plus qu'un rideau rouge et une billetterie...

Le Maroc ne se gouverne ni à coups de nostalgies fantasmées ni à grand renfort d'invectives, mais par la raison, la dignité et le sens de l'État... Et si certains s'égarèrent dans les brumes du passé, la nation, elle, avance... lucide, debout et résolument tournée vers l'avenir... Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.

(1)... (سَقِيْفَةُ بَنِي سَاعِدَةَ) « Le toit/l'abri de Banu Sa'ida » ou « La tonnelle des Banu Sa'ida »

Définition : Il s'agissait d'un lieu couvert (une sorte de tonnelle ou de hangar) situé au nord-ouest de la Mosquée du Prophète à Médine, appartenant à la tribu des Banu Sa'ida.

Contexte Historique : Immédiatement après la mort du Prophète Muhammad (PSL) en 632 apr. J.-C. (11 H), les Ansars (les partisans médinois) se sont réunis dans ce lieu pour décider qui dirigerait les musulmans.

L'événement : Les Ansars ont d'abord envisagé de choisir Sa'd ibn 'Ubadah, mais la réunion s'est transformée en une discussion importante sur la succession. Abou Bakr, Omar ibn al-Khattab et Abou Ubayda ibn al-Jarrah (des Mouhajiroun/émigrants mecquois) sont arrivés, et après des débats, Abou Bakr a reçu le serment d'allégeance (Bay'ah), devenant ainsi le premier calife de l'Islam.

Signification : La réunion de la Saqifah est considérée comme le premier "parlement" ou la première assemblée politique dans l'histoire de l'Islam, établissant les fondements de la gouvernance et de la désignation des dirigeants...



PARTI DE L'ISTIQLAL : AU-DELÀ DES PROCÈS FACILES

À la veille des élections, rien de vraiment nouveau. Les attaques reviennent, les « dossiers » refont surface, les mêmes refrains sont recyclés. Spontanément ? Pas toujours. Souvent sur commande, au rythme d'un calendrier politique où l'image compte parfois plus que le fond.

On reproche au Parti de l'Istiqlal de ne plus être ce qu'il fut. C'est vrai, et c'est peut-être précisément ce qui le rend encore intéressant.

Un parti politique n'est pas un musée. Il ne peut pas vivre éternellement dans les portraits de ses fondateurs, les slogans de l'indépendance et les grandes batailles constitutionnelles du siècle dernier. S'il a survécu là où d'autres formations se sont effondrées, c'est parce qu'il a changé.

Réduire aujourd'hui l'Istiqlal à une simple machine électorale est une lecture paresseuse. Elle arrange ceux qui préfèrent découper une phrase, isoler une séquence, fabriquer une intention, puis vendre le montage comme une vérité politique. Le fond du message porté par Nizar Baraka est pourtant plus nuancé : l'enjeu n'est pas de savoir si le parti est dans la majorité ou dans l'opposition, mais s'il reste utile au pays.

Le siège n'est pas une fin. C'est un moyen. Sans traduction sociale, sans impact sur le citoyen, sans réponse aux fragilités du quotidien, la représentation politique devient vide. Un parti uniquement obsédé par les urnes ne commence pas par reconnaître que les ambitions étaient plus grandes que le bilan. Il vendrait du rêve, maquillerait les faiblesses, promettait tout. Assumer une part d'insatisfaction, c'est déjà refuser le confort du populisme.

L'ADN de l'Istiqlal demeure la défense de la classe moyenne, des salariés, des retraités, des petits entrepreneurs et de tous ceux qui portent l'économie réelle sans toujours bénéficier de ses fruits. C'est précisément cela qui dérange : parler d'équité sociale, de probité publique, de lutte contre les conflits d'intérêts et de justice fiscale bouscule mécaniquement les défenseurs de la rente et des positions acquises.



Room

par **Adnane Benchakroun**

L'« égalitarisme économique » revisité et contextualisé n'est donc pas un slogan décoratif. Elle renvoie à une ligne politique : protéger le pouvoir d'achat, élargir la justice fiscale, défendre l'effort productif et rappeler que l'économie ne peut pas être abandonnée aux seuls rapports de force. Dans un pays où la classe moyenne se sent prise entre inflation, logement, éducation, santé et fiscalité, cette ligne garde une actualité évidente.

Cette cohérence se retrouve dans la défense des PME et des TPE. Soutenir ces entreprises, ce n'est pas seulement parler d'économie. C'est remettre en cause certains équilibres établis, parfois dominés par la concentration, la rente et l'accès privilégié aux marchés. Plaider pour un meilleur financement, des délais de paiement respectés, une fiscalité plus équitable et une concurrence moins asymétrique, c'est toucher à des intérêts bien installés.

Voilà pourquoi cette ligne énerve un certain capitalisme de confort : celui qui préfère les marchés verrouillés à l'initiative, les positions acquises à l'innovation, les marges garanties au risque productif. Défendre les PME/TPE, c'est défendre l'emploi, les territoires, les familles, les entrepreneurs de proximité et une économie moins dépendante des grands circuits fermés.

On reproche aussi à l'Istiqlal d'être devenu un parti d'élus, de territoires, parfois de notables. Mais quel parti marocain peut sérieusement prétendre gouverner sans ancrage local, sans relais sociaux, sans présence dans les communes, les régions, les chambres professionnelles et les réseaux de proximité ? La politique ne se fait pas seulement dans les congrès. Elle se fait dans les villages, les marchés, les administrations et les dossiers concrets.

Quant à son SG Nizar Baraka, on lui reproche son calme, son profil sérieux, la mesure dans les propos et la nuance dans la complexité des problèmes. Mais dans une époque saturée de bruit politique, est-ce vraiment un défaut ? Certainement, non, c'est un homme d'état. Le Maroc n'a pas forcément besoin d'un tribun supplémentaire. Il a besoin de responsables capables de gérer l'eau, les infrastructures, l'industrie, les équilibres sociaux et les dossiers lourds sans transformer chaque décision en spectacle.

L'Istiqlal reste aussi un parti ouvert à la jeunesse. À travers son Académie et ses dispositifs de formation, des centaines de jeunes sont initiés au débat public, aux politiques territoriales et à la responsabilité citoyenne. Dans un paysage partisan souvent accusé de vieillissement, cet effort de transmission n'est pas anecdotique. Il montre qu'un héritage ne vaut que s'il est confié à une génération capable de le réinventer.



Le vrai sujet n'est donc pas de savoir si l'Istiqlal est identique à celui d'hier. Il ne l'est pas. Le vrai sujet est de savoir s'il peut transformer son héritage en projet utile pour demain. Chercher des sièges est normal pour un parti.

Chercher des solutions est plus rare. C'est sur ce terrain que l'Istiqlal veut être jugé : justice sociale, probité publique, défense de la classe moyenne, soutien aux PME/TPE, souveraineté économique et ouverture à la jeunesse.

ROBOTS HUMANOÏDES : NON, CE N'EST PLUS UN SUJET POUR 2050, MAIS POUR 2030



par **Adnane Benchakroun**

Le sujet n'est donc plus : « les robots humanoïdes arriveront-ils un jour ? » La vraie question est désormais : « serons-nous prêts quand ils deviendront ordinaires ? »

Pendant longtemps, les robots humanoïdes ont appartenu au rayon confortable de la science-fiction. Ils étaient ces machines lointaines que l'on regardait dans les films, les salons technologiques ou les vidéos virales, avec ce mélange d'amusement et de scepticisme qui permet de ne pas se sentir directement concerné. 2050, disait-on. Peut-être. Un jour. Très loin. Trop loin pour inquiéter un salarié, un syndicat, une caisse de retraite, un ministère des Finances ou un chef d'entreprise.

Sauf que cette date mentale est déjà fautive. Le vrai horizon n'est plus 2050. Il est 2030. Et, en réalité, une partie du mouvement a déjà commencé.

Le sujet n'est pas de savoir si, demain matin, un robot humanoïde viendra remplacer brutalement tous les travailleurs. Ce scénario caricatural fait perdre du temps au débat. La vraie question est plus subtile, donc plus dangereuse : à partir de quel moment une machine dotée d'intelligence artificielle, capable de se déplacer dans un environnement humain, de manipuler des objets, de reconnaître une situation, de répéter une tâche physique et d'apprendre par entraînement, devient-elle un concurrent économique du travail humain ?

Cette question n'est plus théorique. Elle est déjà industrielle.

En 2025, dans l'usine BMW de Spartanburg, aux États-Unis, des robots humanoïdes Figure 02 ont été testés dans des conditions réelles de production. Selon BMW, ces robots ont contribué à la production de plus de 30.000 BMW X3, en travaillant dix heures par jour, du lundi au vendredi. L'expérience n'a donc rien d'un simple numéro de communication. Elle s'inscrit dans une chaîne automobile, avec des cadences, des pièces, des gestes répétitifs, des contraintes de qualité et une logique de productivité.

Le symbole est fort : l'humanoïde n'est plus seulement une machine qui danse sur scène. Il entre dans l'usine.

BMW a d'ailleurs annoncé en 2026 le lancement d'un projet pilote à Leipzig, en Allemagne, autour de la « physical AI », cette intelligence artificielle qui ne se contente plus de produire du texte, des images ou du code, mais agit dans le monde physique. C'est une bascule majeure. L'IA sort de l'écran. Elle descend dans l'atelier. Elle saisit, porte, déplace, contrôle, répète.

Mercedes-Benz suit la même trajectoire. Le constructeur allemand teste les robots humanoïdes Apollo d'Aptronik pour des tâches de logistique interne, de déplacement de composants et de contrôle qualité. Reuters rapportait en mars 2025 que Mercedes-Benz avait investi dans Aptronik et expérimentait ces robots dans son Digital Factory Campus à Berlin ainsi qu'en Hongrie. Là encore, les premières cibles sont claires : les tâches répétitives, pénibles, difficiles à pourvoir, parfois dangereuses, souvent peu attractives pour les travailleurs humains.

La même logique apparaît dans la logistique. Agility Robotics affirme avoir déployé son robot Digit dans des environnements industriels, manufacturiers et logistiques, notamment chez GXO, près d'Atlanta. Digit n'est pas conçu pour philosopher sur l'avenir du travail. Il est conçu pour travailler : transporter, déplacer, exécuter des tâches physiques répétitives dans des espaces déjà pensés pour les humains.

C'est précisément là que l'humanoïde devient économiquement intéressant : il n'exige pas toujours de reconstruire entièrement l'usine ou l'entrepôt. Il peut, en théorie, s'adapter à nos escaliers, nos portes, nos chariots, nos outils, nos étagères.

Même les aéroports s'y mettent. Au Japon, Japan Airlines doit lancer à partir de mai 2026 une expérimentation de robots humanoïdes à l'aéroport de Haneda, à Tokyo, pour assister les équipes dans la manutention des bagages et du cargo. L'essai, prévu jusqu'en 2028, répond à une tension très concrète : manque de main-d'œuvre, vieillissement démographique, pénibilité des métiers au sol, hausse du tourisme. Les robots ne prendront pas les décisions de sécurité, qui restent humaines, mais ils pourraient prendre en charge une partie du travail physique.

Voilà pourquoi il faut sortir du discours de salon. Les humanoïdes ne sont plus seulement un sujet de roboticiens. Ils deviennent un sujet de DRH, de fiscalité, de formation professionnelle, de droit du travail, de sécurité sociale et de politique industrielle.

La Chine, de son côté, avance à grande vitesse. À Pékin, des centres d'entraînement dédiés aux robots humanoïdes se multiplient. Dans le district de Shijingshan, des robots apprennent des gestes extrêmement simples en apparence : prendre une clé, l'aligner avec une serrure, l'insérer, la tourner. Ces gestes peuvent sembler dérisoires. Ils ne le sont pas. Toute l'histoire de l'automatisation repose sur cette accumulation de micro-compétences. Le robot qui apprend à ouvrir une porte aujourd'hui pourra, demain, accéder à une zone de stockage, intervenir dans un atelier, assister une personne âgée ou transporter un objet dans un environnement non standardisé.

La Chine a aussi ouvert de grands centres de formation de données robotiques, dont certains reproduisent des environnements domestiques et industriels à échelle réelle. L'objectif n'est pas seulement de fabriquer des robots. Il est de les entraîner massivement. C'est une différence essentielle. Comme l'IA générative a eu besoin de milliards de textes, d'images et de vidéos pour progresser, les humanoïdes ont besoin de milliards de gestes. Ils doivent apprendre le monde physique.

C'est ici que l'on comprend pourquoi l'horizon 2030 est crédible. Entre 2026 et 2030, il ne s'agit pas d'imaginer des robots omniscients, parfaits et autonomes partout. Il s'agit d'imaginer une multiplication de cas d'usage ciblés : usines automobiles, entrepôts, aéroports, nettoyage, surveillance technique, assistance logistique, manutention, inspection, préparation de commandes, interventions en environnements dangereux. Ce ne sont pas tous les métiers. Mais ce sont déjà des millions d'heures de travail humain potentiellement reconfigurées.

Le spectacle médiatique joue aussi son rôle. En Chine, les humanoïdes ne sont pas seulement introduits dans l'économie ; ils sont introduits dans l'imaginaire collectif. Lors du gala du Nouvel An lunaire, des robots Unitree ont dansé avec des performeurs humains, sous les yeux d'un public gigantesque. Reuters rappelait que cette mise en scène s'inscrit dans une vague d'enthousiasme autour du secteur chinois des humanoïdes, alors que plusieurs entreprises se préparent à lever des fonds ou à entrer en Bourse.

Le message est limpide : il ne s'agit pas seulement de technologie, mais de puissance industrielle, d'image nationale, de compétition économique.

Puis il y a eu le semi-marathon humanoïde de Pékin. En avril 2026, un robot humanoïde baptisé Lightning a terminé un semi-marathon en 50 minutes et 26 secondes, un temps inférieur au record humain officiel de la distance. Scientific American a eu raison de nuancer : courir vite ne signifie pas savoir travailler intelligemment dans une usine, s'adapter à un imprévu ou remplacer un humain dans un environnement complexe. Mais il serait tout aussi absurde de balayer l'événement d'un revers de main. Cette performance démontre des progrès rapides en locomotion, en endurance, en contrôle moteur et en refroidissement des systèmes.



Autrement dit, le robot n'a pas encore gagné la bataille du travail généraliste. Mais il gagne déjà des batailles techniques.

La prochaine rupture viendra peut-être moins de ses jambes que de sa peau. Des chercheurs ont présenté dans PNAS une peau électronique neuromorphique capable de détecter le toucher, la douleur, certains dommages et de déclencher des réflexes locaux de protection. Dans un monde où les robots devront travailler à côté des humains, cette dimension est capitale.

Un robot qui ne sent rien est dangereux. Un robot qui détecte, réagit, limite la force, retire un membre ou localise une zone endommagée devient plus acceptable dans des environnements partagés.

À ce stade, la question économique devient impossible à esquiver. Notre modèle social repose sur une équation simple : les humains travaillent, perçoivent un salaire, paient des impôts, cotisent aux régimes sociaux, financent les retraites, la santé, l'éducation, les services publics. Mais que se passe-t-il si une part croissante de la valeur ajoutée est produite non plus par du travail humain salarié, mais par du capital robotique intelligent ?

Prenons une usine. Si elle produit davantage avec moins de salariés, elle améliore sa compétitivité. C'est légitime. Mais si cette productivité accrue réduit les cotisations sociales, fragilise l'emploi local et concentre les gains chez les propriétaires de technologies, qui finance le système collectif ? L'État ? Le consommateur ? Le robot lui-même, via une forme de taxe sur l'automatisation ? Le débat peut sembler provocateur. Il est pourtant rationnel.

Car derrière les humanoïdes, il ne faut pas seulement voir des machines. Il faut voir un déplacement de la richesse. Hier, la productivité venait d'un travailleur augmenté par une machine. Demain, elle pourrait venir d'une machine augmentée par l'IA, supervisée par quelques humains. Ce n'est pas la même société.

Il serait cependant dangereux de tomber dans la panique. Les robots humanoïdes restent chers, imparfaits, limités par leur autonomie énergétique, leur robustesse, leur capacité à comprendre l'imprévu, leur maintenance et leur coût réel de déploiement. Dans beaucoup de secteurs, l'humain restera plus flexible, moins coûteux, plus rapide à former et plus fiable dans des situations complexes. Mais l'histoire industrielle montre que les technologies n'ont pas besoin d'être parfaites pour transformer l'emploi. Elles doivent simplement devenir suffisamment utiles, suffisamment rentables et suffisamment disponibles.

C'est exactement ce qui semble se préparer.

Le débat à ouvrir n'est donc pas : faut-il interdire les humanoïdes ? Ce serait vain. Il est plutôt : comment éviter que la robotisation humanoïde ne devienne une machine à privatiser les gains et socialiser les pertes ?

Il faudra parler de formation, d'abord. Les travailleurs exposés aux tâches automatisables doivent être accompagnés avant que les postes disparaissent, pas après. Il faudra parler de fiscalité ensuite. Si le travail humain recule dans certains segments, les systèmes sociaux ne peuvent pas dépendre uniquement des cotisations sur salaire. Il faudra parler de droit du travail aussi : qui est responsable lorsqu'un robot blesse, bloque, discrimine, surveille ou remplace ? Il faudra enfin parler de souveraineté industrielle. Les pays qui ne produiront ni les robots, ni les logiciels, ni les données d'entraînement risquent de devenir de simples marchés clients de la robotique mondiale.

Pour le Maroc, la question mérite d'être posée dès maintenant. Notre économie ne sera pas concernée au même rythme que les États-Unis, la Chine, le Japon ou l'Allemagne. Mais elle le sera indirectement par les chaînes de valeur mondiales, l'automobile, l'aéronautique, la logistique portuaire, les centres d'appel augmentés par l'IA, les services, la formation et la compétitivité industrielle. Si les grands donneurs d'ordre mondiaux robotisent certaines tâches, les sous-traitants devront suivre. Et si nous découvrons le sujet trop tard, nous subirons les standards au lieu de les négocier.

La vraie erreur serait donc de continuer à traiter les humanoïdes comme un folklore technologique. Le robot qui court à Pékin amuse. Le robot qui danse à la télévision fascine. Le robot qui porte des bagages à Haneda intrigue. Le robot qui travaille chez BMW ou Mercedes-Benz dérange davantage. Parce qu'il pose la seule question qui compte : que devient le contrat social lorsque le travail cesse d'être exclusivement humain ?

2030 n'est pas un horizon lointain. C'est dans quatre ans. Juste le temps d'un cycle industriel, d'une levée de fonds, d'un programme pilote, d'une réglementation mal préparée ou d'un choc brutal sur certains métiers.

Les humanoïdes ne sont pas encore partout. Mais ils sont déjà quelque part. Et dans l'histoire économique, c'est souvent ainsi que commencent les vraies ruptures : par quelques expérimentations que l'on regarde avec curiosité, puis par des gains de productivité que l'on applaudit, puis par des emplois que l'on découvre exposés, puis par un débat social que l'on ouvre trop tard.

Le sujet n'est donc plus : « les robots humanoïdes arriveront-ils un jour ? »

La vraie question est désormais : « serons-nous prêts quand ils deviendront ordinaires ? »



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UNE ASSURANCE,



Mais elle
vous protège
des **fake news.**

CHAQUE JOUR, NOUS PRÉSERVONS VOS IDÉES
ET VOTRE ESPRIT DES MANIPULATIONS.

WWW.LODJ.MA

PROJET DE LOI 36-25 : RÉGULER LA LIVRAISON SANS ÉTOUFFER L'E-COMMERCE MAROCAIN

Il y a des lois qui arrivent pour mettre de l'ordre dans un secteur devenu trop rapide, trop fragmenté, parfois trop improvisé. Le projet de loi 36-25 relatif au secteur postal et à la livraison des colis appartient à cette catégorie. Sur le papier, l'intention peut se défendre : encadrer un marché en pleine mutation, protéger le consommateur, clarifier les responsabilités, distinguer le transport postal de la livraison commerciale, et éviter qu'un écosystème devenu stratégique ne se développe dans une zone grise permanente. Mais en économie, une bonne intention réglementaire peut produire un mauvais résultat si elle ne comprend pas la réalité opérationnelle du marché qu'elle veut organiser.

Colis, monopole et PME : la livraison marocaine à l'heure du choix

Le Maroc a vu émerger, avec l'essor du e-commerce, une nouvelle chaîne de valeur autour de la livraison. Des centaines d'acteurs, parfois petits, parfois très agiles, ont permis de réduire les délais, d'améliorer la couverture territoriale et de faire vivre des milliers de jeunes dans des métiers liés à la logistique urbaine, au dernier kilomètre, à la relation client et à la distribution locale. Cette dynamique n'est pas parfaite. Elle comporte des abus, des fragilités, des zones d'informel et des problèmes de qualité de service. Mais elle a eu un mérite : elle a accompagné une demande réelle, celle d'un commerce digital marocain qui ne pouvait plus attendre les lenteurs des modèles classiques. Le document souligne d'ailleurs que l'explosion des acteurs de livraison, estimés à plus de 300 ou 400 entreprises, a accompagné la croissance du e-commerce, tout en exposant les PME à un risque réglementaire important.

Le point sensible du projet de loi 36-25 tient à son possible effet de concentration. En maintenant un monopole sur les colis légers de moins de 1,2 kg et en imposant des contraintes d'autorisation, de réseau propre ou de conformité difficilement supportables pour les petites structures,



Room

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

le texte pourrait favoriser les grands opérateurs au détriment des PME de livraison. Autrement dit, sous couvert d'organiser le marché, on pourrait réduire la concurrence, affaiblir l'innovation locale et casser une partie de l'économie numérique de terrain. Le risque n'est pas théorique : il touche directement les délais, les prix, la souplesse des services, et donc la confiance du client final.

Livraison au Maroc : réguler sans tuer les petits acteurs

Or, dans le e-commerce, la livraison n'est pas un simple détail logistique. Elle est le cœur de l'expérience client. Un produit commandé en ligne n'existe vraiment, économiquement, que lorsqu'il arrive à temps, en bon état, avec un service fiable et une relation de confiance entre vendeur, livreur et acheteur. Si la loi rigidifie excessivement ce maillon, elle ne pénalisera pas seulement les transporteurs ; elle fragilisera les boutiques en ligne, les jeunes entrepreneurs,

les vendeurs sur réseaux sociaux, les marques locales et les plateformes émergentes. Le document rappelle justement que la rapidité, la fiabilité et la confiance sont devenues centrales dans la fidélisation client, et que des règles mal adaptées pourraient nuire à tout l'écosystème e-commerce.

Cela ne signifie pas qu'il ne faut pas réguler. Au contraire, le secteur a besoin d'un cadre clair. Mais réguler ne veut pas dire uniformiser. Le Maroc doit éviter deux erreurs : laisser le désordre s'installer ou, à l'inverse, construire une réglementation pensée pour les grands acteurs seulement. Il faut un cadre gradué, proportionné, qui distingue les opérateurs nationaux, les PME régionales, les sous-traitants locaux, les livreurs indépendants et les plateformes. Il faut aussi une représentation professionnelle forte, car l'absence d'organisations structurées chez les livreurs et les e-commerçants rend le dialogue avec l'État plus fragile.

Le vrai enjeu est donc d'inventer une régulation intelligente : protéger le consommateur sans tuer l'agilité, sécuriser le marché sans fabriquer un oligopole, professionnaliser les livreurs sans exclure les petits acteurs, renforcer Barid Al-Maghrib sans empêcher l'innovation privée. Le projet de loi 36-25 peut être une chance si le débat est ouvert, technique et réaliste. Il peut devenir un frein s'il transforme un secteur vivant en couloir administratif.



Dans une économie numérique, la livraison n'est plus seulement un service. C'est une infrastructure de confiance. Et une infrastructure de confiance ne se construit pas contre ceux qui la font vivre au quotidien.

EL MOURADIA PRÉPARE-T-IL LE SACRIFICE DU POLISARIO ?

À Alger, le grand théâtre géopolitique continue... El Mouradia cherche la sortie... sans claquer la porte... Depuis cinquante ans, le régime militaire vend à son peuple une épopée révolutionnaire version désertique... drapeaux, slogans, cartes imaginaires et conférences sur « le droit des peuples »... sauf quand il s'agit du peuple algérien lui-même...

Le problème, c'est qu'à force d'allumer des incendies géopolitiques, certains commencent à craindre que les flammes ne remontent jusqu'aux rideaux du palais d'El Mouradia... Depuis plusieurs mois, la pression américaine se fait de plus en plus étouffante... Entre rapports onusiens, repositionnements diplomatiques et signaux venus de Washington, le régime militaire algérien comprend qu'un cycle historique touche à sa fin...

Le vieux logiciel de la guerre froide commence à afficher « erreur système »... Washington commence à sortir le carnet de comptes... Entre deux sourires diplomatiques et quelques contrats énergétiques bien emballés, les Américains semblent avoir glissé un message simple au régime d'El Mouradia... Le feuilleton a assez duré... Il est temps de ranger les décors...

Et c'est précisément dans ce climat qu'il faut relire l'attaque du 5 mai 2026 contre les environs de Smara... Présentée par la propagande habituelle comme une démonstration de force héroïque, cette opération ressemble plutôt, pour de nombreux observateurs, à un piège politique soigneusement préparé... Et soudain, miracle politique... à Alger, certains découvrent que le Polisario pourrait devenir... encombrant... Incroyable révélation après un demi-siècle de perfusion politique, militaire, médiatique et financière...

Car au moment même où certains cercles américains évoquent ouvertement la possibilité de classer le Polisario parmi les organisations terroristes, voilà qu'une attaque surgit opportunément pour alimenter le dossier... Étrange timing... Très étrange même... Comme si certains stratèges à Alger avaient fini par comprendre qu'un Polisario diabolisé à l'international pourrait devenir... un excellent prétexte pour s'en débarrasser proprement... !!



Par : **Mohammed Yassir Mouline**

Le calcul serait redoutablement cynique... transformer un ancien "allié révolutionnaire" en fardeau sécuritaire afin d'obtenir ensuite une sortie honorable sous couverture de « lutte contre l'extrémisme »... Autrement dit... hier, on armait la milice... demain, on expliquera au monde qu'il faut s'en éloigner pour préserver la stabilité régionale... Du grand art bureaucratique... !!

Hier encore, le Polisario était présenté comme la dernière armée romantique du tiers-monde... Aujourd'hui, on prépare doucement l'opinion à comprendre que ces "frères révolutionnaires" seraient peut-être devenus un petit problème de sécurité régionale... Comme quoi, dans certaines casernes, les convictions idéologiques ont la durée de vie d'un baril de pétrole... !!

Le plus savoureux reste cette tentative de rebranding historique... non, l'Algérie n'aurait pas perdu... elle aurait « accompli sa mission »... Ainsi quand on ne peut plus porter un dossier, on prétend l'avoir terminé... On imagine déjà les futurs manuels scolaires... « Grâce à une stratégie visionnaire, l'Algérie a réussi l'exploit historique de soutenir un conflit pendant cinquante ans... avant de découvrir qu'il fallait peut-être l'arrêter. »... !!

Dans cette hypothèse, le régime militaire algérien chercherait moins à sauver le Polisario... qu'à sauver sa propre survie diplomatique avant l'arrivée d'éventuelles sanctions américaines ou d'un isolement international plus brutal... Pendant ce temps, à Tindouf, les habitants des camps assistent probablement à la scène avec la même stupeur qu'un passager regardant le pilote sauter en parachute avant l'atterrissage... !!

Et pendant que les généraux cherchent comment recycler cinquante ans de slogans, le Maroc continue de consolider calmement ses acquis sur le terrain... investissements massifs dans les provinces du Sud, reconnaissance internationale croissante de la souveraineté marocaine, dynamique atlantique africaine, et crédibilité diplomatique renforcée... Ports atlantiques, diplomatie africaine, investissements stratégiques, corridors sahéliens, partenariats internationaux... le Royaume construit pendant que d'autres recyclent encore les discours de la guerre froide...



D'un côté, un État qui transforme le Sahara en locomotive géoéconomique... de l'autre, un régime qui a transformé une vieille obsession idéologique en gouffre budgétaire... L'histoire est parfois cruelle... ceux qui voulaient enfermer le Maroc dans un conflit interminable risquent finalement d'être ensevelis sous les ruines de leur propre fiction... Et l'histoire retiendra cette ironie magistrale... après avoir nourri pendant des décennies une fiction séparatiste contre le Maroc, le régime algérien pourrait finir par sacrifier lui-même cette fiction... pour tenter de sauver ce qu'il reste de son propre système... Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.

NIZAR BARAKA SUR 2M : QUAND LA FRANCHISE POLITIQUE REDEVIENT UTILE

Billet

Dans un climat politique souvent saturé de slogans, d'attaques rapides et de réponses trop calibrées, l'émission politique consacrée à Nizar Baraka a eu au moins un mérite : remettre au centre une forme de franchise politique devenue rare. Non pas une franchise spectaculaire, faite pour créer le buzz, mais une parole qui accepte d'entrer dans les sujets difficiles : pouvoir d'achat, prix de la viande, spéculation, subventions, santé, eau, PME, femmes, ruralité et responsabilité gouvernementale.

Le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal n'a pas évolué dans un terrain confortable. L'émission l'a placé face à des questions sensibles, notamment celles liées à la hausse du coût de la vie et à l'approche de l'Aïd al-Adha. Sur ce terrain, la réponse politique ne peut plus se contenter de dire que les choses s'améliorent. Les citoyens jugent dans le marché, dans le panier, dans le prix du mouton, dans la facture du transport et dans le quotidien familial. Le fait de reconnaître la pression ressentie par les ménages est déjà, en soi, un geste politique nécessaire.

L'un des moments les plus significatifs concerne la question des intermédiaires, de la spéculation et de ce que le débat public appelle désormais la "faraqshiya". Le terme est dur, mais il parle aux Marocains. Il renvoie à ces comportements opportunistes qui prospèrent dans les périodes de crise, lorsque certains cherchent moins à produire de la valeur qu'à capter la détresse du marché. En abordant ce sujet, l'émission a ouvert un angle essentiel : la moralisation de l'économie n'est pas un luxe idéologique, mais une condition de confiance entre l'État, le marché et le citoyen.

La franchise politique, ici, consiste à dire deux vérités en même temps. Oui, le Maroc a besoin d'entrepreneurs, d'importateurs, de commerçants, de PME et d'investisseurs. Mais non, la liberté économique ne peut pas devenir une couverture pour les abus, les marges opaques ou les comportements de rente. C'est précisément dans cette nuance que le discours peut gagner en crédibilité : défendre l'économie productive sans protéger l'économie prédatrice.

L'autre point fort de l'émission est d'avoir relié la crise des prix à un enjeu plus large : la souveraineté alimentaire.



Par **Adnane Benchakroun**

La question du bétail, des importations, des subventions et de la reconstitution du cheptel national ne se limite pas à une conjoncture liée à l'Aïd. Elle révèle une fragilité structurelle. Un pays ne peut pas traiter durablement les tensions alimentaires uniquement par des réponses d'urgence. Il doit produire davantage, mieux organiser ses filières, sécuriser l'eau, protéger les producteurs sérieux et garantir au consommateur un prix juste.

Sur les PME, le discours a également trouvé une tonalité utile. Les petites et moyennes entreprises ne sont pas une catégorie administrative parmi d'autres. Elles sont le tissu vivant de l'économie nationale. Elles emploient, forment, irriguent les territoires et donnent corps à la promesse d'une croissance plus inclusive. L'évocation du quota de 30 % dans les marchés publics en faveur des PME rappelle que la commande publique peut devenir un levier de justice économique, à condition d'être réellement accessible, transparente et régionalement équilibrée.

La même logique vaut pour les femmes. Parler d'autonomisation économique ne suffit plus. Il faut poser les vraies questions : formation, accès au financement, reconnaissance du travail invisible, accompagnement des coopératives, accès aux marchés et protection sociale. La politique devient crédible lorsqu'elle cesse de célébrer les femmes dans les discours tout en les laissant seules face aux contraintes économiques du quotidien.

L'émission a aussi mis en lumière les grands dossiers territoriaux : santé, eau, zones rurales et montagneuses. Là encore, la franchise est bienvenue. Un hôpital ne vaut pas seulement par ses murs, mais par ses médecins, ses infirmiers, ses équipements, ses délais de rendez-vous et la dignité de l'accueil. Une politique de l'eau ne vaut pas seulement par ses grands barrages, mais par sa capacité à garantir l'eau potable, à protéger l'agriculture, à réduire le gaspillage et à préparer le pays au choc climatique.

Reste la question politique de fond : comment un parti de majorité peut-il parler aux citoyens sans apparaître comme juge et partie ? C'est là que la franchise devient décisive. L'Istiqlal ne peut pas uniquement revendiquer les acquis ni se réfugier derrière les contraintes. Il doit assumer sa part de responsabilité, expliquer ce qui a été fait, reconnaître ce qui n'a pas abouti, et dire ce qu'il veut corriger. C'est cette parole adulte que les électeurs attendent probablement le plus à l'approche de 2026.

Dans une période où la défiance envers les partis est forte, la communication politique ne peut plus fonctionner comme une simple machine à convaincre. Elle doit accepter le contradictoire. Elle doit répondre aux colères sans les mépriser. Elle doit nommer les abus sans tomber dans le populisme. Elle doit défendre le bilan sans maquiller les insuffisances. Elle doit parler aux jeunes non comme à une réserve électorale, mais comme à une génération exigeante qui veut participer, contester et décider.

Cette émission n'a pas tout réglé. Elle n'a pas effacé les tensions sociales, ni les critiques adressées au gouvernement, ni les interrogations sur les promesses électorales passées. Mais elle a montré qu'un débat politique peut encore être utile lorsqu'il accepte de sortir des formules creuses.



La franchise politique n'est pas une faiblesse. Elle peut devenir une force, à condition qu'elle soit suivie d'actes, de transparence et de résultats.

Pour le Parti de l'Istiqlal, l'enjeu de septembre 2026 est là : transformer cette parole de responsabilité en contrat politique clair. Un contrat autour du pouvoir d'achat, de la dignité sociale, de la moralisation des marchés, de la souveraineté alimentaire, de l'eau, des territoires et de la jeunesse. Car les Marocains ne demandent pas une politique parfaite. Ils demandent une politique qui leur parle vrai, qui les respecte et qui assume enfin que gouverner, c'est aussi savoir reconnaître les difficultés avant de prétendre les résoudre.

REVENONS À NOS MOUTONS !

Pour la fête du sacrifice, de grâce un mouton bio et cent pour cent marocain

Sacrifice

Après le sacrifice raté ou reporté de l'an dernier, les précipitations abondantes ont ravivé la promesse d'une saison agricole florissante avec un niveau de pluviométrie bénéfique pour le cheptel. Et partant, d'une fête du sacrifice avec énormément de choix pour les consommateurs.

Les marocains sont certes généralement très ouverts aux autres cultures, mais honnêtement avec des moutons venus du Brésil, du tango argentin, d'Espagne ou de Bulgarie, la sauce avait du mal à passer. En effet, si nos concitoyens n'ont rien contre les échanges commerciaux ou le libre-échange, sauf lorsque cela se fait à leur dépens et en leur défaveur.

Et en ce cas d'espèce, cela donne lieu à une consommation à plusieurs vitesses où malheureusement, tout ce qui est bon marché est carrément au rabais alors qu'il n'y a pas forcément de raison. Oui, mais en même temps est-il possible dans la conjoncture actuelle de produire à des coûts socialement soutenables !?

Normalement, avec le soutien financier fourni par le département de l'agriculture on serait tenté de dire oui, sauf que non puisque le véritable problème qui coince demeure celui du pouvoir d'achat des plus défavorisés.

Et jusqu'à preuve du contraire, à défaut d'une croissance durable créatrice d'emplois et profitant au plus grand nombre, ce pouvoir d'achat n'aura de pouvoir que de nom et pour longtemps encore !

Un mouton 100 % marocain

Si la cuisine devait être le dernier bastion d'un patriotisme largement partagé en l'occurrence par les nôtres, rien ne peut mieux faire vibrer un bon Maroc qu'un mouton des Chaouia, Sraghnas, du Moyen Atlas.

Il y a une certaine forme de norme tribale qui veut que la majorité des marocains moyens restent attachés aux produits du crû et du terroir.

Néanmoins, nonobstant le plan Maroc Vert, les stratégies pour développer l'élevage et les réalisations affichées lors du Salon de l'agriculture, il est légitime de se demander ce serait quoi un mouton cent pour cent marocain, avec quelle norme de qualité et quelle certification ?

Une filière locale valorisée !

D'ici à la fête du sacrifice, le débat des consommateurs sera essentiellement centré sur les prix et malheureusement pas sur la qualité des bêtes proposées sur le marché.



Billet

Par **Hafid Fassi fihri**

On n'ira pas jusqu'à réclamer des moutons bio car il ne faut pas exagérer non plus, mais le consommateur est en droit d'exiger une filière locale valorisée, de disposer en permanence de toutes les informations essentielles quant à la qualité génétique des troupeaux, l'alimentation des bêtes et les contrôles effectués par les services vétérinaires du ministère de l'agriculture.

Malheureusement, ce droit n'est pas encore garanti et consacré par la législation, mais le consommateur en a, par ailleurs, franchement marre de se voir entendre que les prix des moutons explosent à cause de la guerre d'Ukraine, du blocage du détroit d'Ormuz, de la bourse de Wall street ou des cours du Brent et du brut !

Après moult incessants sacrifices, le citoyen marocain aspire à une fête paisible avec un mouton à l'image des bénédictions dont Allah a gratifié le Royaume avec des pluies abondantes et le spectre de la sécheresse et la menace de la pénurie d'eau qui se sont éloignés avec leur lot de sacrifices consentis assez lourdement !.

Une fête paisible célébrée comme une paix sociale en sursis, avec comme cerise sur le gâteau l'amour de Dieu qui adoucit les mœurs et raffermi, en principe, les liens de solidarité et de fraternité.

Alors, dans le tourbillon des tourments de cette époque agitée, revenons à nos moutons !

By Lodj

LODJ24

**LA
WEB TV**

**100% digitale
100% Made in Morocco**



WWW.LODJ.MA

UN NÉOCONSERVATEUR PARLE DE DÉFAITE DES ETATS-UNIS FACE À L'IRAN

« Echech et mat en Iran », tel est le titre d'un éditorial publié le 10 mai par le magazine américain « The Atlantic » et signé par Robert Kagan, un néoconservateur pur jus qui appelait, auparavant, ouvertement à la guerre contre l'Iran.

Il est difficile de trouver, à Washington, plus belliqueux que Robert « Bob » Kagan. Politologue et éditorialiste, cofondateur du « Project for the New American Century », un think-tank promouvant l'impérialisme américain au 21ème siècle, il est connu pour avoir appelé à la guerre contre l'Irak de Saddam Hussein, et ce avant même le 11 septembre 2001.

Marié à la tristement célèbre Victoria Nuland (F*** the EU), sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques sous l'administration Biden et maîtresse d'œuvre de la révolution du Maïdan à Kiev, Robert Kagan défend également le soutien à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie.

Tout ceci pour dire qu'il est difficile d'accuser de pacifisme ou de sympathie envers le régime des Mollahs celui qui vient d'annoncer crûment sur les colonnes du magazine The Atlantic que « la défaite dans la confrontation actuelle avec l'Iran (...) ne peut être ni évitée ni ignorée » !

Un blocus infructueux

Il va sans dire que les fanfaronnades du président américain, Donald Trump, concernant les dirigeants iraniens qui seraient prêts à accepter les conditions de Washington pour parvenir à un accord mettant un terme à la guerre ne valent que pour ceux qui veulent bien y croire.

Les rapports de la CIA sont clairs : l'Iran a préservé plus des deux tiers de ses capacités militaires et dispose de suffisamment de stocks de missiles et de drones pour soutenir jusqu'à quatre autres mois de conflit.

Le blocus américain des ports iraniens ne peut empêcher ni la circulation des trains sur la voie ferroviaire reliant l'Iran à la Chine, via le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, inaugurée il y a un an, ni celle des navires en Mer caspienne, permettant le trafic avec la Russie.



Par **Ahmed Najj**

Les effets néfastes du blocus américain, doublé des sanctions, sur l'économie iranienne sont indéniables. Sauf que le régime de Téhéran a fait preuve d'une résilience totalement inattendue pour les stratèges de Tel-Aviv et Washington.

L'attaque conjointe américano-israélienne du 28 février contre l'Iran a, non seulement, échoué à ébranler le régime des Mollahs, mais elle a aussi, paradoxalement, éveillé le sentiment nationaliste des Iraniens, même parmi les opposants.

Une influence en déclin

A l'exception des Emirats arabes unis, particulièrement vindicatifs envers l'Iran,

les autres pays du Conseil de coopération du Golf voient d'un mauvais œil une reprise des hostilités, après le cessez-le-feu conclu le 8 avril.

L'échec de l'opération « projet liberté », consistant à forcer le passage du détroit d'Ormuz bloqué par l'Iran, annoncée tambour battant le 3 mai par Donald Trump et abandonnée deux jours après, est essentiellement dû au refus de l'Arabie saoudite d'ouvrir son espace aérien aux bombardiers américains pour des frappes contre l'Iran.

Pas question pour le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohamed Ben Salman, de voir les installations pétrolières et les usines de dessalement de l'eau de mer de son pays détruites par des missiles et drones iraniens parce que Donald Trump a perdu la raison dans sa quête éperdue de mettre le régime de Téhéran à genoux.



Les Koweïtiens et les Qataristes, qui ne portent pas non plus le régime des Mollahs dans leurs cœurs, n'en pensent pas moins. Autant dire que l'influence des Etats-Unis au Moyen Orient a entamé un irréversible processus de régression, comme l'a bien compris Robert Kagan.

Parole d'initié

« Le détroit d'Ormuz ne sera plus « ouvert », comme il l'était autrefois », a-t-il écrit. « Avec le contrôle du détroit, l'Iran émerge comme l'acteur clé de la région et l'un des acteurs clés du monde. Les rôles de la Chine et de la Russie, en tant qu'alliés de l'Iran, sont renforcés ; le rôle des États-Unis, considérablement diminué. (...) Le conflit a révélé une Amérique peu fiable et incapable de terminer ce qu'elle a commencé. Cela va déclencher une réaction en chaîne dans le monde entier alors que les amis et les ennemis s'adaptent à l'échec de l'Amérique ».

Maintenant, c'est le directeur de l'autorité de l'aviation civile israélienne, Shmuel Zakaï, qui demande de dégager la centaine d'avions militaires américains stationnés à l'aéroport de Ben Gourion, leur présence étant mauvaise pour la bonne marche des affaires !

Echec et mat est une expression du jeu d'échec-inventé par les Indiens et développé par les Perses- qui vient de l'arabe : « Al Cheikh mat » (le Cheikh est mort) !

BENKIRANE RALLUME LES FRONTS : LE PJD ENTRE PRÉ-CAMPAGNE, REVANCHE ET CASTING ATYPIQUE

Billet

À cinq mois des législatives prévues le 23 septembre 2026, Abdelilah Benkirane semble avoir déjà installé le PJD en mode pré-campagne. Le secrétariat général du parti a validé, le 18 avril 2026, une première vague de 40 candidats, mêlant anciens poids lourds et profils plus inattendus.

La stratégie est lisible : reprendre l'initiative après l'effondrement électoral de 2021. Benkirane ne veut pas seulement critiquer le gouvernement Akhannouch. Il veut reconstruire un récit de combat. Face au RNI, il attaque le bilan social, le pouvoir d'achat, l'emploi et les tensions économiques.

Mais l'offensive dépasse Akhannouch. Benkirane a aussi adressé une mise en garde à Fouad Ali El Himma, dans un contexte de rumeurs autour d'un possible retour plus actif dans le jeu politique du PAM. Cette sortie réactive l'ancien duel PJD-PAM, très fort dans les années 2010.

Autre cible : Mohamed Mehdi Bensaid, ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication. Benkirane l'avait déjà attaqué durement, notamment sur des dossiers liés aux jeunesses partisans et à la gestion politique de son département.

Le front religieux et moral n'est pas absent non plus. L'échange tendu avec الشيخ محمد الفيزازي montre que Benkirane refuse de laisser d'autres voix conservatrices décréter la mort politique du PJD. Là encore, l'enjeu est symbolique : qui parle encore au nom de l'électorat conservateur ?

Le plus intéressant reste peut-être le casting. Le PJD ne ressort pas uniquement ses anciens cadres. Il mise aussi sur des profils atypiques. La candidature de l'actrice et animatrice Fatima Ouchay sous la bannière du PJD a été largement relayée ces derniers jours.



Par Adnane Benchakroun

Ce choix n'est pas anodin. Une comédienne candidate pour un parti islamiste modéré, c'est un signal. Benkirane veut montrer que le PJD n'est pas fermé sur son ancien appareil militant. Il tente d'élargir son image, d'attirer des personnalités populaires, visibles, capables de parler à d'autres publics.

Mais ce pari comporte un risque. En multipliant les fronts — Akhannouch, El Himma, Bensaid, Fizazi — Benkirane peut remobiliser sa base. Il peut aussi donner l'image d'un parti enfermé dans la revanche, plus préoccupé par ses adversaires que par son programme.

La vraie question est donc simple : le PJD prépare-t-il son retour, ou seulement sa revanche ? Pour redevenir central, Benkirane devra faire plus que choisir des ennemis et des candidats médiatiques. Il devra convaincre que le PJD a encore une offre politique crédible pour le Maroc de 2026.

QUAND LE DEUIL DES FEMMES DEVIENT UN TERRAIN DE JUGEMENT

À peine les funérailles du chanteur Abdelwahad Doukkali terminées, un autre spectacle a envahi les réseaux sociaux: celui des commentaires visant l'épouse et la fille de l'artiste. Non pas pour leurs paroles, ni pour leur douleur, mais pour quelques centimètres de mollets visibles à l'entrée de la mosquée. Comme si, même face à la mort, certains ressentaient encore le besoin de surveiller les corps féminins, de contrôler les émotions et de décider de la "bonne" manière de souffrir.

Cette vague de réactions révèle une réalité plus profonde: le deuil féminin reste constamment soumis au regard social. Certaines personnes trouvent refuge dans la prière, dans les rites religieux et dans les traditions. D'autres vivent leur douleur dans le silence, le choc, le déni ou même dans une apparente retenue. Mais depuis quand la tristesse doit-elle suivre un modèle unique, religieux ou social?

L'histoire humaine montre pourtant qu'il n'existe pas une seule manière d'accompagner ses morts. La souffrance ne parle pas une langue universelle. Elle se manifeste différemment selon les individus, les cultures, les croyances et les blessures personnelles. Vouloir imposer à une femme une façon "correcte" de vivre son deuil relève moins de la spiritualité que d'une volonté persistante de domination morale.

Le plus inquiétant dans cette affaire reste peut-être la facilité avec laquelle certains déplacent le débat. Au lieu de laisser une famille traverser un moment de perte, l'attention se concentre sur l'apparence des femmes présentes. Comme si la douleur devait d'abord passer un contrôle social avant d'être reconnue comme légitime.

Respecter la foi et les convictions religieuses de chacun est essentiel. Pour beaucoup, la religion représente un apaisement sincère et une manière de donner du sens à la perte. Mais une conviction perd sa noblesse lorsqu'elle devient un outil de jugement imposé aux autres. La spiritualité cesse alors d'être un chemin intérieur pour devenir une police des comportements.



Par **Salma Labtar**

À travers ces réactions, une question demeure: pourquoi certaines personnes supportent-elles si difficilement que les femmes vivent, ressentent ou souffrent autrement? Derrière les discours moralisateurs se cache souvent une incapacité à accepter la différence, même dans les moments les plus humains et les plus fragiles: ceux du deuil.

PARTIS POLITIQUES : FAUT-IL VRAIMENT LEUR REPROCHER DE VOULOIR DES SIÈGES ?

Un parti qui ne cherche pas à conquérir des sièges n'est plus vraiment un parti. C'est un club d'opinion, une association de commentaires, ou une élégante amicale de protestation.

Au Maroc, à l'approche des élections législatives de septembre 2026, un vieux procès revient déjà dans les conversations politiques, les plateaux, les cafés, les réseaux sociaux et les salons où l'on refait la démocratie avec plus de soupçons que de données : les partis veulent des sièges. Beaucoup de sièges. Le maximum de sièges. Comme si cela constituait, en soi, une faute morale, une dérive suspecte, presque une trahison de l'idéal démocratique.

Il faut pourtant commencer par une évidence que le débat public oublie parfois volontairement : un parti politique participe aux élections pour gagner. Pas pour faire de la figuration. Pas pour décorer les bulletins de vote. Pas pour finir huitième avec trois députés, sans groupe parlementaire, sans capacité d'initiative, sans poids dans les commissions, sans influence dans les coalitions, sans accès réel à la décision publique. Un parti qui ne cherche pas à conquérir des sièges n'est plus vraiment un parti. C'est un club d'opinion, une association de commentaires, ou une élégante amicale de protestation.

Le Maroc compte plus de trente partis politiques reconnus. Mais au fil des scrutins, la réalité électorale se resserre. Beaucoup existent légalement, certains apparaissent médiatiquement, quelques-uns mobilisent localement, mais seuls un nombre limité de partis parviennent régulièrement à élire des députés en nombre significatif. Et, parmi eux, un cercle encore plus réduit arrive à peser réellement dans la formation des majorités, dans les équilibres parlementaires et dans la mécanique gouvernementale.

Ce n'est pas une anomalie marocaine. Dans toutes les démocraties, il existe des partis de gouvernement et des partis de témoignage. Des partis de pouvoir et des partis d'influence. Des partis d'ancrage territorial et des partis de niche idéologique. Des formations capables de gouverner, d'autres capables de dénoncer, parfois brillamment, mais sans jamais transformer cette dénonciation en majorité. C'est la loi dure de la compétition électorale : l'existence politique ne vaut pas toujours puissance électorale.

Billet



Par **Adnane Benchakroun**

Alors pourquoi ce procès permanent contre les partis qui veulent des sièges ? Parce que, soyons honnêtes, certains partis de gouvernement ont aussi donné matière à critique. Ils sont exposés, ils gouvernent, ils nomment, ils négocient, ils promettent, ils renoncent, ils déçoivent. Leur présence ou leur proximité avec le gouvernement les rend vulnérables à toutes les accusations : opportunisme, clientélisme, notabilisation, transhumance, calculs d'appareil, absence d'idéologie, faible renouvellement des élites, alliances contradictoires, programmes recyclés à chaque scrutin. Le tribunal médiatique n'invente pas tout. Il amplifie, parfois il simplifie à outrance, mais il part rarement de rien.

Il faut le dire clairement : oui, la course aux sièges peut devenir malsaine. Lorsqu'un parti cesse de produire des idées pour ne produire que des élus, il perd quelque chose de son âme politique. Lorsque l'investiture devient une opération de rendement électoral, lorsque le candidat est choisi pour son portefeuille relationnel plus que pour sa compétence, lorsque le militant de terrain est humilié par l'arrivée tardive du notable rentable, lorsque les alliances locales contredisent les discours nationaux, alors la critique n'est pas seulement légitime : elle devient nécessaire.

Mais, le siège parlementaire peut être noble lorsqu'il est la traduction d'un projet. Il devient inquiétant lorsqu'il n'est plus qu'un jeton dans une négociation. Un siège pour défendre une vision, c'est la démocratie.

Un siège pour garantir une immunité symbolique, une carrière, un réseau, une présence dans les circuits d'influence, c'est déjà autre chose. Et l'électeur marocain, souvent accusé de désintérêt, comprend très bien cette différence. Il n'a pas toujours les mots techniques de la science politique, mais il a l'intuition de la manœuvre.

Le citoyen voit quand un parti vient à lui avec un programme. Il voit aussi quand il vient avec une calculatrice. Il entend les discours sur la jeunesse, les femmes, les classes moyennes, le monde rural, la justice territoriale, mais il observe les listes, les investitures, les alliances, les visages reconduits, les silences gênés. Le problème n'est donc pas que les partis veulent des sièges. Le problème est que certains donnent parfois l'impression de ne vouloir que cela, et de ne se souvenir du projet qu'au moment d'imprimer les affiches.

Il faut aussi remettre un peu de rationalité dans ce débat. Que reproche-t-on exactement à un parti qui veut gagner ? Dans une élection, les sièges ne sont pas un caprice. Ils sont l'instrument même de l'action politique.

Sans sièges, pas de groupe parlementaire solide. Sans groupe, pas de poids dans la conférence des présidents, pas de force en commission, pas de capacité réelle à déposer, défendre, amender, contrôler.

Sans sièges, un parti peut parler, publier des communiqués, organiser des conférences, dénoncer avec panache. Mais il ne gouverne pas.

Personne ne va aux élections pour perdre avec dignité. Ou alors il faut le dire franchement aux électeurs : "Votez pour nous, nous ne pèserons pas, mais nous serons moralement satisfaits."

C'est une posture respectable dans certains cas, mais ce n'est pas une stratégie de gouvernement. Une démocratie n'a pas seulement besoin de consciences critiques. Elle a aussi besoin de forces capables de transformer une demande sociale en loi, un programme en budget, une promesse en politique publique, une colère en réforme.

Il y a donc quelque chose de bazaröide, pour reprendre un mot volontairement cru, dans cette accusation selon laquelle les partis seraient suspects parce qu'ils cherchent le maximum de sièges. Une équipe de football ne s'excuse pas de vouloir marquer des buts. Une entreprise ne s'excuse pas de vouloir des clients. Un syndicat ne s'excuse pas de vouloir des adhérents. Pourquoi un parti devrait-il s'excuser de vouloir des élus ?

La vraie question est ailleurs. Elle est plus sévère, plus utile, plus démocratique : Que compte-t-il faire de ses sièges ? Les veut-il pour servir ou pour se servir ?

Pour gouverner ou pour occuper ?

Pour réformer ou pour distribuer ?

Pour représenter des territoires ou pour verrouiller des fiefs ?

Pour porter une ligne ou pour additionner des ambitions individuelles ?

C'est ici que le débat marocain doit monter d'un cran. Il ne suffit plus de dénoncer "les partis" comme un bloc indistinct. C'est confortable, mais peu éclairant. Il faut distinguer les logiques.

Il y a des partis qui cherchent à construire un appareil national, avec des relais locaux, des cadres, des programmes, des élus, une continuité.

Il y a des partis qui vivent surtout par conjoncture, par personnalité dominante, par rente d'image ou par réseau électoral.

Il y a des partis qui veulent gouverner parce qu'ils pensent avoir une vision.

Et il y a des partis qui veulent participer parce qu'ils savent que la proximité du pouvoir vaut parfois plus qu'une doctrine.

À la veille des législatives de septembre 2026, cette distinction deviendra décisive. Le pays ne manque pas de sujets lourds : emploi des jeunes, pouvoir d'achat, santé, éducation, stress hydrique, inégalités territoriales, réforme de l'investissement, transition numérique, confiance dans les institutions, efficacité de la décentralisation, place des classes moyennes, avenir du monde rural. Dans un tel contexte, les sièges ne peuvent pas être traités comme de simples trophées électoraux. Ils seront des mandats de réponse, ou ils seront des preuves d'impuissance.



Le citoyen a parfaitement le droit d'être méfiant. Il a même le devoir de l'être. Mais la méfiance ne doit pas devenir une paresse intellectuelle. Dire "ils veulent tous des sièges" ne suffit pas. Bien sûr qu'ils veulent tous des sièges. La phrase ne révèle rien. Elle ne critique rien. Elle ne classe rien. Elle ne permet pas de juger. Le vrai tri démocratique commence après : quels sièges, obtenus comment, avec quels candidats, sous quel programme, pour quelle action, avec quelle reddition des comptes ?

C'est aussi aux médias de faire leur part. Le tribunal médiatique, lorsqu'il fonctionne à la rumeur, au raccourci et au soupçon automatique, produit plus de cynisme que de clarté. Mais lorsqu'il examine les investitures, les bilans, les votes parlementaires, les absences, les contradictions, les alliances locales, les promesses oubliées et les trajectoires des élus, il devient un outil démocratique indispensable. La critique politique ne doit pas consister à condamner l'ambition. Elle doit juger l'usage de cette ambition.

À force de dénoncer les partis qui veulent gagner, on risque de valoriser une fausse pureté politique : celle des formations qui ne risquent rien parce qu'elles ne gouvernent jamais. Or, l'opposition permanente peut être confortable. Elle permet de parler sans arbitrer, de promettre sans budgétiser, de condamner sans administrer, de rêver sans négocier. Gouverner, au contraire, oblige à choisir, donc à déplaire. C'est pourquoi les partis de gouvernement portent toujours plus de cicatrices. Certaines sont méritées. D'autres sont simplement le prix du réel.

Mais attention : cet argument ne doit pas devenir une immunité. Le "réalisme" ne peut pas tout justifier. On ne peut pas appeler maturité politique ce qui n'est parfois qu'un arrangement. On ne peut pas appeler compromis ce qui ressemble à une dilution. On ne peut pas appeler stratégie ce qui n'est qu'une obsession du placement.

Les partis de gouvernement ont le droit de vouloir des sièges ; ils ont même le devoir d'en vouloir s'ils prétendent gouverner. Mais ils ont aussi l'obligation morale et politique de dire clairement pourquoi.

Au fond, le débat doit être déplacé. Le siège n'est ni honteux ni sacré. Il est un moyen. Tout dépend de ce qu'il permet. S'il permet de contrôler l'action publique, de faire avancer des lois, d'améliorer la représentation des territoires, de défendre les citoyens, de produire de la responsabilité, alors il est légitime. S'il permet seulement d'installer des carrières, de négocier des avantages, de récompenser des fidélités et de préserver des équilibres d'appareil, alors il devient l'un des symptômes de la crise de confiance.

Les élections de septembre 2026 ne se joueront pas seulement sur le nombre de partis en lice, ni même sur le nombre de sièges remportés par chacun. Elles se joueront sur une question plus simple et plus brutale : les Marocains auront-ils le sentiment que ces sièges servent encore à quelque chose ? Pas seulement aux partis. Pas seulement aux élus. Pas seulement aux majorités. Mais au pays réel, celui qui travaille, doute, paie, attend, compare et juge.

Oui, les partis veulent des sièges. Oui, ils en veulent le maximum. Et franchement, le contraire serait inquiétant. Un parti qui ne veut pas peser n'a rien à faire dans une élection nationale. Mais le citoyen, lui, a le droit de poser la seule question qui vaille : une fois assis sur ces sièges, serez-vous debout pour défendre quelque chose ?

Le vrai scandale n'est pas qu'un parti veuille gagner. Le vrai scandale serait qu'après avoir gagné, il ne sache plus pourquoi.



By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

TRUMP EN CHINE, GUERRE USA-ISRAËL : LE MONDE ENTRE DANS LA DIPLOMATIE SOUS PRESSION

Last minute

La visite de Donald Trump en Chine n'est pas un simple déplacement diplomatique. C'est une scène de théâtre mondial où se croisent commerce, Taïwan, Iran, énergie, intelligence artificielle et rapports de force militaires. À Pékin, Xi Jinping a reçu le président américain dans un cadre hautement symbolique, tout en rappelant que Taïwan reste la ligne rouge absolue de la relation sino-américaine. Reuters indique que les discussions ont porté sur le commerce, l'Iran et Taïwan, sans véritable percée majeure malgré une mise en scène de détente.



par La Rédaction

Derrière les sourires, la tension demeure. Pékin veut apparaître comme une puissance stable, patiente, incontournable. Washington, de son côté, cherche à obtenir des gains économiques rapides, à sécuriser les chaînes d'approvisionnement et à pousser la Chine à peser sur l'Iran. Mais la Chine n'a aucun intérêt à offrir gratuitement à Trump une sortie de crise au Moyen-Orient. Elle observe, calcule, avance ses pions.

Le second front est encore plus inflammable : la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Depuis plusieurs semaines, Washington affirme vouloir une issue négociée, tandis qu'Israël continue de défendre une ligne dure contre le programme nucléaire, les capacités balistiques et les relais régionaux de Téhéran. Reuters rapportait récemment que Trump considère que l'arrêt de la guerre devra être décidé conjointement avec Benjamin Netanyahu, signe d'une alliance étroite mais aussi d'une dépendance politique lourde.

Le paradoxe est là : Trump cherche en Chine une aide indirecte pour sortir d'un conflit que l'alliance américano-israélienne a contribué à intensifier. Pékin peut donc se présenter comme arbitre prudent, pendant que Washington apparaît coincé entre ses engagements militaires, ses intérêts énergétiques et son besoin de résultat diplomatique.

Pour le Maroc et le monde arabe, cette séquence mérite attention. Elle montre que l'ordre mondial ne se résume plus à un duel USA-Chine. Il se joue désormais dans des crises imbriquées : Taïwan, Iran, détroit d'Ormuz, IA, énergie, alliances du Golfe. Le monde n'est pas seulement plus instable. Il devient surtout plus transactionnel : chaque crise devient une monnaie d'échange.



GUERRE IRAN-USA-ISRAËL : L'ALLIANCE SOUS PRESSION, LE MOYEN-ORIENT AU BORD D'UN NOUVEL ÉQUILIBRE

Last minute

Le conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran est entré dans une phase paradoxale. Militairement, Washington et Tel-Aviv affirment avoir considérablement affaibli les capacités iraniennes. La séquence analysée autour de la visite de Donald Trump en Chine illustre parfaitement ce basculement :



par La Rédaction

dans une rencontre diplomatique de haut niveau, la cybersécurité n'est plus un détail logistique, mais une condition stratégique de souveraineté. Appareils "propres", communications limitées, zones sécurisées, contrôle des équipements : chaque geste traduit une réalité nouvelle où le numérique est devenu un champ de bataille silencieux.

Donald Trump continue d'afficher une ligne dure. Lors de son déplacement à Pékin, il a affirmé avec Xi Jinping que l'Iran ne devait « jamais obtenir l'arme nucléaire » et que le détroit d'Ormuz devait rester ouvert au commerce mondial. Mais derrière cette fermeté, plusieurs signes montrent que Washington cherche désormais une sortie de crise acceptable avant que le conflit ne se transforme en piège politique et économique.

Car l'Iran n'a pas cédé comme prévu. Malgré les bombardements, les sanctions et les pressions diplomatiques, Téhéran conserve des capacités de nuisance importantes, notamment via ses missiles, ses réseaux régionaux et sa capacité à perturber les flux énergétiques mondiaux. Le blocage partiel d'Ormuz a rappelé à quel point le pétrole reste une arme géopolitique majeure.

Dans ce contexte, les relations entre Donald Trump et Benjamin Netanyahu commencent à montrer des fissures. Plusieurs médias américains et britanniques évoquent des tensions croissantes entre les deux dirigeants. Trump reprocherait à Netanyahu d'avoir sous-estimé la résilience iranienne et d'avoir poussé Washington dans une guerre plus longue et plus coûteuse que prévu. Israël, de son côté, refuse toute solution qui laisserait à l'Iran des capacités nucléaires ou balistiques significatives.

Le conflit déborde désormais largement le cadre iranien. Le Liban reste sous pression, Hezbollah maintient une capacité de guérilla, et plusieurs pays du Golfe avancent discrètement leurs propres intérêts stratégiques. Les révélations autour d'une visite secrète supposée de Netanyahu aux Émirats arabes unis montrent l'existence d'alliances régionales de plus en plus complexes, parfois assumées en privé mais difficiles à afficher publiquement.

Cette guerre marque peut-être surtout la fin d'une illusion : celle d'un Moyen-Orient encore totalement contrôlé par Washington. Désormais, chaque acteur — Chine, Iran, Turquie, Golfe, Israël, Russie — tente de transformer le chaos régional en avantage stratégique. Le monde n'est plus bipolaire. Il devient fragmenté, nerveux et profondément transactionnel.

TRUMP EN CHINE : LA GUERRE INVISIBLE DES DONNÉES A DÉJÀ COMMENCÉ..

La scène internationale ne se joue plus seulement dans les palais présidentiels, les chancelleries ou les salles de négociation. Elle se joue désormais aussi dans les téléphones, les ordinateurs, les réseaux, les satellites, les messageries chiffrées et les flux de données.



Politiquement, pourtant, la situation semble de plus en plus difficile à contrôler. Depuis les frappes conjointes lancées fin février contre des sites nucléaires et militaires iraniens, la région vit au rythme d'un cessez-le-feu fragile, de tensions maritimes dans le détroit d'Ormuz et de négociations indirectes menées notamment via le Pakistan.

par **La Rédaction**

Donald Trump continue d'afficher une ligne dure. Lors de son déplacement à Pékin, il a affirmé avec Xi Jinping que l'Iran ne devait « jamais obtenir l'arme nucléaire » et que le détroit d'Ormuz devait rester ouvert au commerce mondial. Mais derrière cette fermeté, plusieurs signes montrent que Washington cherche désormais une sortie de crise acceptable avant que le conflit ne se transforme en piège politique et économique.

Car l'Iran n'a pas cédé comme prévu. Malgré les bombardements, les sanctions et les pressions diplomatiques, Téhéran conserve des capacités de nuisance importantes, notamment via ses missiles, ses réseaux régionaux et sa capacité à perturber les flux énergétiques mondiaux. Le blocage partiel d'Ormuz a rappelé à quel point le pétrole reste une arme géopolitique majeure.

Dans ce contexte, les relations entre Donald Trump et Benjamin Netanyahu commencent à montrer des fissures. Plusieurs médias américains et britanniques évoquent des tensions croissantes entre les deux dirigeants. Trump reprocherait à Netanyahu d'avoir sous-estimé la résilience iranienne et d'avoir poussé Washington dans une guerre plus longue et plus coûteuse que prévu. Israël, de son côté, refuse toute solution qui laisserait à l'Iran des capacités nucléaires ou balistiques significatives.

Le conflit déborde désormais largement le cadre iranien. Le Liban reste sous pression, Hezbollah maintient une capacité de guérilla, et plusieurs pays du Golfe avancent discrètement leurs propres intérêts stratégiques. Les révélations autour d'une visite secrète supposée de Netanyahu aux Émirats arabes unis montrent l'existence d'alliances régionales de plus en plus complexes, parfois assumées en privé mais difficiles à afficher publiquement.

Cette guerre marque peut-être surtout la fin d'une illusion : celle d'un Moyen-Orient encore totalement contrôlé par Washington. Désormais, chaque acteur — Chine, Iran, Turquie, Golfe, Israël, Russie — tente de transformer le chaos régional en avantage stratégique. Le monde n'est plus bipolaire. Il devient fragmenté, nerveux et profondément transactionnel.

By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN GPS,

mais elle vous sort
du brouillard.

LODJ

• **Quand l'actualité
devient confuse,**
il faut plus qu'une direction : il faut une lecture.

WWW.LODJ.MA

TRUMP EN CHINE, IRAN, ISRAËL, LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE ENTRE DANS L'ÂGE DES CRISES IMBRIQUÉES..

Il y a des séquences internationales qui ressemblent moins à une série d'événements séparés qu'à une carte nerveuse du désordre mondial. La visite de Donald Trump en Chine, les médiations autour du dossier iranien, les fragilités politiques en Irak, les recompositions palestiniennes,

la crise israélienne et les secousses internes au Royaume-Uni racontent au fond une même histoire : celle d'un monde où la puissance ne se mesure plus seulement aux armées, mais à la capacité de tenir ensemble diplomatie, sécurité, technologie, opinion publique et stabilité interne.

par **Mohamed Ait Bellahcen**



Cyber-guerre, médiations et chaos politique : le nouveau visage du désordre mondial

La visite de Donald Trump à Pékin a illustré cette nouvelle grammaire du rapport de force. Derrière les formules protocolaires et les gestes diplomatiques, l'atmosphère semblait froide, calculée, presque clinique. La Chine n'a pas cherché l'effusion. Elle a envoyé un message clair : les relations sino-américaines ne relèvent plus de la cordialité personnelle entre dirigeants, mais d'une rivalité stratégique structurée. Le protocole est devenu langage politique. Le sourire, quand il manque, devient lui-même un signal.

Mais le plus significatif n'était peut-être pas dans les salons officiels. Il était dans les mesures de cybersécurité entourant la délégation américaine. Appareils nettoyés, communications verrouillées, précautions anti-espionnage : cette visite a donné à voir une forme de guerre froide numérique. Dans le face-à-face entre Washington et Pékin,

les données sont devenues des matières premières stratégiques, les téléphones des vulnérabilités potentielles, les réseaux des terrains d'affrontement silencieux. L'espionnage n'a pas disparu ; il s'est miniaturisé, dématérialisé, accéléré.

Cette logique numérique ne reste pas confinée à la rivalité sino-américaine. Elle innerve aussi les crises du Moyen-Orient, notamment autour de l'Iran. La médiation impliquant le Pakistan, avec l'appui prudent de la Chine, montre que les puissances moyennes cherchent à exister dans les interstices laissés par les grands blocs. Islamabad peut parler à plusieurs camps, faciliter des canaux, offrir des passerelles. Mais il ne peut pas tout garantir. La Chine, elle, avance avec prudence : suffisamment engagée pour peser, suffisamment distante pour ne pas assumer seule le coût d'un échec.

Le dossier iranien demeure l'un des nœuds les plus sensibles de l'ordre régional. Autour de lui se croisent la question nucléaire, la sécurité énergétique, le détroit d'Ormuz, les sanctions, les équilibres militaires et les rivalités d'influence. La médiation ne se joue donc pas seulement sur un accord diplomatique. Elle se joue sur la capacité à contenir un engrenage. Dans cette région, une crise mal gérée peut rapidement passer du registre diplomatique au registre militaire, économique, maritime ou cybernétique.

L'Irak, lui, rappelle que la géopolitique ne flotte jamais au-dessus des réalités intérieures. Le vote de confiance accordé au gouvernement d'Ali Al-Zaidi, avec plusieurs ministères encore en suspens, dit beaucoup de la fragilité institutionnelle d'un pays toujours travaillé par les équilibres communautaires, les influences extérieures, le contrôle des armes, la corruption et les attentes sociales. L'Irak ne manque pas seulement de gouvernements ; il manque parfois de capacité à transformer l'autorité politique en services publics tangibles.

La question palestinienne, à travers le huitième congrès du Fatah, ouvre un autre front : celui de la légitimité interne. Le mouvement palestinien fait face à une équation presque impossible : se réformer sans se fracturer davantage, préserver son rôle historique sans s'enfermer dans les réflexes du passé, parler à Gaza et à la Cisjordanie, répondre aux pressions internationales tout en gardant une crédibilité populaire. Le vrai défi du Fatah n'est pas seulement organisationnel ; il est stratégique. Quelle ligne politique peut encore produire de l'efficacité face à l'occupation, aux divisions internes et à l'épuisement des anciennes formules ?

Israël, de son côté, traverse une instabilité politique qui n'est plus accidentelle mais structurelle. La possible dissolution de la Knesset et l'hypothèse d'élections anticipées révèlent une scène fragmentée, où Benjamin Netanyahu continue de manœuvrer entre calcul électoral, pression des partis religieux, recombinaison des blocs et rapport aux partis arabes israéliens. Dans un tel contexte, chaque crise régionale peut être convertie en ressource politique interne. La confrontation avec l'Iran, réelle ou anticipée, peut devenir un instrument de mobilisation, de diversion ou de consolidation.

Même le Royaume-Uni, plus éloigné géographiquement de ces théâtres, apparaît dans cette séquence comme un symptôme occidental : fatigue sociale, crise du leadership, demande de renouvellement politique. La démission d'un ministre britannique appelant à repenser la direction travailliste rappelle que les démocraties matures ne sont pas immunisées contre l'usure des partis, la perte de vision et la défiance citoyenne.



Ce qui relie toutes ces scènes, c'est la fin de la séparation confortable entre politique intérieure et politique extérieure. Pékin parle à Washington, mais pense à sa souveraineté technologique. Israël calcule ses coalitions, mais regarde l'Iran. Le Fatah débat de son avenir, mais sous contrainte régionale et internationale. L'Irak forme un gouvernement, mais sous le poids d'armes, de puissances et d'attentes sociales. Le Royaume-Uni débat de leadership, mais dans un monde où le prestige occidental n'est plus automatique.

Nous sommes entrés dans l'âge des crises imbriquées. Le numérique touche la diplomatie. La sécurité influence l'économie. Les fractures internes affaiblissent les positions extérieures. Les médiations régionales deviennent des exercices d'équilibrisme. Et les États ne sont plus jugés seulement sur leur puissance brute, mais sur leur capacité à absorber les chocs sans perdre leur cohérence.

La grande leçon est là : le monde n'est pas seulement plus conflictuel. Il est plus interdépendant, donc plus vulnérable. Dans ce nouvel ordre, les vainqueurs ne seront pas forcément les plus bruyants. Ce seront ceux qui sauront sécuriser leurs données, stabiliser leurs institutions, lire les rapports de force et éviter que chaque crise ne devienne l'étincelle d'une crise plus vaste.

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS



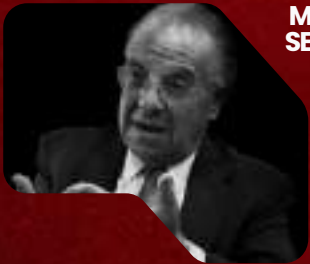
Adnan
Debbarh



Aziz
Boucetta



Aziz
Daouda



Mustapha
SEHIMI



بدر
بن علاش



Saïd
Tamsamani



Bargach
Larbi



Mohammed
Yassir Mouline



Az-Eddine
Bennani



Naim
Kamal



Abdelilah
Kadili



Reda
Seddiki

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

DEBATS

By Lodj



Abdallah
Bensmain



Najib
Mikou



Amine
Sami



Adil
Ben
Hamza



Idris
Quraish



يونس
عميم



Anissa
Mekouar
Senhadji



Salma
Labtar



Ahmed
naji

Abdelghani
El Arrasse



Adnane
Benchakroun



Mohamed
ait bellahcen

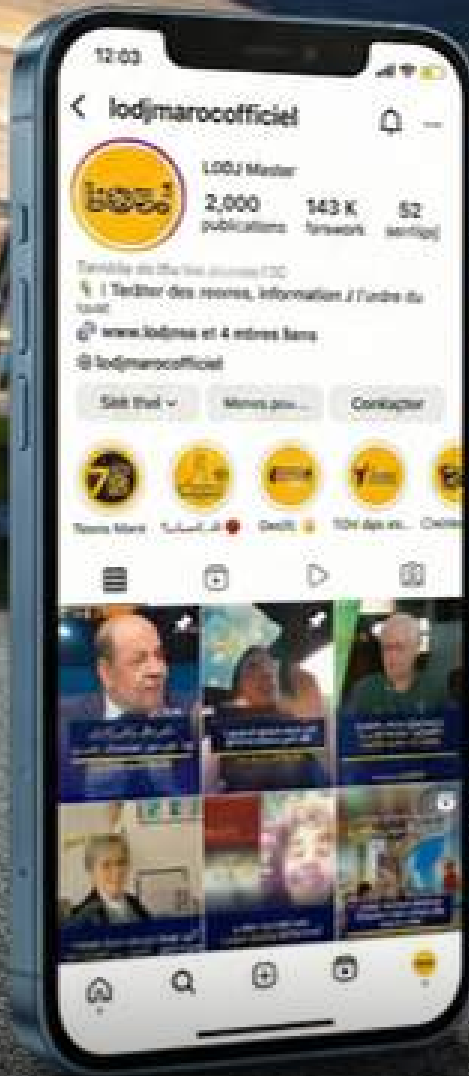


Hafid
Fassi fhri

By Lody

فولفو عليك الخبر علينا...

تابعونا لتغطية
إخبارية موثوقة
ومستمرة.



lodjmarocofficiel

حزب المواقف لا حزب الكراسي.. هذا هو الاستقلال

"لا يهمنا هل نحن في الأغلبية أم في المعارضة. ما يهمنا هو خدمة الصالح العام" عبارة طالما ردها في عدد من المناسبات الأستاذ نزار بركة الأمين العام لحزب الاستقلال، ولعلها تهدم حطام "أسطورة" ما يروج لها البعض عبر مقطع فيديو متور من لقاء حزبي في مدينة تمارة، زاعمين أن "الاستقلال يبحث فقط عن الأصوات".

في نفس لقاء تمارة الذي اجتزأوا منه المقطع، قال الأخ نزار بركة لمناضيه ما لا يقوله "جامع الأصوات": "الطموحات كانت أكبر من الحصيلة" و"من الصعب الحديث عن رضا كامل".

وهنا نتساءل، هل خطاب "الباحث عن المقاعد" يبدأ بالاعتراف بالقصور؟ الجواب بكل بساطة، من يريد الصناديق يبيع الوهم، لا النقد الذاتي.

لقد خاطب الأمين العام خاطب المناضلين بلغة المسؤولية: "المقعد وسيلة لخدمة الناس، وليس غاية. إذا لم نترجم تعاديلتنا إلى دعم يصل للفقير، فلا قيمة للمقعد". وبالمقابل اقتبس خفافيش الظلام جملة "يجب أن نستعد للانتخابات" وحذفوا السياق: نستعد لتنزيل مشروع، لا لجمع مقاعد.

الأستاذ نزار بركة كانت له الشجاعة بالحديث عن العديد من الممارسات المرفوضة ك"الفرقشية" مثلاً، وهو في ذلك لم يكن يخاف فقدان الأصوات، فقد جرت العادة أن من يبحث عن الأصوات يساير ويجمال، أما من يبحث عن الإصلاح، فيسمي الأشياء بمسمياتها. ولذلك حين يدافع الأمين العام عن السيادة الغذائية والدوائية، فهو يدافع عن أمن وطني لا عن برنامج حكومي.

"جامع الأصوات" لا يتحدث عن "نهاية زمن الاتكالية" ولا يطالب المواطن ب"ترشيد الماء وتفضيل المنتج المحلي"، فهذه لغة تبني الوعي وتكلفتها الانتخابية أحياناً باهظة، الشعبوية تقول "سأخفض الأسعار غداً"، والمسؤولية تقول "يجب أن ننتج خبزنا ومحركاتنا بسواعداً".

والأكيد أن الحزب الذي يلهث وراء الكراسي لا يصطف أبداً في المعارضة "14 سنة" لأن شروطه للإصلاح لم تتحقق. وهنا لا نتاج للتذكير إلى أن الاستقلال دخل الحكومة الحالية بشروطه التعادلية.. "الإصاف الآن"، وإعفاء المتقاعدین ضريبياً، ورفع الأجور، وغيرها من الإجراءات الكفيلة بجعل مصلحة المواطنين فوق كل اعتبار هدفاً أساسياً لها... هذه هي "استقلالية القرار".



بقلم
بدر بن علاش

التعادلية عندنا ليست تكتيكاً انتخابياً، أن نكون في الأغلبية وندافع عن رفع الحد الأدنى للأجور، أو في المعارضة وندافع عن نفس المطلب، فالمنطلق واحد: المواطن أولاً. ولعل المناسبة شرط للتذكير بأن المغاربة أذكيا، ولا تنطوي عليهم الخربات المدسوسة والمقاطع المجترأة، والصحافة المهنية الحقيقية لا تنجر وراء حسابات ضيقة ولا تبيع المونتاج على أنه حقيقة.

إن "مغرب 2026" في عهد جلالة الملك محمد السادس نصره الله يحتاج إلى المصادقية مع المواطنين، لا التلاعب بمشاعرهم بخبرات مفصحة، يحتاج إلى من يقول الحق ولو كلفه مقعداً، لا من يجمع المقاعد ولو كلفه بيع الوهم.

من يتابع مسار الأستاذ نزار بركة، يدرك أنه رجل وطني، شرب من معين ماء زلال فهو سيط الزعيم علال الفاسي، يستشعر حجم المسؤوليات التي يتقلدها قبل أن يحسب عدد المقاعد التي يجمعها. استشعار المسؤولية هذا هو الذي جعله يتحدث عن "السيادة"، وعن "نهاية زمن الاتكالية" في وقت يوزع فيه الآخرون الوعود المجانية. المسؤولية عنده ليست حقيبة وزارية، بل أمانة وطن. لذلك لا يتردد في قول ما يجب أن يقال، لا ما يريد الناس سماعه. فمن يحمل هم "الأمن المائي" و"السيادة الدوائية" و"تحول الاقتصاد" لا يمكن أن يكون هدفه "صندوق اقتراع". وهم الوطن أكبر من هم الانتخابات.

ويبقى الرد على مقاطع التضييل بسيطاً.. ليبحت الآخرون عن الكراسي والمشاهدات بالمقص، أما نحن في حزب الاستقلال نبحث عن الحلول.

حزب الاستقلال : ما وراء الأحكام الجاهزة

مع اقتراب الاستحقاقات الانتخابية، لا جديد يُذكر على مستوى الحملات التي تستهدف بعض الأحزاب، حيث تعود نفس الاتهامات وتُستحضر "ملفات" قديمة في سياق يتكرر فيه الخطاب ذاته، وغالبا ما يتم ذلك وفق حسابات سياسية مرتبطة بجدولة انتخابية يكون فيها التركيز أكثر على الصورة بدل المضمون.

يُنتقد حزب الاستقلال اليوم لأنه لم يعد كما كان في السابق، وهو أمر صحيح في جانب منه، وربما يكمن في هذا التغيير سبب استمراريته إلى اليوم، فالحزب السياسي ليس متحفا للذاكرة ولا يمكن أن يظل أسيرا لصور المؤسسين وشعارات مرحلة الاستقلال والمعارك الدستورية الأولى. بقاءه مقارنة بأحزاب أخرى اختفت أو تراجعت يعود إلى قدرته على التكيف والتغيير.

اختزال حزب الاستقلال في كونه مجرد آلة انتخابية قراءة سطحية، يستفيد منها من يفضل تفكيك الجمل خارج سياقها وصناعة روايات جاهزة تُقدّم كحقائق سياسية. في حين أن الخطاب الذي يقدمه الأمين العام نزار برقة أكثر تعقيدا من ذلك، إذ لا يركز فقط على موقع الحزب داخل الحكومة أو المعارضة، بل على مدى قدرته على تقديم فائدة حقيقية للبلاد.

المشاركة السياسية ليست هدفا في حد ذاتها، بل وسيلة، وإذا لم تترجم إلى أثر اجتماعي وتحسين في حياة المواطن، فإن العمل السياسي يفقد معناه. الحزب الذي ينشغل فقط بصناديق الاقتراع ينتهي إلى خطاب فارغ من النقد الذاتي، ويقدم وعودا لا تعكس الواقع. والاعتراف بوجود نقائص لا يعني الضعف، بل هو رفض للخطاب الشعبي.

يرتكز حزب الاستقلال في جزء كبير من خطه السياسي على الدفاع عن الطبقة المتوسطة والأجراء والمتقاعدين وأصحاب المشاريع الصغيرة، أي الفئات التي تتحمل عبء الاقتصاد اليومي دون أن تستفيد دائما من نتائجه. هذا التوجه يثير حساسيات لأنه يطرح قضايا العدالة الاجتماعية والشفافية ومحاربة تضارب المصالح والعدالة الجبائية، وهي ملفات تمس مصالح قائمة.

مفهوم العدالة الاقتصادية الذي يدافع عنه الحزب ليس شعارا عابرا، بل رؤية تقوم على حماية القدرة الشرائية وتوسيع العدالة الضريبية ودعم الإنتاجية وربط الاقتصاد بمبدأ الإنصاف. في سياق يتسم بضغط متزايد على الطبقة الوسطى بسبب الغلاء والسكن والتعليم والصحة والضرائب، تظل هذه القضايا مطروحة بقوة.

ويتجلى هذا التوجه أيضا في الدفاع عن المقاولات الصغرى والمتوسطة، وهو ما يعني إعادة النظر في بعض التوازنات الاقتصادية القائمة، خصوصا تلك التي تهيمن عليها قوى كبرى أو شبكات مصالح مستقرة. دعم هذه المقاولات يرتبط مباشرة بالتشغيل والتنمية المحلية وتقليص الفوارق المجالية.

من هذا المنظور، يصبح الحزب في مواجهة غير مباشرة مع ما يمكن وصفه برأسمالية مريحة تفضل الأسواق المغلقة والمواقع المضمونة على حساب المنافسة والانفتاح. لذلك فإن الحديث عن دعم المقاولات الصغيرة ليس مجرد خيار اقتصادي بل موقف له كلفة سياسية.

ويُنتقد الحزب أيضا بسبب حضوره المحلي واعتماده على المنتخبين والفاعلين الترابيين، لكن من الصعب تصور أي حزب سياسي قادر على التأثير دون هذا الامتداد في الجماعات والجهات والمؤسسات القريبة من المواطن. فالممارسة السياسية لا تتم فقط داخل المؤتمرات بل داخل الحياة اليومية.

أما أمنيته العام نزار برقة، فيؤخذ عليه أسلوبه الهادئ وطابعه التقني في التعامل مع الملفات. لكن في سياق سياسي يغلب عليه الصخب والمواجهة، يمكن اعتبار هذا الأسلوب خيارا مختلفا يقوم على معالجة القضايا المعقدة مثل الماء والبنيات التحتية والاقتصاد دون تحويلها إلى عروض إعلامية.

كما يسعى الحزب إلى الانفتاح على الشباب من خلال برامج التكوين والتأطير السياسي، في محاولة لتمكين جيل جديد من أدوات المشاركة في الشأن العام. هذا التوجه يعكس رغبة في تجديد النخب وعدم الاكتفاء بالرصيد التاريخي.

في النهاية، لا يتعلق النقاش بما إذا كان حزب الاستقلال هو نفسه الذي كان في الماضي، بل بمدى قدرته على تحويل إرثه السياسي إلى مشروع يخدم الحاضر والمستقبل. فالمعركة الحقيقية ليست فقط من أجل المقاعد، بل من أجل القدرة على تقديم حلول في مجالات العدالة الاجتماعية، ودعم الطبقة المتوسطة، وتقوية المقاولات الصغرى، وتعزيز الانفتاح على الشباب.

بقلم عدنان بنشقرن



حزب الاستقلال.. والاستهداف الذي يكشف الخوف

أصبح المشهد مألوفاً، بل بات متوقفاً بدقة مُرجحة كل أسبوع بل كل يوم، نموذج جديد من الاستهداف الممنهج، ومنبر جديد يكشف عن نفسه ليبرز عورته الأخلاقية قبل أن يُقدّم أي محتوى صحفي يستحق القراءة.

وفي كل مرة، يُعاد تدوير الأسلوب نفسه في لباس مختلف، واختلاق جديد يُحاول التشبث بأي شيء، لأن أصحابه يعلمون في قرارة أنفسهم أنهم لا يملكون ما يكفي في مواجهة حزب بهذا الثقل وهذا التاريخ.

آخر هذه الحلقات، غلاف أسبوعية "الصحيفة" الرقمية، التي اختارت في توقيت بالغ الدلالة قبيل أسابيع معدودة من الانتخابات التشريعية لسنة 2026، أن تُزيّن صفحتها الأولى بصورة الأمين العام لحزب الاستقلال الأستاذ نزار بركة. لا تُقدّم تحقيقاً مدعوماً بالوقائع والأرقام، بل لتُطلق حكماً جاهزاً عنوانه المُعلَن "الانهيار والانحطاط"، وعنوانه الحقيقي من وجهة نظري: سقوط الأئمة.

والحقيقة التي ينبغي أن يُدركها كل متتبع للمشهد السياسي الوطني هي أن هذه الحملات المتكررة لا تكشف شيئاً عن حزب الاستقلال، بقدر ما تكشف الكثير عمّن يقف وراءها.

إنها تكشف، بجلاء لا يحتاج إلى تأويل، أن حزب الاستقلال رقم صعب في قلوب ووجدان المغاربة، رقم صعب في معادلة السياسة ببلادنا، ورقم صعب في الاستحقاقات المقبلة.

كما تكشف ارتباك حسابات كل من لا يريد خوض معركة انتخابية شفافاً تحتكم إلى المصداقية في القول والفعل.

هؤلاء لا يريدون منافسة حقيقية في الساحة السياسية، لأنهم يعلمون مسبقاً أن الميزان لن يميل إلى صالحهم، حين تتحكّم في المعركة معايير موضوعية، وتشهد هذه الاستحقاقات مشاركة مكثفة من المواطنات والمواطنين. لذلك يختارون ميداناً آخر: ميدان التشويه والتشكيك والاستنزاف، أملاً في أن تتراكم الاتهامات فتُغيّم الصورة في أذهان الناس قبل أن يُدلوا بأصواتهم.

غير أن هذه الحسابات تنطوي على خطأ لا يدركه مُدبّجو الأكاذيب ومختلقو القصص، فكلما تصاعدت حدة الاستهداف، كلما تعمّقت القناعة لدى الرأي العام الوطني بأن حزب الاستقلال هو الحزب القادر على خوض رهانات بلادنا المقبلة، والنجاح في تحقيقها.



بقلم
يونس عميم

والأمر الذي يربكهم أكثر من سواه هو أن شخص الأمين العام الأستاذ نزار بركة لا يُوقّر لهم ما يبحثون عنه. فهو رجل نظيف اليد والسريرة، ولا يجدون في مساره ما يمسكون به، وبتعبير دارج: "مفكرشوش لعجينة".

فلا يتبقى أمامهم سوى سلك طريق التلويح والاختلاق، وفي كل مرة بلباس جديد، وفي كل مرة بالنتيجة ذاتها، ارتفاع منسوب اليقين بأن حزبنا على الطريق الصحيح.

يُضاف إلى ذلك أن قيادة الحزب، منذ المؤتمر العام الثامن عشر، تقف على قلب رجل واحد، قيادة متماسكة ومنسجمة حول خيارات واضحة وبرنامج طموح لا يُخطئ الواقع، وهذا التماسك بالذات هو ما يُعطل كل رهان على التفرقة، ويُعزز الصمود ويوحد الصف.

واليوم أقولها بكل وضوح، المواطن هو من سيختار، وهو من سيكون الحَكَم، وهو صاحب القرار الفصل.

لن تُغيّر شيئاً في هذه المعادلة "أوابق إعلامية مُكتراة"، ولا أكاذيب مُصنّعة بعناية، ولا حروب تُشنّ بالوكالة ضد الحزب ورموزه.

فالمواطن المغربي ليس ساذجاً وليس بمعزل عن الواقع، وله من الوعي ما يكفي لتمييز من يعمل للصالح العام ممن يعمل لمصلحته الشخصية، بينما يرسخ ثقافة "التفرقيش" في مهنة أضحت تعيش "حياة الماعز" ببلادنا.

الفصل الحقيقي هو العمل اليومي والميداني، والقرب الصادق من المواطن والالتصاق بهوموم وانشغالاته، والحضور الفاعل في كل محطة تعيشها بلادنا، وهذا بالضبط ما يميّز حزب الاستقلال عمّن يُضجّون بالخطاب الانتخابي بعيداً عن الواقع.

التاريخ الذي يزعمون أنه "ينهار" هو نفسه الذي صمد أمام الاستعمار، ورافق بناء الدولة المغربية الحديثة، وظل حاضراً في مغرب التنمية والصعود، هذا التاريخ لا يحتاج اليوم إلى من يُدافع عنه، بل إلى من يواصل البناء عليه.

فحزب بهذا الرصيد التاريخي والفكري، وهذا النضال الوطني المتجذّر، والقوة الاقتراحية الخلاقة، والمرجعية التعاقدية المتنورة، والمشروع المجتمعي المتوازن والمتضامن، لن يركن إلى الحضور الرمزي، بل سيكون بإذن الله حاضراً وفاعلاً، يصنع الأحداث ويُسهّم في توجيهها.

حاضراً من أجل كرامة المواطنات والمواطنين وعيشهم اللائق، حاضراً من أجل الإنصاف الاجتماعي والمجالي، وحاضراً من أجل تقوية الطبقة الوسطى والحفاظ عليها، وتحقيق العدل والمساواة وتكافؤ الفرص والتماسك الاجتماعي، وتوطيد المكتسبات الحقوقية والديمقراطية في ظل مغرب يسير بسرعة واحدة كما أراد صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله.

الولاية القانونية للأم الحاضنة- حين ينقد الاجتهاد القضائي قصور النص !!



تُثّر مسألة الولاية المانوية على الأطفال فمدونة الأسرة إشكالات لانوئة عممة جعلت عدد من الفعاليات المحولة والنساء تطالب بالتدخل العاجل لصد تعدل الممتضات المتعلمة بها بشكل تماشى مع الاتفالات الدولة المصادق عليها من طرف المغرب خصوصا ولاية الأم الحاضنة.

فالوالم العمل كُشف حجم المعاناة والحف الممارس ضدها والذي مس بعمك حك حضانتها الت تبمس مولوفة التنفد أمام الولاية للمطلمة للأب حسب الممتضات المانوية الخاصة بالولاية فمدونة الأسرة حُت أسندت مسؤولة الولاية على الأبناء بشكل شبه حصري للأب باعتباره الول على أولاده حسب المادة 632 من مدونة الأسرة فحُت نجد المادة 632 من مدونة الأسرة أدت ولاية الأم بعدم وجود الأب بسبب وفاته-غابه-أو فمدان أهلة لم تسمح لها إلا بالمأم بالمصالح المستعجلة للأبناء فحالة حصول مانع للأب.

ولكم أن تتخلوا حجم المعاناة والصعوبات فح تدبر مصالح أبنائها أو الحصول على الوثائق الإدارية اللازمة ومأترت عنها من تعط ل لمصالحهم المدنة والإدارة.

فعل د المطلمة الحاضنة فمباشرة عدة مصالح لمحضونها إلا بعد موافقة الأب كمنل طفلها من مدرسة لأخرى، فضلا عن إشكالة حصول المحضون على جواز سفره، ناهن عن استخلاص تعوضاته الت لد حصل عليها) اتره حادثه سر مثلا) تبمس من حك وله المانون التصرف فها بل واستخلاصها بكل سر وباسم سلطة الولاية الت غالبا ماستعملها كورلة ابتزاز شهرها فمواجهة الحاضنة لصد التنازل عن مستحقاتها من نفمه أو تعوض محضونها ممايل الحصول على توكل أو إذن صرح من طرفه.

فما الفائدة من إسناد حك الحضانة للأم مادام المانون للأخول لها المأم بأي إجراء إداري لأبنائها ولو بسطا فحضور الأب؟

ومادام مضر المحضون وشؤونه الإدارة مرهونة بموافقة الأب ولو كان مهملا لواجباته اتجاه أبنائه من المول أن هذا الحف والمتمثل فف اشتراط موافقته فمختلف شؤون الطفل خصوصا فحالة التعسف تجسد تمزا صارفا بن المرأة والرجل على أساس النوع وبموة المانون هو الذي دفع المضاء المغرب إلى التدخل عبر أوامر استعجالة وأحكام موضوعة استندت فجوهرها إلى مبدأ المصلحة الفضلى للطفل كماعدة فولة توطر بال الممتضات المانوية.

فهذا الشاق، اتجه المضاء فمجال التمدرس والمجال الصح إلى تمكّن الأم الحاضنة من تسجل أبنائها فمؤسسات التعل مة أو نملهم منها دون اشتراط موافقة الأب متى تبن أن ذلن خدم مصلحة الطفل، ولد اعتبرت المحاكم أن الحاضنة من خلال إشرافها ال وم على شؤون الطفل هة الألد على تمذر احتاجاته، وهو ما أكد اعترافا ضمنا بأحمتها.

نفس الشء بالنسبة للمجال الصح حُت أذن للأم باتخاذ المرات العلاجة الضرورة بما ف ذلن إجراء عملات جراحة دون انتظار موافقة الأب استنادا إلى أن الحك فالحة والسلامة الجسدة سمو على كل اعتبار شكل كما لم تردد المضاء فاعتبار رفض الأب منح الإذن للأم فبعض الحالات شكلا من أشكال التعسف مما برر تدخله لمنح هذا الإذن إخضاعا لممارسة الولاية لمغار المشروع.

لكن رغم أهمة هذه الاجتهادات فإنها تظل حلولا ظرفية مرتبطة بسلطة الماضالماض التمذرة ولاتوفر استمرارا لانوئا عاما فظل غاب نص صرح مر بتماسم الولاية بن الأبون وهو ما جعل من المضاء فاعلا مكملا لايدلا عن المشرع.

لذلن بمس الرهان على مشروع مدونة الأسرة الجدد، إلى أي حد ستستجيب صرحة بإعادة النظر ف نظام الولاية المانوية؟ أسئلة تظل مفتوحة فانتظار إصلاح عكس روح العدالة داخل الأسرة المغربية.

عندما تتحول السياسة إلى أثر



بقلم
سعيد التسماني

في زمنٍ أصبحت فيه السياسة في كثير من الأحيان مجرد إدارة للصور والاندطاعات، يبرز حزب الاستقلال كحالة مختلفة تُعيد تعريف الفعل الحزبي من منطق التموقع إلى منطق التأثير. ليس لأن الحزب لم يتغير، بل لأنه اختار أن يتغير بالقدر الذي يسمح له بالبقاء فاعلا في مغرب يتغير بسرعة.

الانتقادات التي تُوجّه اليوم إلى الحزب، بكونه "لم يعد كما كان"، تبدو في جوهرها اعترافا غير مباشر بقدرته على التكيف. فالأحزاب التي تجمدت عند لحظة تاريخية تحولت إلى هوامش، بينما اختار الاستقلال أن يتحمل كلفة التحول بدل راحة الجمود. السياسة هنا ليست حنيئا، بل مسؤولية تجاه الحاضر.

ما يميز الخط السياسي الحالي للحزب، كما يقوده نزار بركة، هو هذا الانتقال الواضح من خطاب المواقع إلى خطاب النتائج. المشاركة في الحكومة أو المعارضة لم تعد غاية، بل وسيلة مشروطة بقدرتها على إحداث أثر ملموس في حياة المواطنين. هذه المقاربة، رغم هدوئها، تحمل في عمقها قطيعة مع منطق سياسي ساد طويلا، حيث كانت الشعارات تسبق الإنجاز.

الرهان الحقيقي الذي يخوضه الحزب اليوم هو الدفاع عن الفئات التي تُنتج الثروة دون أن تنال نصيبها العادل منها: الطبقة المتوسطة، الأجراء، المتقاعدون، والمقاولات الصغرى. هذا ليس اختيارا شعوبيا، بل تموقع استراتيجي يضع الحزب في قلب معركة إعادة التوازن للاقتصاد الوطني. فالدفاع عن القدرة الشرائية، وعن عدالة جبائية حقيقية، وعن شروط تنافسية منصفة، يعني بالضرورة مواجهة بنى اقتصادية مريحة اعتادت الاستفادة من اختلالات قائمة.

وفي هذا السياق، يصبح دعم المقاولات الصغرى والمتوسطة أكثر من مجرد إجراء اقتصادي؛ إنه خيار سياسي يعيد توزيع الفرص ويحرك عجلة التشغيل والتنمية المحلية. إنه رهان على مغرب الإنتاج لا مغرب الامتيازات، وعلى اقتصاد مفتوح لا تحكمه شبكات مغلقة.

أما على المستوى الترابي، فإن قوة الحزب لا تُقاس فقط بخطابه المركزي، بل بامتداده داخل الجماعات والجهات. هناك، حيث تُصنع السياسات العمومية في تماس مباشر مع المواطن، يثبت الحزب أن العمل السياسي لا يُختزل في المنابر، بل يُبنى في تفاصيل الحياة اليومية.

قد لا يكون أسلوب القيادة صاخبا، وقد لا يبحث عن الإثارة، لكن في زمن الضجيج، يصبح الهدوء قوة. فالتعاطي مع ملفات معقدة كالماء، والبنيات التحتية، والاقتصاد، يتطلب نفسا إصلاحيا لا نزعة استعراضية. وهذا بالضبط ما يمنح الخط الاستقلالي مصداقيته: التركيز على الحلول بدل استهلاك القضايا إعلاميا.

وفي موازاة ذلك، يراهن الحزب على تجديد نفسه من الداخل، عبر فتح المجال أمام الشباب، ليس كشعار، بل كمسار تأطير وتكوين يهدف إلى إنتاج نخب سياسية جديدة قادرة على الفهم والتأثير. إنها دينامية تعكس وعيا بأن المستقبل لا يُدار بأدوات الماضي فقط.

في النهاية، لا يتعلق الأمر بالدفاع عن حزب بقدر ما يتعلق بالدفاع عن فكرة: أن السياسة يمكن أن تكون أداة إنصاف، وأن الفعل الحزبي يمكن أن يستعيد معناه عندما يرتبط فعليا بقضايا الناس.

حزب الاستقلال اليوم لا يطلب أن يُقاس بماضيه، بل بما يقدمه من أجوبة لمغرب اليوم... وهنا تحديدا، تبدأ المعركة الحقيقية.

حين يقصّي المعرض الدولي للكتاب لغة أقدم من التاريخ نفسه



الأخطر من ذلك، أن هذا الغياب ينتج جيلا كاملا يزور المعرض الدولي للكتاب دون أن يشعر بأن الأمازيغية جزء طبيعي من هذا الفضاء. طفل أمازيغي يدخل أكبر معرض ثقافي في بلده، ثم يخرج بانطباع صامت مفاده أن لغته أقل حضورا وأقل قيمة. وهذه ليست مجرد تفاصيل ثقافية، بل طريقة غير مباشرة لإعادة ترتيب الهويات داخل الوعي الجماعي.

المعرض اليوم لا يحتاج فقط إلى أروقة أكبر أو ضيوف أكثر أو حفلات توقيع مزدحمة، بل يحتاج إلى شجاعة ثقافية حقيقية. لأن الثقافة ليست زينة موسمية، وليست صورة تلتقط أمام الكاميرات، بل اعتراف فعلي بكل مكونات هذا الوطن دون انتقائية أو نفاق ثقافي.

ما يحدث للأمازيغية داخل المعرض ليس مجرد سوء تمثيل، بل إهانة ثقافية ناعمة تتكرر كل سنة تحت أضواء براقة وشعارات جميلة. والمقلق أكثر أن الجميع بدأ يتعامل مع هذا الوضع وكأنه شيء عادي، بينما الطبيعي فعلا هو أن تكون الأمازيغية في قلب المشهد الثقافي المغربي، لا على هامشه.

المعرض الدولي للكتاب بالرباط يفترض أنه موعد للاحتفاء بالثقافة المغربية بكل روافدها، لكنه في كل سنة يكشف شيئا آخر: هناك ثقافات تحضر في الواجهة، وأخرى تدفع بهدوء نحو الهامش، رغم أنها جزء أصيل من تاريخ هذا الوطن. وأبرز مثال على ذلك، ما تعيشه الأمازيغية داخل أكبر تظاهرة ثقافية في المغرب.

يكفي أن يتجول الزائر بين أروقة المعرض حتى يلاحظ أن حضور الأمازيغية لا يرقى أبدا إلى مكانتها الحقيقية داخل الهوية المغربية. لغة ضاربة في عمق التاريخ، سبقت كثيرا من التحولات السياسية والثقافية، ورافقت الإنسان المغربي في الجبل والصحراء والقرية والمدينة، تختزل اليوم داخل زوايا محدودة وكأنها تفصيل ثانوي في المشهد الثقافي الوطني.

المفارقة المستفزة أن الجميع يتحدث عن المغرب المتعدد، وعن دسترة الأمازيغية وعن الإنصاف الثقافي، لكن الواقع داخل المعرض يقول شيئا مختلفا تماما.

كيف يمكن للغة رسمية في الدستور أن تبدو غريبة داخل معرض يقام في عاصمة بلدها؟ وكيف لثقافة ساهمت في تشكيل وجدان المغاربة عبر قرون أن تظهر بهذا الحضور الباهت داخل حدث يفترض أنه يمثل صورة المغرب الثقافية أمام العالم؟

المشكلة لم يعد مجرد ضعف تنظيم أو سوء برمجة، بل أصبح يعكس عقلا ثقافيا لا يزال ينظر إلى الأمازيغية كملف مؤجل، أو كديكور مناسب للخطب الرسمية فقط. يتم استدعاؤها في المناسبات، وترفع شعارات الإنصاف بشأنها، لكن حين يصل الأمر إلى الحضور الحقيقي في الفضاءات الثقافية الكبرى، يعود التهميش بصيغ أكثر نعومة وأكثر خطورة.

إيران... دولة رهينة لسرديتها



بقلم
عادل بن حمزة

لكن هذه القوة نفسها تحمل مفارقة؛ فكلما زاد اعتماد السردية على البعد العقدي، أصبحت أقل مرونة أمام التحولات الواقعية.

منذ ثورة 1979، بنى النظام الإيراني شرعيته على سردية محددة الركائز: مقاومة "الاستكبار العالمي" ممثلاً بالولايات المتحدة، معاداة إسرائيل بصفقتها كياناً محتلاً، تصدير الثورة الإسلامية إلى العالم، والدفاع عن المستضعفين. هذه السردية ليست مجرد خطاب سياسي عابر، بل تحولت إلى الأساس الذي يقوم عليه وجود النظام ذاته وهويته.

إيران دولة تحكمها سردية أكثر مما تحكمها مصلحة. ما كان في بداية الثورة أداة لتوحيد الصفوف وتعبئة الجماهير أصبح اليوم قيلاً يحدّ من قدرة الدولة على التكيف مع عالم سريع التغيير.

في عالم لم تعد فيه القوة العسكرية أو الثروة الاقتصادية كافيتين لضمان المكانة الدولية، برز مفهوم جديد يتحكم بموازين التأثير وهو امتلاك قوة السردية.

فالإنجازات المادية وحدها لم تعد كافية، بل أصبح التحكم بالمعنى هو العامل الأكثر أهمية وتأثيراً. فامتلاك قوة السردية يعني القدرة على تحديد الكيفية التي تقرأ بها إنجازاتك، وفرض إطار التفكير حتى على الخصوم. الفكرة المحورية هنا لا تعني تقديم رواية مثالية عن الذات، بل رواية تدمج العناصر السلبية أيضاً وتتفوق في توظيف السياق وجعل كل تلك العناصر تخدم الهدف النهائي للسردية الوطنية.

لكن ماذا يحدث عندما تتحول السردية من أداة قوة إلى قيد يكبل صاحبها؟ هذا هو السؤال المحوري الذي تطرحه حالة إيران اليوم.

يلعب البعد الديني-العقدي دوراً محورياً في "صلابة" السردية التي يقوم عليها النظام الإيراني، لأنه يمنحها عمقاً رمزياً يتجاوز الحسابات السياسية التقليدية. فالنظام لا يقدم نفسه دولة قومية فحسب، بل كحامل لرسالة دينية ومهمة رسولية مستمدة من الثورة الإسلامية الإيرانية، ما يجعله مرتبطاً بفكرة "المشروع" أكثر من ارتباطه بفكرة "السلطة".

الشق الثاني في أدوار الحزب تتمثل في تحويله إلى ما يشبه مختبراً لإنتاج السياسات العمومية، ولعل مساهمة الحزب في ورش الحكم الذاتي دليل على ذلك، فحين دعا جلالة الملك إلى مقاربة تشاركية، كان الاستقلال في الموعد بمذكرة مفصلة قُدمت في 21 نونبر 2025، وهي خلاصة عمل لجنة الوحدة الترابية ومنتخبي الأقاليم الجنوبية وأطر الحزب. هذا يعني أن الحزب لم يعد يكتفي بالدفاع السياسي عن الوحدة الترابية، بل ينتقل إلى هندسة تفاصيلها المؤسسية. وفي نفس المنطق جاءت وصفة "مغرب السرعة الواحدة" بمدخلها الثمانية ليس في شكل مطالب، بل رؤية متكاملة تعيد تعريف علاقة المركز بالهامش، بإعادة الهندسة الترابية واللامركزية ليست إجراءً إدارياً، بل اعترافاً بأن التنمية لا تُصنع من الرباط فقط.

إن الدينامية التي يعيشها الحزب ليست للاستهلاك، بل هي شرط لإطلاق "جيل جديد من الإبداع التنظيمي" قادر على استعادة صدارة المشهد، حتى أن تجديد التنظيمات والفروع وتوسيع التغطية الترابية ليسا هدفاً في ذاتهما، بل وسيلة لاستعادة قوة الحزب الترابية وتحقيق تنظيم القرب، كما أن الزيارات الميدانية للجهات واللقاءات الجماهيرية هي ترجمة لفكرة أن الإنصات للشباب والمواطن هو جوهر العمل السياسي.

لقد شكلت المحطات الحزبية الأخيرة رافعة لترسيخ الديمقراطية الداخلية وتحفيز الذكاء الجماعي، في استحضار للمرجعية التعاقدية المتجددة. فالحزب الذي لا يحاور نفسه لا يستطيع أن يحاور المجتمع. هذا البناء الداخلي يدعمه حضور خارجي عبر الدبلوماسية الموازية التي وظفها الحزب في الأهمية الديمقراطية والاتحاد الديمقراطي الدولي للدفاع عن الوحدة الترابية، وأيضاً عبر المساهمة في المشاورات لإصلاح المنظومة الانتخابية بمقترحات تعزز تمثيلية النساء والشباب ومغاربة العالم وتضبط نفقات الحملات.

إن الأمين العام الأستاذ نزار بركة لا يصنع مرحلة باسمه، بل يهيئ الحزب لكسب مكانة سياسية تليق به وبتاريخه ونضاله، في مغرب 2026 الذي يريده جلالة الملك محمد السادس نصره الله مغرباً للمصداقية والنجاح. وحزب والاستقلال الذي كان في كل المحطات التحررية والدستورية والديمقراطية فاعلاً ومؤثراً، يجد اليوم في هذا الإصلاح المتجذر طريقاً ليكون في قلب ورش تكريس السيادة الترابية الشاملة والمساهمة في كسب رهان التنمية. فالأحزاب التي تولد في المواسم الانتخابية تموت فيها، أما حزب ولد من رحم المقاومة فقدرة أن يظل ورش بناء مفتوحاً.

والحكمة المستخلصة تقول (لا مستقبل لمن لا ماضي له ، ولا حاضر إن لم يبنَ على الماضي) . وحزب الاستقلال يصنع مستقبل المغرب على أساس من ماضيه الذي يعتز به ، ومن منطلق حاضره الذي يبنيه شامخاً ، في ظل الرؤية الحكيمة لجلالة الملك محمد السادس نصره الله .



حزب الاستقلال.. تاريخ مجيد وحاضر متجدد لبناء المستقبل



بقلم
بدر بن علاش

من مقاومة الاستعمار إلى معركة البناء الدستوري مع دستور 1962، ثم الإسهام في بناء الوطن ورسم قواعد حقوق الإنسان، إلى الانخراط في المعارضة البناءة لعقود دفاعاً عن التعددية، وصولاً إلى تدبير الشأن العام في حكومات التناوب وفي الحكومة الحالية، هذه باختصار شديد العناوين الكبرى لحزب الاستقلال الذي ولد من رحم الأمة، وهذه ليست استعارة بلاغية، بل حقيقة تاريخية وسياسية تحكم مساره من 1944 إلى اليوم. الولادة من رحم الأمة تعني أن شرعيته لم تُستمد من مرسوم أو تزكية سلطة، بل من توقيعات 66 وطنياً على وثيقة المطالبة بالاستقلال، ومن دماء الشهداء في معارك التحرير، ومن دموع الأممات في سنوات الرصاص حين اختار مواجهة المستعمر الفرنسي والوقوف إلى جانب العرش المغربي، على المغانم. لذلك بقيت بوصلته مرتبطة بنبض المجتمع سواء أكان في صف المعارضة أو الأغلبية الحكومية.

هذه الولادة من رحم الأمة هي التي تفسر لماذا لا يخاف قاداته من قول الحقيقة، فالحزب الذي أرضعته الأمة كرامتها لا يساوم على مصيرها. وعليه، فإن رهان نزار بركة على الشباب، وعلى "مغرب السرعة الواحدة"، وعلى الديمقراطية الداخلية، ليس تجديداً مستورداً، بل عودة إلى جينات التأسيس. فالأمة التي أنجبت حزب الاستقلال قبل 80 سنة هي نفسها التي تطلب منه اليوم أن يكون ضميرها الاقتصادي والاجتماعي، والحزب الذي وُلد ليحرر الأرض، قدره اليوم أن يحرر الطاقات بعيداً عن المزيديات.

هذا الرصيد التاريخي الممتد على ثمانية عقود هو الذي يمنح الحزب اليوم شرعية طرح مفهوم "السيادة الشاملة" والمطالبة بـ"مغرب السرعة الواحدة"، لأنه حزب لم يولد في صالونات الانتخابات بل في فضاءات الحركة الوطنية، ولم يكبر في كنف الربيع بل في مدرسة النقد الذاتي. لذلك فالحاضر الذي يقوده نزار بركة ليس قطيعة مع هذا التاريخ، بل محاولة لتجديده بأدوات العصر. فكما راهن جيل الرواد على تحرير الأرض، يراهن جيل اليوم على تحرير المبادرة وتحرير الطاقات، منسجماً مع التحولات الكبرى التي يقودها جلالة الملك محمد السادس نصره الله.

حزب الاستقلال بهذا المعنى ليس حزب مرحلة، بل حزب رسالة مستمرة بقيادة أمينه العام الأستاذ نزار بركة باعتباره شخصية سياسية وطنية من العيار الثقيل تمتلك القدرة على الجمع بين جذرية الثوابت ومرونة الأدوات، وهذه المعادلة لا تُقرأ في الشعارات، بل في ثلاث محطات مفصلية صنعت شخصيته السياسية.

المحطة الأولى هي وزارة التجهيز والماء حيث برزت ملامح رجل الدولة الذي يفكر خارج أفق الولاية الحكومية، فحين أطلق الاستراتيجية الوطنية للماء 2020-2050 كان يراهن على زمن لن يكون فيه وزيراً ليقتطف ثماره الانتخابية، بل وضع نفسه في موقع المهندس الذي يؤسس لسيادة مائة تتجاوز منطق التدشين إلى منطق التخطيط. وفي نفس الموقع كان أول من جاهر بالحقيقة الموجهة حول الوضعية المقلقة للموارد المائية، مقدماً مفهوم السيادة على مفهوم الشعبية، لأن من يستشعر ثقل المسؤولية لا يبحث عن وزن المقعد.

المحطة الثانية هي رئاسته للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، هناك أعاد تعريف دور مؤسسة الحكامة من جهاز تقني إلى فضاء للحوار المجتمعي، وأنتج وثائق كانت بمثابة إنذار مبكر للدولة نفسها. وهنا أتوقف عند تقرير "الثروة الإجمالية" لسنة 2016 والذي لم يكن بحثاً أكاديمياً، بل كان "اتهاماً سياسياً موثقاً" للنموذج التنموي حين قال إن المغرب غني لكن ثروته لا تُوزع بعدالة. كما سبق المجلس بقيادته إلى التوصية بالدعم المباشر المشروط والتغطية الصحية الشاملة.

المحطة الثالثة هي الأمانة العامة لحزب الاستقلال، حيث نقل هذا التراكم ليجيب عن سؤال جوهري: كيف يتحول حزب الحركة الوطنية إلى حزب الحلول الوطنية دون أن يفقد روحه. جواب بركة كان بتفكيك السؤال إلى شقين متلازمين. الشق الأول هو الرهان على الشباب ليس بمنطق التوظيف الانتخابي بل بمنطق الاستثمار الاستراتيجي، وبالسبق التاريخي منذ 11 يناير 2025 حين أكد الحزب أن الشباب يحتاج من ينصت له ويزرع فيه الأمل كما زرعت وثيقة الاستقلال الأمل في الشعب. وهذه ليست مصادرة على جيل جديد، بل تأكيد على أن الإنصات منهج وليس رد فعل، ولذلك تحولت الثقة في الشباب من خطاب إلى مؤسسات.

والأكيد أن هناك فرقاً جوهرياً هنا بين من يجمع الشباب في القاعات ليصفقوا ومن يجمعهم في الأكاديميات ليفكروا. فالشباب هم من سيحولون المشاكل إلى فرص، وهم الأقدر على اقتحام الاقتصاد الأخضر والرقمنة والمقاولة، وهم من يتطلعون إلى مغرب السرعة الواحدة الذي يرى فيهم طاقة لا عتاً.

By Lady

BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES



INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

**INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.**

ثوابت راسخة وطموح متجدد

الدكتور إدريس قريش



لقد علمنا هذا الحزب أن الوطنية ليست شعارا عابرا بل تواصل وجداني وممارسة فعلية ومسؤولية أخلاقية، وإن خدمة الوطن تقتضي الصدق والعمل الجاد والانخراط الواعي في كل قضاياها.

ومن هذا الإرث تغذينا ونستمد اليوم عزيمتنا لمواصلة المسار ، دفاعا عن مغرب قوي بوحدته ، ديمقراطي بمؤسساته ، حقوقي في ممارساته ، مزدهر في اقتصاده وفاعل في محيطه الإقليمي والدولي.

وإن المغرب كدولة أمة راسخة في توازنها التاريخي والمؤسساتي ، في حاجة ماسة إلى أحزاب وطنية قوية ، قادرة على رفع تحديات المرحلة وكسب رهانات الحاضر والمستقبل . فيقدر ما يقوى البناء الديمقراطي وتتكسر الثقة في العمل السياسي . إن قوة الأحزاب الوطنية ليست خيارا عابرا بل ضرورة لضمان التأطير الجاد للمواطنين ، وافرار نخب كقوة، وتقديم بدائل واقعية ومسؤولة تستجيب لانتظارات المجتمع .

وفي ظل التحولات العميقة التي يشهدها العالم خاصة ما يتعلق بإعادة صياغة التوازنات ، فإن الطموح يتجه نحو ترسيخ تموقع المغرب كفاعل أساسي في هندسة النظام الدولي والمساهمة في إعادة تشكيل موازين القوى بما ينسجم مع تاريخه وموقعه الاستراتيجي ورصيده الدبلوماسي .

إنها مسيرة وفاء وتجديد ، نؤكد من خلالها أن الإلتزام لهذا الصرح الوطني العريق ليس فقط اعتزازا بالماضي، بل التزام متواصل بصناعة المستقبل ، بما يليق بتاريخ المغرب وطموحات شعبه .

رحم الله رواد الحركة الوطنية ، وحفظ المغرب في وحدته واستقراره ، ووفق أبناءه لمواصلة مسيرة البناء والتقدم والتموقع القوي في العلاقات الدولية.

في زمن التحولات المتسارعة و صعوبة التحديات ، تبرز الحاجة إلى مرجعيات سياسية تجمع بين قوة الإلتزام ومرونة التكيف . وفي هذا السياق ، يظل حزب الإستقلال نموذجا لحزب وطني متجدد استطاع أن يحافظ على ثوابته الراسخة وفي نفس الوقت يجدد رؤيته لمواكبة رهانات الحاضر واستشراف المستقبل . فمن رحم النضال الوطني إلى صلب معركة البناء الديمقراطي والتنموي ، تتواصل مسيرته بثبات في المبادئ وانفتاح في الطموح خدمة للوطن ومعانقة أبناءه.

يشكل حزب الإستقلال أحد الأعمدة الراسخة في تاريخ المغرب الحديث ، إذ ارتبط إسمه بروح المقاومة الوطنية والنضال من أجل الحرية والكرامة الوطنية .

فقد حمل رواه مشعل الدفاع عن وحدة الوطن وسيادته ، مجسدين إرادة شعب آمن بحقه في بناء دولته المستقلة . وكحزب وطني متجدد ، شكل مدرسة حقيقية في إشعاع القيم الروحية والوطنية وترسيخ روح الإلتزام الصادق لهذا الوطن العزيز ، ظل فضاء للتكوين والنضال ، تتوارث داخله الأجيال معاني التضحية والإلتزام بقضايا الأمة.

وعلى دربه تربينا نستحضر مآثر إباءنا وكل رجالاته ونسائه الذين جعلوا من حب الوطن عقيدة ، ومن الدفاع عن وحدته وكرامته فريضة.

لقد تأسس الحزب على مبادئ راسخة قوامها التشبث بالثوابت الوطنية المتمثلة في الدين الإسلامي الوسطي والوحدة الوطنية والترايبية والملكية الدستورية باعتبارها ركائز ضامنة لاستقرار البلاد واستمرارها . كما يقوم على الإيمان العميق بالديمقراطية كخيار استراتيجي من خلال ترسيخ دولة المؤسسات وضمن المشاركة السياسية الواسعة للمواطنين .

ومن صلب مرجعيته أيضا التعادلية الإجتماعية والإقتصادية عبر تقليص الفوارق المجالية والاجتماعية وإرساء تنمية شاملة ومستدامة تضمن تكافؤ الفرص ، كما يولي أهمية خاصة للدفاع عن الحقوق والحريات و صون الكرامة الوطنية وصيانة الهوية المغربية الغنية بروافدها المتعددة .

ولم يكن نضاله ظرفيا او مرحليا ، بل كان مسارا متواصلا ساهم في بناء مؤسسات الدولة وترسيخ ثقافة سياسية تقوم على التعددية والانفتاح.

By Lodj

لويدكان

الخبر
فوقتو



www.lodj.info

علال الفاسي.. اثنان وخمسون عاماً على رحيل "بوصلة" الوحدة ومناورة الفكر التعادلي



تمرّ اليوم اثنان وخمسون سنة على رحيل الزعيم الفذّ علال الفاسي، ولا يزال طيفه حاضراً في كل شبرٍ من تراب الوطن، كأنه لم يرحل إلا ليقيم في وجدان الذاكرة الجماعية المغربية. تأتي هذه الذكرى والمغرب يقف بشموخ على أعتاب مشارف استكمال وحدته الترابية، متأهباً للاحتفاء بـ "عيد الوحدة" في متم أكتوبر القادم؛ ذلك الحلم الذي سكن قلب الزعيم منذ أن كان شاباً يافعاً، وظل يرفرف في كلماته الأخيرة التي نطق بها لسان صدقه: "الصحراء المغربية" و"القدس الشريف".

فلسفة وطن.. بين الديمقراطية والتعادلية

رائد الوحدة الترابية.. من الكلمة إلى السيادة
لقد أثبت التاريخ صدق بصيرة الراحل؛ فمنذ عام 1957 حين أطلق جريدة "صحراء المغرب"، كان يضع اللبنة الأولى لمسار استكمال الوحدة الترابية. هذا الميثاق الوطني الذي احتضنه حزب الاستقلال بوفاء، يجد اليوم امتداده الطبيعي والمظفر تحت القيادة الرشيدة لجلالة الملك محمد السادس، الذي يقود سفينة الوطن نحو التمكين النهائي لسيادتنا على كامل أراضيها.

تجديد العهد لا مجرد رثاء
إن إحياء ذكرى الزعيم في هذه المرحلة المفصلية يتجاوز طقوس التأبين، إنه "تجديد للعهد" مع الفكر البناء والمواقف الثابتة. هي دعوة لاستحضار وثيقة التعادلية (11 يناير 1963) وتحويلها إلى طاقة دافعة في مسيرة التنمية المستدامة.

رحم الله علال الفاسي، الذي عاش شامخاً ومات منافحاً عن الحق. سيبقى ذكره منارةً نستضيء بها كلما اشتقنا إلى ملامح الرجال الذين صنعوا بمدادهم ودماء تضحياتهم تاريخ المغرب الحديث. والمجدُ دوماً لمغربٍ قويٍّ بملكه، صامدٍ بوحدته، وصاعدٍ بإرادة شعبه الأبية.

لم يكن علال الفاسي مجرد سياسي عابر، بل كان مهندس رؤية متكاملة لمغربٍ عصري، مغربٍ يرتكز إلى ملكية دستورية ديمقراطية، ويشيد صروحه على أسس "التعادلية الاقتصادية والاجتماعية". كان يؤمن بوطنٍ لا يُقصي أحداً، قاعدته الصلبة وحدة الصف، وسقفه الطموح الذي لا يحده حدٌّ نحو التقدم والازدهار. لقد رسم بفكره ملامح المواطن الحر في الوطن الحر، منفتحاً على آفاق العصر، ومنخرطاً في المجهود الإنساني الكوني تحت لواء القيم السامية التي استقاها من جوهر الأديان وأخلاق الأمم العظيمة.

المذهب الاستقلالي: إرث يتجدد
تلك الرؤية لم تكن أضغاث أحلام أو ترفاً فكرياً، بل كانت "دستور حياة" وبرنامج كفاح خاضه بصلاية، حتى غدت هذه المبادئ مذهباً راسخاً لدى حزب الاستقلال، يتوارثه الأجيال كأمانة مقدسة. واليوم، يحيي الحزب هذه الذكرى في خشوع، مستحضراً تلك الهامة التي لم تندح إلا لله، ومستلهماً من اجتهاداته الجريئة وتفانيه الذي لا يواهن في خدمة العرش العلوي المجيد وإمارة المؤمنين؛ الركن الحصين الذي جاهد الزعيم لترسيخه كعمادٍ للدستور منذ بزوغ فجر الاستقلال.

LODj



لنخبرك By Lodj فجيبك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

عيد الأضحى تحت رحمة الشناقطة

يقترّب عيد الأضحى هذه السنة في ظرف صعب تعيشه آلاف الأسر المغربية، ليس بسبب العيد في حد ذاته، بل بسبب الأسعار التي ارتفعت بشكل لم يعد يناسب القدرة الشرائية للمواطن البسيط. كثير من العائلات أصبحت تنظر إلى العيد بقلق بدل الفرح، وتحاول تدبير مصاريفه بصمت، في وقت كان الجميع ينتظر أن تنعكس إجراءات الدعم على السوق بشكل واضح.

الدولة قدمت دعماً كبيراً للكسابة من أجل الحفاظ على القطيع وتخفيف كلفة الإنتاج، وكان الهدف المعلن هو ضمان استقرار الأسعار وتوفير الأضاحي بأثمنة معقولة. لكن ما وقع في الواقع مختلف تماماً. فالمواطن لم يلمس أي انخفاض، بل وجد نفسه أمام أسعار مرتفعة بشكل يطرح أكثر من علامة استفهام حول طريقة تدبير هذا الملف وحول الجهات التي استفادت فعلاً من هذا الدعم.

الدولة قدمت دعماً كبيراً للكسابة من أجل الحفاظ على القطيع وتخفيف كلفة الإنتاج، وكان الهدف المعلن هو ضمان استقرار الأسعار وتوفير الأضاحي بأثمنة معقولة. لكن ما وقع في الواقع مختلف تماماً. فالمواطن لم يلمس أي انخفاض، بل وجد نفسه أمام أسعار مرتفعة بشكل يطرح أكثر من علامة استفهام حول طريقة تدبير هذا الملف وحول الجهات التي استفادت فعلاً من هذا الدعم.

في الأسواق، أصبح الوسطاء والمضاربون يتحكمون في الأثمان بشكل واضح، بينما تغيب مراقبة حقيقية قادرة على حماية المستهلك. "الشناقطة" و"الفراقشية" حولوا المناسبة الدينية إلى فرصة لتحقيق أرباح كبيرة، مستغلين حاجة الناس ورغبتهم في الحفاظ على هذه الشعيرة داخل بيوتهم رغم الظروف الصعبة.

الأخطر أن كل ارتفاع في الأسعار يجد له البعض مبرراً جاهزاً. مرة بسبب الجفاف، ومرة بسبب الأعلاف، واليوم بسبب التوترات الدولية والحرب الإيرانية. لكن المواطن البسيط لم يعد مقتنعاً بهذه التبريرات، لأنه يرى أن الأسعار ترتفع بسرعة، بينما لا تنخفض أبداً حتى عندما تتحسن الظروف.

المشكل اليوم ليس فقط في ثمن الأضحية، بل في الإحساس المتزايد لدى الأسر بأن قدرتها الشرائية تُستنزف دون حماية حقيقية. هناك أسر تؤجل الحديث عن العيد، وأخرى تحاول مجاراة الواقع بالاعتراض أو التضحية بمصاريف أساسية فقط حتى لا تحرم أبناءها من فرحة اعتاد عليها المغاربة منذ سنوات طويلة.



هذا الوضع يفرض على أصحاب القرار الخروج من لغة الأرقام والتصريحات إلى إجراءات ملموسة داخل الأسواق. لأن الدعم الذي لا يصل أثره إلى المواطن يبقى ناقصاً، والمراقبة التي لا توقف المضاربة تبقى بدون معنى. فالمغاربة لا ينتظرون وعوداً جديدة، بل ينتظرون سوقاً عادلة تحترم قدرتهم على العيش وتحافظ على كرامتهم في مناسبة دينية يفترض أن تكون رمزاً للتضامن والطمأنينة، لا موسماً إضافياً للضغط والمعاناة.

By Lodj

بوابة لك

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info

113 عيد الأضحى تحت رحمة الشنافة

- « علال الفاسي.. اثنان وخمسون عاماً على رحيل بوطلة الوحدة ومنازة الفكر » **111**
- « ثوابت راسخة وطموح متجدد » **109**
- « حزب الاستقلال: تاريخ مجيد وحاضر متجدد لبناء المستقبل » **107**
- « إيران.. دولة رهينة لسرديتها » **105**
- « حين يقصي المعرض الدولي للكتاب لغة أقدم من التاريخ نفسه » **104**
- « الاستقلال.. عندما تتحول السياسة إلى أثر » **103**
- « الولاية القانونية للأمم الحاضنة.. حين ينقذ الاجتهاد القضائي قصور النص » **102**
- « حزب الاستقلال والاستهداف الذي يكشف الخوف » **101**
- « حزب الاستقلال.. ما وراء الأحكام الجاهزة » **100**
- « حزب المواقف لا حزب الكراسي.. هذا هو الاستقلال » **99**

By Lodj

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بوجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



Imprimerie Arrissala

كتاب الرأي



كلمات الأضحية

By Lodj

لوديحي بالعربية

بلاطفورم الشباب



عيد الأضحية تحت رحمة الشناقطة

حزب الاستقلال.. تاريخ مجيد
وحاضر متجدد لبناء المستقبل

ثوابت راسخة وطموح
متجدد

علال الفاسي.. اثنان وخمسون
عاماً على رحيل "بوصلة" الوحدة
ومنارة الفكر التعادلي